

**Mesurer les facteurs d'influence des programmes d'études féminines et de
genre sur le mouvement féministe au Canada
Étude de cas en Colombie-Britannique**

Par

Élodie Vialatte

**Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
de l'Université du Manitoba
pour satisfaire partiellement aux exigences du grade de**

MAÎTRISE ÈS ARTS

**Études canadiennes et interculturelles
Université de Saint-Boniface
Université du Manitoba
Winnipeg, Manitoba**

Copyright © 2026 par Élodie Vialatte

Résumé

Au Canada, une majorité de femmes aujourd'hui s'identifient comme féministes (Ross, 2022), une évolution qui peut être influencée par des dynamiques sociales, culturelles, politiques et universitaires. Cette proportion, croissante par ailleurs, suggère une tendance expansionniste du mouvement féministe. Malgré cette tendance, peu de recherches ont examiné le rôle que jouent les programmes d'études féminines et de genre dans l'évolution et l'expansion du mouvement féministe actuel. Cette lacune est particulièrement notable depuis l'appel lancé par McCabe (2005), qui invitait à approfondir davantage l'étude de l'auto-identification féministe et à analyser l'influence des institutions universitaires sur la manière dont les individus s'identifient ou non en tant que féministes.

Ce mémoire examine l'influence des programmes d'études féminines et de genre sur le mouvement féministe au Canada. Il analyse à la fois leur capacité à enrichir le mouvement par l'apport de nouvelles perspectives théoriques et contributions pratiques, ainsi que les risques d'uniformisation ou de distanciation entre le milieu académique et les espaces militants. La recherche s'intéresse également aux effets potentiels de l'élitisme universitaire sur l'accessibilité au féminisme institutionnalisé, ainsi qu'au rôle du campus comme espace d'engagement, de socialisation politique et de production de savoirs féministes.

L'étude repose sur une démarche méthodologique mixte, combinant une veille documentaire et la réalisation d'entrevues individuelles. Cette approche permet ainsi de dresser un portrait à la fois global et comparatif des huit programmes d'études féminines et de genre offerts en Colombie-Britannique, et d'évaluer leur contribution ainsi que leurs limites dans l'évolution continue du mouvement féministe.

Les résultats obtenus dans le cadre de cette étude de cas révèlent l'importance des réseaux informels qui se développent autour des programmes d'études féminines et de genre et qui fonctionnent comme de véritables espaces de socialisation politique, facilitant ainsi la continuité entre formation théorique et engagement communautaire. Ils mettent également en lumière le potentiel des salles de classe à devenir des lieux de résistance et de conscientisation, ainsi que le rôle activiste que peuvent jouer les professeur·es et les personnes impliquées dans ces programmes en remettant en question les normes institutionnelles et en promouvant des pratiques plus alignées avec les valeurs féministes. Enfin, les résultats soulignent la nécessité de reconnaître la diversité des expériences et des récits féministes afin de renforcer la dimension intersectionnelle du mouvement et d'assurer sa pertinence dans un contexte social en constante évolution.

Abstract

In Canada, a majority of women now identify as feminists (Ross, 2022), a shift that may be shaped by social, cultural, political, and academic dynamics. This growing proportion suggests an expansionist trend within the feminist movement. Despite this evolution, few studies have examined the role played by Women's and Gender Studies programs in the development and expansion of contemporary feminism. This gap is particularly notable in light of McCabe's (2005) call to deepen research on feminist self-identification and to analyze how academic institutions influence individuals' decisions to identify as feminists.

This thesis investigates the influence of Women's and Gender Studies programs on the feminist movement in Canada. It analyzes both their capacity to enrich the movement through new theoretical perspectives and practical contributions, and the risks of homogenization or distancing between academic spaces and activist environments. The research also considers the potential effects of academic elitism on access to institutionalized feminism, as well as the role of the university campus as a site of engagement, political socialization, and feminist knowledge production.

The study relies on a mixed-methods approach combining documentary research and individual interviews. This methodology makes it possible to develop a global and comparative portrait of the eight Women's and Gender Studies programs offered in British Columbia and to assess both their contributions and their limitations in the ongoing evolution of the feminist movement.

The findings of this case study highlight the importance of the informal networks that develop around these programs and function as key spaces of political socialization, thereby facilitating continuity between theoretical learning and community engagement. They also underscore the

potential of classrooms to become sites of resistance and critical consciousness, as well as the activist role that professors and program staff can play by challenging institutional norms and promoting practices more closely aligned with feminist values, thus contributing to transforming the university from within. Finally, the study emphasizes the need to recognize the diversity of feminist experiences and narratives in order to strengthen the movement's intersectional foundations and ensure its relevance in a rapidly evolving social context.

Remerciements

Ce mémoire représente l'aboutissement d'un engagement personnel envers un sujet qui me tient particulièrement à cœur et auquel j'ai consacré, au fil des dernières années, une part importante de mon temps et de mon énergie, dans l'espoir qu'il puisse, à sa manière, contribuer à la cause féministe. Toutefois, ce travail est bien loin d'être le fruit d'un effort isolé, et je souhaite exprimer ma gratitude à toutes celles et ceux qui ont rendu cette démarche possible.

Je tiens d'abord à remercier chaleureusement Étienne Rivard, mon directeur de mémoire, pour son soutien continu, sa disponibilité et son ouverture. Son encadrement m'a offert le cadre méthodologique dont j'avais besoin, surtout lorsque mes idées avaient tendance à se disperser. Nos discussions régulières ont alimenté ma réflexion de manière constante et ont été essentielles à l'évolution de ce travail.

Je souhaite également exprimer ma sincère reconnaissance envers les personnes qui ont accepté de participer aux entrevues. Leurs expériences et leurs perspectives constituent la part la plus essentielle de ce mémoire. Leur générosité, leur franchise et le temps qu'elles m'ont accordé ont enrichi ma compréhension du mouvement féministe et ont contribué de manière déterminante à la qualité de cette recherche.

Je remercie aussi les membres du comité, Anne Sechin de l'Université de Saint-Boniface et Caroline Desbiens de l'Université Laval, pour leur appui et leurs conseils, qui m'ont permis d'assurer la rigueur académique et la cohérence attendues dans le cadre de ce programme de maîtrise.

Enfin, je souhaite adresser un remerciement tout particulier à ma famille, dont le soutien indéfectible m'a accompagnée tout au long de ces cinq années marquées par de nombreuses heures de travail et de réflexion consacrées à ce mémoire. Leur patience, leur écoute et leur présence constante ont constitué un appui essentiel à l'achèvement de ce projet.

Table des matières

Introduction.....	1
Partie 1 – État des lieux	13
1.1 – Historique du mouvement féministe au Canada	15
1.1.1 - Première vague	17
1.1.2 - Deuxième vague	21
1.1.3 - Troisième vague.....	25
1.1.4 - Quatrième vague ?	29
1.2 – Portrait actuel du féminisme au Canada	34
1.2.1 – Qu’est-ce que signifie être féministe au Canada aujourd’hui ?.....	36
1.2.2 – Les différents visages du mouvement féministe au Canada.....	40
1.2.3 – Les limites du mouvement féministe au Canada.....	48
1.2.4 – Point de mire sur le mouvement féministe en Colombie-Britannique	53
1.3– État des lieux des programmes d’études féminines et de genre au Canada	58
1.3.1 – Historique des programmes d’études féminines et de genre au sein des universités canadiennes	60
1.3.2 – Portrait de la vitalité des programmes d’études féminines et de genre au Canada	63
1.3.3 – Limitations des programmes d’études féminines et de genre au Canada.....	66
1.4– Pistes de réflexion : relations entre les programmes d’études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada	69
1.4.1 – Les bénéfices.....	71
1.4.2 – Les conflits persistants	75
1.4.3 – Pour une relation plus gagnante entre les programmes d’études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada – Pistes de réflexion.....	79
Partie 2 – Méthodologie.....	86
2.1 – Choix de méthodologie	88
2.2 – Collecte de données quantitatives primaires et secondaires	91
2.3 - Entrevues semi-dirigées.....	94
Partie 3 – Résultats et discussions.....	99
3.1– Analyse comparative des programmes d’études féminines et de genre en Colombie-Britannique	100
3.2– Analyse des résultats issus des entrevues semi-dirigées	111
3.3– Perspectives en lien avec les pistes de réflexion sur les relations entre les programmes d’études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada	126
3.1.1- Créer et maintenir la connexion avec le milieu communautaire.....	128

3.1.2- Transformer la salle de classe en espace de résistance qui représente le tremplin pour un activisme de terrain	132
3.1.3 – Importance d’une représentation féministe à l’intérieur des programmes d’études féminines et de genre : agir de l’intérieur	137
3.1.4 – Utiliser les programmes d’études féminines et de genre pour sensibiliser sur la nature plurielle et intersectionnelle du féminisme	143
Conclusion	148
Bibliographie.....	153
Annexes	158
Annexe 1 - Publicité pour la laveuse automatique Inglis.....	159
Annexe 2 – Liste des sources pour analyse des programmes d’études féminines et de genre des universités et collèges de C.-B	160
Annexe 3 - Formulaire d’auto-identification volontaire	161
Auto-identification :	161
Annexe 4 – Schéma d’entretien	165

Introduction

Le rôle des programmes d'études féminines et de genre dans l'évolution du mouvement féministe constitue l'axe analytique principal de ce mémoire. Apparues dans les universités et collèges canadiens à la fin du XX^e siècle, les études féminines et de genre sont issues d'une volonté explicite de transformer la société selon une perspective féministe, d'éveiller la conscience politique des femmes et de transmettre les modes de pensée et les stratégies développés par le féminisme (Hamilton, 2003 ; hooks, 2015). Ils se sont ainsi développés dans un paysage disciplinaire où l'étude de la condition féminine était jusque-là largement marginalisée et dominée par des perspectives masculines, telles que la sociologie, la criminologie ou les politiques publiques qui négligeaient souvent le genre comme catégorie analytique centrale (Eichler, 2002 ; Fraser, 2014 ; Haque, 2019). En comblant ces angles morts, les programmes d'études féminines et de genre ont replacé les expériences des femmes au cœur des questionnements sociopolitiques et économiques et ont élargi tant les objets que les méthodes de recherche (Lanigan, 2008). En proposant une pédagogie critique remettant en cause le récit patriarcal et en offrant des outils d'analyse épistémique du pouvoir et de la construction des identités (Lanigan, 2008), ces programmes ont par ailleurs compensé les limites d'une école publique qui, loin d'encourager systématiquement une réflexion critique sur le genre, a souvent contribué à la reproduction de rôles genrés. Par la production de savoirs théoriques, historiques et empiriques, ces programmes ont renforcé la légitimité académique du féminisme et contribué à l'ancrer dans un champ de savoir reconnu. Bien qu'il soit tout autant pertinent de considérer l'influence des centres de recherche et des organisations militantes dans l'évolution du

mouvement féministe, ce mémoire se concentre principalement sur les programmes de formation postsecondaires universitaires et collégiaux afin de cerner précisément leur rôle vis-à-vis de celui-ci.

Parallèlement à l'essor des programmes d'études féminines et de genre, on observe au Canada une hausse de l'auto-identification au féminisme. Comme l'affirme Ross (2022), « Une majorité de femmes se disent désormais féministes au Canada ». Le sondage Focus Canada (Environics Institute, automne 2021) met en évidence une progression historique des attitudes favorables vis-à-vis du mouvement, puisque près de la moitié de la population générale canadienne (49%) s'identifie en tant que féministe en 2021. Une telle tendance soulève la question des facteurs qui expliquent cette croissance identitaire, que ce soient les transformations culturelles, la diffusion des savoirs critiques, le rôle des médias et des institutions éducatives, pour mieux définir les déterminants de l'adhésion féministe au Canada (Ross, 2022 ; Environics Institute, 2021). Malgré cette progression de l'auto-identification féministe, la condition matérielle et sociale des femmes au Canada reste encore marquée par des inégalités persistantes. Selon Statistique Canada¹, on comptait environ 18,4 millions de femmes et de filles en 2021, soit 50,6 % de la population vivant dans les ménages privés. Parmi elles, 26,8 % appartenaient à un groupe racisé, 23,8 % étaient immigrantes et 5,1 % s'identifiaient comme Autochtones.

Dans le marché du travail, la participation des femmes âgées de 25 à 54 ans a connu une augmentation significative, passant de 48,7 % en 1976 à 81,4 % en 2022. Cependant, des disparités importantes persistent en fonction de l'origine. Les femmes immigrantes récentes (69,6 %), les femmes autochtones (75,1 %) et certaines femmes racisées (p. ex. les femmes

¹ [Femmes et filles - Coup d'œil sur le Canada, 2023](#)

arabes, 64,2 %) sont moins présentes que les femmes canadiennes d'origine (84,4 %), tandis que d'autres groupes (p. ex. les femmes philippines, 85,9 %) affichent des taux plus élevés.

Le cadre juridique canadien protège les droits des femmes et l'égalité des genres à travers plusieurs instruments, dont la Loi canadienne sur les droits de la personne, la Charte canadienne des droits et libertés, la Loi sur l'équité en matière d'emploi, la Loi sur l'équité salariale, la Loi canadienne sur la budgétisation sensible aux sexes et le Code canadien du travail. Ces protections sont complétées par des engagements internationaux, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)².

Malgré cela, les inégalités persistent. Selon le ministère Femmes et Égalité des Genres³, les femmes continuent d'assumer une charge disproportionnée de travail non rémunéré : elles consacrent en moyenne quatre heures de plus par semaine que les hommes aux soins aux adultes et huit heures de plus aux soins aux enfants.

Sur le plan politique, bien que le Canada soit le seul pays du G20 à avoir atteint la parité dans la fonction publique fédérale, les femmes restent sous-représentées dans les postes de haute responsabilité⁴. Dans les milieux de travail, les femmes occupent 47,4 % des emplois, mais seulement 36,4 % des postes de gestion et moins de 29 % des postes de haute direction. Les femmes issues de groupes historiquement marginalisés, tels que les femmes autochtones, les personnes 2ELGBTQI+, les femmes noires et les femmes en situation de handicap sont encore moins représentées. En 2024, malgré un taux de participation record de 85 % chez les femmes de 25 à 54 ans, celles-ci gagnaient en moyenne 87 cents pour chaque dollar gagné par un homme,

² https://www.international.gc.ca/trade-commerce/gender_equality-egalite_genres/lois_can_gen_eq_laws.aspx?lang=fra

³ [Faits, statistiques et incidence : égalité des genres - Canada.ca](https://www.canada.ca/fr/faits-statistiques-incidence-egalite-genres)

⁴ <https://www.canada.ca/fr/femmes-egalite-genres/egalite-genres/faits-statistiques-incidence.html>

un écart encore plus marqué pour les femmes noires, autochtones et racisées. Les femmes sont également plus susceptibles de vivre avec une incapacité sévère (43 % contre 39 % chez les hommes), ce qui accentue les obstacles à l'emploi⁵.

Les inégalités se manifestent aussi dans d'autres domaines. Selon la Fondation canadienne des Femmes⁶, en 2022, 184 femmes et filles ont été tuées par la violence, et plus de 1,5 million de femmes vivaient dans la pauvreté en 2019. Dans le domaine des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (STIM), les femmes âgées de 25 à 64 ans sont près de deux fois moins susceptibles que les hommes de détenir un baccalauréat dans ces disciplines, et près de quatre fois moins susceptibles d'y occuper un emploi, puisque seules 35 % d'entre elles sont diplômées et à peine 21 % travaillent dans ces secteurs. Enfin, bien que les femmes vivent en moyenne plus longtemps que les hommes, elles sont davantage exposées au risque de pauvreté à un âge avancé. Les écarts salariaux, les interruptions de carrière et la charge de soins non rémunérés contribuent à des retraites moins bien financées. Les femmes âgées racisées et immigrantes sont d'ailleurs les plus touchées par ces enjeux au niveau de la population générale, puisqu'elles affichent les taux de faible revenu les plus élevés.

Tous ces constats sont corroborés par l'étude Focus Canada, puisque la violence faite aux femmes est perçue comme un enjeu « très important » par 83 % des répondant·e·s, la condition des femmes autochtones est désormais jugée « très importante » par 77 % (contre 54 % en 2001) et l'importance accordée aux conditions des femmes immigrantes/minorités visibles est passée de 44 % à 63 % dans la même période, évolution attribuée en partie aux mobilisations des femmes autochtones, immigrantes et racisées (Ross, 2022).

⁵ <https://www.canada.ca/fr/femmes-egalite-genres/egalite-genres/faits-statistiques-incidence.html>

⁶ [Les Faits - Fondation canadienne des femmes](#)

L'évolution positive de l'identification au mouvement féministe, tel que mis en évidence dans l'étude de Focus Canada de 2022, peut être attribuée à différents facteurs, tant sur le plan social et culturel qu'en politique. Ce phénomène peut également être expliqué par le milieu universitaire et de la recherche.

Dans son article *What's in a Label? The Relationship between Feminist Self-Identification and "Feminist" Attitudes among U.S. Women and Men* (2005), McCabe a traité de la question de l'auto-identification féministe, en suggérant la possibilité de mener des entretiens approfondis avec des personnes qui s'identifient en tant que féministes, pour obtenir davantage de données qualitatives dans ce domaine. McCabe a aussi encouragé la poursuite des recherches sur l'impact des études féminines, en déclarant que « les futurs chercheurs devraient explorer l'impact des institutions, en particulier des programmes d'études féminines, sur l'auto-identification féministe » (McCabe, 2005, traduction libre). Or, il subsiste un manque important dans la littérature canadienne portant sur l'activisme féministe, et notamment sur les vagues les plus récentes du mouvement (Lanigan, 2008). Cette absence de travaux laisse en suspens un certain nombre de questions essentielles que ce mémoire vise précisément à combler, en analysant l'influence des programmes d'études féminines et de genre sur le mouvement féministe au Canada.

Trois axes de réflexion principaux ont guidé la conduite de cette recherche :

- Ces programmes enrichissent-ils le mouvement féministe en introduisant de nouvelles perspectives théoriques et pratiques, ou tendent-ils plutôt à uniformiser les discours en s'éloignant des dynamiques militantes ?

- L'élitisme souvent associé au milieu universitaire limite-t-il l'accès au féminisme institutionnalisé, notamment en raison de barrières financières, académiques ou sociales ?
- Quel rôle les milieux universitaires et collégiaux jouent-ils dans la diffusion et l'évolution du féminisme à travers leurs espaces communautaires, leurs activités culturelles et l'engagement de la population étudiante, du corps professoral et des membres de la recherche, ainsi que des politiques publiques qui façonnent leurs priorités ?

En abordant ces questions, cette recherche a tenté de mieux définir dans quelle mesure les études féminines et de genre participent ou non à façonner l'identité, la portée et l'ancrage social du féminisme au Canada.

Dans le cadre de ce mémoire, la notion de féminisme sera approfondie afin d'en explorer les différentes dimensions, notamment à travers l'analyse des vagues successives du mouvement et des courants qui s'y rattachent. Toutefois, pour orienter la réflexion tout au long de ce travail, il est important d'établir une définition de référence, capable d'offrir un point d'ancrage commun, tant ce terme peut se rattacher à une pluralité de significations et d'expériences. Comme nous allons le voir dans les prochaines sections de ce mémoire, la variété interprétative du féminisme fait en sorte que chacun.e peut en proposer une définition différente, façonnée par son parcours, son contexte social et ses propres rapports aux systèmes d'oppression. Comme le souligne Haraway dans *A Cyborg Manifesto* (1991), les « fragmentations douloureuses entre féministes (sans parler des divisions entre femmes) selon toutes les lignes de fracture imaginable ont rendu la notion de femme insaisissable, souvent utilisée comme prétexte pour reproduire les formes de domination que les femmes exercent les unes sur les autres » (Haraway, 1991, traduction libre).

Ce constat rappelle que la catégorie « femme » elle-même est loin d'être homogène, et qu'elle est traversée par des rapports de pouvoir liés au genre, à la race, à la classe, à la sexualité, au capacitisme ou encore au statut migratoire. Par conséquent, il n'existe pas une définition unique ou universelle du féminisme, mais plutôt une constellation de féminismes, ancrés dans des réalités sociales, politiques et historiques diverses. Tel que l'indique Cameron (2019), le mouvement féministe n'a jamais été linéaire. Il se réinvente constamment, à la fois pour répondre aux enjeux de chaque époque et pour se distinguer des générations précédentes. Cette pluralité n'est pas un obstacle, mais une caractéristique essentielle du mouvement qui se redéfinit continuellement en fonction des contextes et des luttes qui l'animent.

Certains éléments conceptuels se retrouvent toutefois de manière récurrente dans la majorité des approches féministes. Parmi eux, l'analyse des rapports d'oppression et de subordination qui structurent les relations entre l'identité de genre féminine et des systèmes de pouvoir, tels que le patriarcat ou le capitalisme (Agnew, 1993 ; Fraser, 2014 ; John, 2015 ; Sandilands, 1997). S'y ajoute la reconnaissance des inégalités structurelles persistantes et des multiples formes de domination exercées sur les personnes s'identifiant comme femmes, qu'elles soient liées à la classe sociale, à la race, à l'orientation sexuelle ou à d'autres dimensions identitaires (Haraway, 1991 ; Lunny, 2006 ; O'Neill, 2017 ; Thrift, 2018 ; Toupin, 1993). Nous pouvons citer, entre autres, la définition de Mallory dans son article *Ecofeminism and Forest Defense in Cascadia* (2006) qui fait référence au féminisme en tant qu'« analyse critique du pouvoir et des rapports de pouvoir entre les groupes dominants et ceux qui sont marginalisés. Il met en lumière les façons dont certains groupes - notamment les hommes, les personnes blanches, les élites privilégiées sur le plan socio-économique et les êtres humains en général - maintiennent leur position de

supériorité par la subordination et la domination des femmes, des personnes racisées et du monde naturel. » (Mallory, 2006, traduction libre).

La définition du féminisme mise en avant dans ce mémoire s'appuie sur les définitions largement partagées au sein des principaux courants féministes, tout en reconnaissant la diversité des perspectives qui composent ce mouvement. La définition proposée par hooks dans *Feminism is for Everybody* (2015) constitue une source d'inspiration centrale : « Le féminisme est un mouvement visant à mettre fin au sexisme, à l'exploitation sexiste et à l'oppression. » (hooks, 2015, traduction libre). Cette formulation, à la fois concise et inclusive, permet de recentrer le féminisme sur la lutte contre les systèmes de domination qui structurent les rapports sociaux, incluant ceux fondés sur le genre. Elle fait également écho avec les enjeux présentés précédemment, qu'il s'agisse des violences faites aux femmes, des inégalités économiques, politiques ou en matière de santé, ou encore des formes multiples de discrimination qui touchent les femmes, et particulièrement les femmes autochtones, immigrantes, racisées ou issues des communautés 2ELGBTQI+. Ces enjeux, qui se retrouvent aussi dans les résultats de l'étude de Focus Canada, soulignent la pertinence d'une définition du féminisme centrée sur la lutte contre l'oppression et attentive aux rapports de pouvoir qui traversent les expériences des femmes.

Enfin, compte tenu de la diversité des réalités vécues par les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQI+, il était essentiel d'intégrer une perspective intersectionnelle à l'ensemble de ce projet. Introduite en 1989 par la théoricienne du droit et de la théorie critique de la race, Kimberly Crenshaw, l'intersectionnalité désigne une approche qui considère que les individus sont situés de manière inégale au sein de systèmes multiples de différences perçues, tels que le

genre, la race, la sexualité, la classe, l’ethnicité ou la région, et que ces systèmes sont liés à des rapports de pouvoir inégaux dans la société. L’intersectionnalité insiste sur le fait que les formes d’avantage ou d’oppression s’additionnent et se croisent. La combinaison de ces positions sociales détermine ainsi de façon cumulative les opportunités, les expériences vécues et la vision du monde d’une personne (Crenshaw, 1989 ; Rushowic, 2019). Autrement dit, pour comprendre pleinement les inégalités, il faut analyser simultanément ces axes de différenciation et leurs effets conjoints plutôt que les étudier isolément. C’est pourquoi une lentille de type analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)⁷ a été appliquée autant dans la conception méthodologique que dans l’analyse des données. Cette démarche visait à tenir compte des facteurs identitaires susceptibles d’influencer les expériences, les obstacles ou les besoins exprimés par les personnes rencontrées. Elle a également guidé l’interprétation des résultats et l’élaboration des recommandations, afin que celles-ci reflètent au mieux la pluralité des trajectoires et des inégalités observées, et qu’elles puissent contribuer à des actions plus inclusives et mieux adaptées aux réalités des groupes concernés.

La recherche menée repose sur une étude de cas portant sur les huit principaux programmes d’études féminines et de genre en Colombie-Britannique. Elle adopte une méthodologie mixte, combinant des données quantitatives issues d’une analyse comparative des sites Internet des établissements concernés et autres rapports statistiques en lien avec le cadre de l’étude, ainsi que des données qualitatives recueillies par entrevues semi-dirigées auprès d’étudiant·es, enseignant·es, coordonnateur·rice·s et membres du personnel de recherche.

⁷ [Qu’est-ce que l’Analyse comparative entre les sexes plus? - Canada.ca](https://www.canada.ca/fr/analyse-comparative-entre-les-sexes-plus/)

La collecte et l'analyse ont été menées de manière itérative, permettant d'ajuster les guides d'entretien au fil des résultats émergents. L'analyse s'appuie sur une triangulation des données qualitatives et quantitatives, ainsi que sur des analyses descriptives pour repérer les tendances, les convergences et les divergences entre les programmes.

Une attention particulière a été portée à la validité et à la fiabilité de la démarche, notamment par une recension approfondie des écrits, l'anonymisation des données, le consentement éclairé et le respect des protocoles éthiques institutionnels. Les résultats sont toutefois considérés comme représentatifs du contexte britanno-colombien, tout en reconnaissant que leur généralisation nécessiterait des études comparatives dans d'autres provinces, les dynamiques pouvant varier selon les réalités sociologiques, géographiques et économiques locales.

Le mémoire se compose ainsi de trois grandes parties. Dans un premier temps, il propose une mise en contexte du mouvement féministe à l'échelle internationale et canadienne, en retraçant ses principales vagues et en dressant un portrait de la situation actuelle. Une attention particulière est également accordée à la Colombie-Britannique, cadre de référence de l'étude de cas, où le féminisme s'ancre dans un activisme *grassroot* alimenté par des approches intersectionnelles, décoloniales et communautaires, dans un contexte marqué par des enjeux persistants, tels que les violences faites aux femmes et filles autochtones. Selon le rapport *Missing and Murdered Indigenous Women in British Columbia, Canada* (Inter-American Commission on Human Rights, 2014), la province recense 160 cas de femmes et filles autochtones assassinées ou disparues, soit 28 % des 582 cas documentés par la Native Women's Association of Canada (NWAC).

La question des programmes d'études féminines et de genre au Canada sera ensuite abordée, afin d'examiner leurs liens avec le mouvement féministe et d'identifier les convergences, tensions ou divergences qui émergent entre les espaces académiques et les dynamiques militantes.

La deuxième partie décrit plus en détail le processus méthodologique qui a guidé ce mémoire, soit une étude de cas combinant une analyse quantitative des programmes d'études féminines et de genre en Colombie-Britannique (recensement des cursus, contenus et modalités d'enseignement) et une collecte qualitative fondée sur des entrevues semi-dirigées menées auprès d'étudiant·e·s, d'enseignant·e·s, de chercheur·e·s et de professionnel·le·s d'organismes communautaires offrant des services aux femmes.

La troisième et dernière partie présente les principaux constats issus de l'analyse. Elle démontre d'abord le potentiel des programmes d'études féminines et de genre à réellement contribuer au mouvement féministe, notamment par le renforcement de leurs liens avec le milieu communautaire en valorisant les réseaux informels, les savoirs issus du terrain et une synergie plus fluide entre théorie et action. Elle souligne également que la salle de classe peut devenir un véritable espace de résistance et un tremplin vers l'activisme lorsqu'elle est pensée comme un lieu d'apprentissage critique, de réciprocité et d'expérimentation, capable de transformer l'engagement en action concrète. L'analyse met en lumière le rôle essentiel de ces programmes dans la consolidation de l'identité féministe des étudiant·es et dans la transformation des institutions « de l'intérieur », en formant des agents de changement aptes à remettre en question les structures universitaires et à résister aux logiques néolibérales. Enfin, elle rappelle l'importance pour ces programmes de promouvoir un féminisme véritablement pluriel et intersectionnel, non seulement dans leurs contenus, mais aussi dans leurs pratiques et leur

composition, afin d'éviter de reproduire des exclusions internes et de rendre le féminisme plus inclusif et représentatif des réalités actuelles.

Partie 1 – État des lieux

Selon Offen (1988), les dictionnaires définissaient traditionnellement le féminisme comme une théorie ou un mouvement cherchant à améliorer la condition des femmes, notamment en revendiquant des droits politiques, juridiques ou économiques équivalents à ceux des hommes. Cette vision correspondait aussi à l'historiographie américaine dominante avant les années 1970, qui datait le féminisme de l'année 1848 à Seneca Falls et le réduisait largement à la lutte pour le suffrage universel.

Les recherches historiques menées en Europe ont cependant montré que le mot féminisme lui-même n'existait quasiment pas avant le XX^e siècle et fut contesté dès son apparition. En France, l'enquête menée par Offen révèle que le terme et ses dérivés n'apparaissent véritablement qu'au début des années 1890, où ils seront surtout employés comme synonymes d'« émancipation des femmes ». Offen précise enfin que l'attribution fréquente du mot à Charles Fourier dans les années 1830 serait donc erronée et que l'origine exacte du terme demeure incertaine.

Définir le terme « féminisme » a toujours été une entreprise complexe, car aucune formulation unique ne semble en mesure d'en saisir toutes les dimensions. Cette pluralité rend donc difficiles son appropriation et la revendication de ses idées. Comme le souligne Offen, le mot « féminisme » peut être qualifié à l'infini, mais il est impossible de le remplacer pour autant. D'où la nécessité de disposer d'une définition capable de résister à ses connotations historiques parfois réductrices et d'en rendre compte de manière intelligible.

Comme évoqué précédemment, le féminisme recouvre une diversité d'enjeux, allant des systèmes d'oppression les plus vastes à des questions plus concrètes, comme les droits liés à la maternité, au travail de soin, et aux disparités économiques et salariales entre hommes et femmes. Offen rappelle que deux grandes traditions ont structuré son développement, à savoir le féminisme relationnel, qui fonde les droits des femmes sur leurs rôles spécifiques et sur leurs contributions à la société dans leur relation aux hommes, ainsi que le féminisme individualiste, qui met l'accent sur les droits humains universels, l'autonomie personnelle et l'indépendance, en minimisant ou en rejetant les rôles socialement assignés aux femmes.

Ces deux approches, parfois complémentaires, parfois conflictuelles, montrent que le féminisme ne se réduit pas à une revendication unique.

Toujours selon Offen, il est important de considérer le féminisme comme une idéologie critique à part entière, en constante évolution, mais aussi comme un mouvement sociopolitique visant à analyser et à contester le privilège masculin et la subordination des femmes dans une société donnée. Cette dimension à la fois idéologique et pratique permettrait ainsi de comprendre la richesse, la diversité et la profondeur historique du féminisme, au-delà des définitions réductrices.

Au Canada, les luttes féministes et les mouvements des femmes s'intègrent dans un contexte marqué par l'ascension du néolibéralisme à partir du début des années 1980. Ce cadre idéologique dominant, fondé sur la primauté du marché, la limitation du rôle de l'État et l'individualisation des responsabilités sociales, a profondément influencé la forme, les stratégies et les revendications du féminisme canadien (Bromley & Ahmad, 2006 ; Strong-Boag, 2016)

Dans son ouvrage *Gendering the Vertical Mosaic: Feminist Perspectives on Canadian Society* (2005), Hamilton emprunte le concept de « mosaïque verticale » initialement élaboré par Porter

pour analyser les hiérarchies de classe et d'ethnicité au sein de la société canadienne. Hamilton étend ce concept aux rapports de genre, montrant que cette structure hiérarchique s'applique également aux relations entre hommes et femmes. Elle souligne que, dans une société néolibéraliste comme le Canada, l'État est souvent perçu comme neutre et intervenant peu dans la vie privée des individus. Cette conception a fortement orienté les mouvements féministes, en particulier ceux influencés par le féminisme libéral, qui considèrent que l'État est situé au-delà des intérêts de tout groupe particulier et capable de s'adapter à de nouvelles forces sociales lorsqu'elles s'organisent. Cependant, cette vision ne prend pas en compte la relation que l'État canadien entretient avec le capital, et qui participe activement à la reproduction des rapports patriarcaux. Comme le rappelle Hamilton, l'État a intégré, créé et soutenu des formes de domination masculine au sein de ses propres institutions et dans l'ensemble de la société. La formation même de l'État canadien, les négociations ayant mené à la Confédération et les périodes qui ont suivi révèlent des relations complexes de domination et de subordination entre hommes et femmes. Ces rapports de genre interagissent avec les dynamiques de classe, les disparités régionales, les hiérarchies nationales et le racisme.

Ainsi, le néolibéralisme façonne concrètement les possibilités d'action, les priorités et les formes d'organisation des mouvements féministes au Canada.

1.1 – Historique du mouvement féministe au Canada

Offen soutient que « l'histoire du féminisme est indissociable des préoccupations classiques de l'historiographie : la politique et le pouvoir » (1998, traduction libre). Cette perspective s'applique pleinement au développement du mouvement féministe au Canada, lequel s'est

construit autour de forces explicitement politiques, cherchant à transformer les hiérarchies sociales, les lois, les politiques publiques et la distribution des ressources. Ses actions visent à remettre en question les rapports de domination et de subordination entre les hommes et les femmes et à proposer des alternatives aux structures sociales qui les reproduisent.

L'histoire de ces mobilisations est marquée par une dynamique complexe de résistances et de contre-résistances. Les avancées obtenues par les personnes militantes, qu'il s'agisse du droit à l'avortement, de l'accès aux services de garde ou d'autres revendications centrales, ont souvent été suivies de reculs importants, nécessitant de nouvelles phases de remobilisation. Cette alternance de victoires et de défaites rend difficile toute évaluation linéaire des stratégies et des objectifs du mouvement féministe canadien. Elle témoigne plutôt d'un processus continu, conflictuel et en constante recomposition (Hamilton, 2005).

De manière générale, le modèle des « vagues » successives s'avère être l'un des cadres les plus utilisés pour décrire l'histoire du féminisme occidental, même si les historienn.e.s et théoricien.ne.s ne s'entendent pas toujours sur leur nombre exact, ce dernier variant souvent selon les approches. Aussi ce modèle des « vagues » ne fait-il pas l'unanimité, plusieurs autrices en ayant souligné les limites. Nicholson (2010), par exemple, critique la métaphore des vagues parce qu'elle homogénéise des périodes pourtant traversées par de profonds clivages liés à la race, à la classe, à la sexualité ou encore aux contextes géopolitiques. Elle montre également que cette métaphore recentre le récit sur les expériences occidentales et produit des oppositions générationnelles artificielles qui peuvent fragiliser le mouvement. Hewitt (2012) propose également de dépasser ce modèle en insistant sur l'idée de fréquences, d'échos et de chevauchements plutôt que de vagues distinctes et successives.

Malgré ces objections, le cadre des vagues reste tout de même pertinent pour les besoins de cette recherche, puisqu'il offre une structure largement reconnue et suffisamment exhaustive pour retracer les grandes étapes du mouvement féministe au Canada. Nous adopterons donc ce modèle afin de présenter successivement les première, deuxième, troisième, et potentiellement quatrième vagues, dans le but de dresser un portrait historique aussi complet que possible du féminisme canadien.

1.1.1 - Première vague

La première vague du féminisme est généralement située entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e. Elle se caractérise par la revendication des droits civiques et politiques des femmes, en particulier le droit de vote, le droit à la propriété et à un accès égal aux institutions politiques (DuBois, 1975 ; 2000, cité dans Lanigan, 2008). Portée par le mouvement des « suffragettes », elle s'inscrit dans un contexte où les femmes cherchent à obtenir une reconnaissance juridique et institutionnelle équivalente à celle des hommes.

Au Canada, la première vague émerge au tournant du XX^e siècle et reprend les grandes revendications observées à l'échelle internationale. Elle atteint son apogée avec les victoires du mouvement pour le suffrage féminin, incarné notamment par Thérèse Casgrain, première femme canadienne à devenir chef d'un parti politique. L'histoire du droit de vote des femmes au Canada est toutefois marquée par une progression inégale, façonnée par les décisions successives des gouvernements fédéraux et provinciaux, qui accordent puis retirent ce droit selon des critères variables. Les résistances à l'émancipation politique des femmes se reflètent d'ailleurs parfaitement dans les propos d'Henri Bourassa au sujet des femmes québécoises, qui affirme en 1925 dans *Le Devoir* que « [...] les Canadiennes françaises risquent de devenir des femmes publiques [...] de véritables femmes-hommes, des hybrides qui détruiraient la femme-mère et la

femme-femme »⁸. Certaines femmes obtiennent ainsi le droit de vote au niveau provincial dès 1916, mais ce n'est qu'en 1969 que ce droit est étendu à l'ensemble des Canadiennes (Fraser, 2014).

La première vague de féminisme au Canada est également marquée par la reconnaissance du statut de « personnes » pour les femmes en 1929, un combat mené par les « Célèbres cinq », dont Emily Murphy, Henrietta Edwards, Irene Parlby, Louise McKinney et Nellie McClung⁹. Une avancée juridique majeure dans une société dominée par une élite blanche, urbaine et masculine (Lanigan, 2008 ; Strong-Boag, 2016).

Les représentantes des luttes féministes de la première vague au Canada affirment souvent parler au nom de toutes les femmes, mais cette prétention à l'universalité est rapidement contestée. Plusieurs groupes de femmes issues de différentes classes sociales, de milieux ruraux ou de communautés non européennes cherchent à revendiquer leur propre voix, en opposition à l'homogénéisation des expériences féminines. L'exemple de Mary Ann Shadd, abolitionniste noire et éditrice du *Provincial Freeman*, en est particulièrement révélateur. En effet, en prenant position pour le suffrage féminin, Shadd participe au mouvement tout en exposant ses angles morts et ses exclusions (Strong-Boag, 2016).

Cette diversité de perspectives se manifeste également à travers le phénomène des « deux solitudes », laquelle illustre la coexistence parallèle des mouvements féministes anglophones et francophones sans pour autant se regrouper sous une identité commune. Ces dynamiques reproduisent les hiérarchies linguistiques et culturelles déjà présentes dans la société canadienne, et montrent qu'à cette époque, le féminisme est loin de constituer un bloc homogène ou unifié.

⁸ [Histoire du droit de vote et d'éligibilité des femmes au Québec – Élections Québec](#)

⁹ [Journée de l'affaire « personne » - Canada.ca](#)

Les critiques formulées par Angela Davis à l'égard du féminisme américain trouvent un écho direct dans le contexte canadien. Davis montre que les femmes racisées et celles de la classe ouvrière ont été largement exclues des mouvements dirigés par des femmes blanches.

L'idéologie de la féminité qui s'impose au XIX^e siècle érige les femmes blanches en « sauveuses » censées représenter l'ensemble des femmes, tandis que les femmes racisées sont reléguées au statut d'exceptions ou d'anomalies. Racisme et sexisme s'entrecroisent ainsi dans leurs expériences, et les féministes blanches en viennent à reproduire les mêmes formes d'oppression qu'elles prétendent combattre (Sanchez & Dangoisse, 2022). Confrontées à cette réalité, les femmes racisées peinent à se reconnaître dans un féminisme blanc qui définit seul les sources de l'oppression et les priorités du mouvement (Agnew, 1993).

Cette critique s'applique pleinement à la première vague canadienne, profondément marquée par l'eugénisme, le nationalisme et le racisme (Eidinger, 2020).

Une autre limite majeure de cette première vague réside dans l'adhésion à une conception « naturelle » des rôles féminins, centrée sur la maternité et l'épouse dévouée. Cette vision renforce les stéréotypes opposant les « bonnes » et les « mauvaises » femmes et contribue à l'octroi de privilèges juridiques uniquement aux femmes correspondant à cet idéal normatif (Chunn, 1988 ; 1992 ; 1999 ; Pleck, 1987 ; Sheehy, 2002 ; Smart, 1984, cité dans Fraser, 2014)

Les divergences au sein du féminisme de la première vague se manifestent également dans les formes initiales d'organisation adoptées par ses représentantes. À cette époque, les femmes s'investissent dans de nouvelles associations et collaborent avec des hommes dans divers espaces politiques et sociaux, notamment la Société des Nations, le Parti communiste du Canada, la Ligue canadienne du contrôle des naissances et la Croix-Rouge canadienne. Parallèlement, certaines militantes s'engagent dans des organisations transnationales comme la Ligue

internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), qui contribue à inscrire des enjeux anti-impérialistes et antiracistes au cœur de certaines luttes féministes canadiennes (Strong-Boag, 2016).

Les grandes coalitions nationales, telles que le Conseil national des femmes du Canada (CNFC), fondé en 1893, jouent un rôle déterminant dans l'avancement des droits des femmes. Elles contribuent notamment à des victoires juridiques majeures, comme l'affaire des « personnes » en 1929 ou la défense de la citoyenneté des femmes mariées en 1947.

Au milieu et à la fin des années 1960, le mouvement des femmes au Canada acquiert une influence sociale croissante, stimulé par les travaux de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme, établie en 1967 (Begin, 1992, cité dans Eichler, 1992). Selon l'historienne américaine Ellen Herman, le mouvement de « canadianisation » de cette période, qui vise à augmenter la place des Canadien·ne·s et des contenus canadiens dans les universités et la vie culturelle, est lui aussi largement porté par des femmes, qui y sont fortement représentées. Herman explique que cette mobilisation découle d'une prise de conscience accrue : les femmes avaient longtemps été traitées comme des citoyennes de seconde zone, et cette expérience les a rendues particulièrement sensibles aux enjeux liés à la nationalité et à l'identité collective (Eichler, 2002).

La première vague du féminisme au Canada, malgré des avancées juridiques et politiques majeures, demeure donc marquée par des limites structurelles bien documentées. Centrée principalement sur les expériences de femmes blanches et privilégiées, elle exclut les femmes autochtones, noires, asiatiques et d'autres communautés racisées, ainsi que les femmes lesbiennes et trans, confrontées à des préjugés persistants (Strong-Boag, 2016). Ces angles morts,

liés aux rapports de pouvoir fondés sur la race, la classe et la sexualité, annoncent les critiques et reconfigurations qui façonneront les vagues féministes suivantes.

1.1.2 - Deuxième vague

La deuxième vague du féminisme, située entre les années 1960 et 1980, fait parfois également référence au « Mouvement des femmes » (Eidinger, 2020). Elle marque l'apparition du slogan emblématique *The personal is political* qui affirme la corrélation entre les expériences individuelles des femmes et les structures sociales en place. Aux États-Unis, la publication de *The Feminine Mystique* de Friedan (1963) contribue à éveiller une conscience féministe chez de nombreuses femmes blanches de classe moyenne, en dénonçant le « mal sans nom » vécu par les femmes au foyer, souvent mariées jeunes, peu scolarisées et confinées à un rôle de *housewife* présenté en tant que modèle d'épanouissement par les discours médiatiques, commerciaux et psychologiques de l'époque (voir Annexe 1). Les revendications de la deuxième vague portent, entre autres, sur la liberté reproductive, la violence envers les femmes, et l'égalité salariale. Comme le souligne Rodriguez (2025), les transformations sociales amorcées durant la Seconde Guerre mondiale, notamment par l'occupation par les femmes d'emplois jusque-là réservés aux hommes, ont contribué à remettre en question les préjugés sur leur prétendue fragilité et ont ouvert la voie, dans les années 1950 et 1960, à des mouvements réclamant le contrôle des femmes sur leur propre corps, et le droit fondamental de décider de devenir ou non mère, induisant d'intégrer l'accès à la contraception dans toute discussion sur les droits sexuels et reproductifs (Rodriguez, 2025).

Au Canada, l'héritage laissé par les féministes de la première vague, notamment les luttes pour l'accès à l'enseignement supérieur, l'autonomie économique ou encore à certains droits de

citoyenneté, a servi de base au développement de la deuxième vague féministe. Cet héritage a ainsi permis l'émergence, à la fin des années 1960, d'un mouvement des femmes de plus en plus visible, dynamique et en pleine expansion (Hamilton, 2005).

Au cours des années 1970, le mouvement féministe s'affirme dans les milieux anglophones comme francophones du Canada, et s'inscrit pleinement dans les spécificités internationales du féminisme de la deuxième vague, alimenté par le climat politique de l'époque au niveau de l'organisation de campagnes publiques, de manifestations, de groupes de conscientisation et de réseaux de soutien autour d'un large éventail d'enjeux touchant les femmes. Cette mobilisation est fortement influencée par les mouvements sociaux des années 1960 tels que les luttes pour les droits civiques, l'opposition à la guerre, et les mouvements de libération des Noirs, créant ainsi un contexte politique propice à l'affirmation des revendications féministes en faveur de l'égalité (Barry et al., 2007; Schechter, 1982, cité dans Fraser, 2014).

Le tournant décisif de cette vague est toutefois caractérisé par la publication, en 1970, du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme, qui formule 167 recommandations sur des enjeux centraux, tels que les services de garde, l'avortement, la contraception, le congé de maternité, l'accès à l'éducation et la participation au marché du travail. Ce rapport marque également le début de l'institutionnalisation du féminisme libéral canadien, considéré comme le « visage public » du mouvement, et mène à la création d'organismes nationaux influents comme le Comité national d'action sur la situation de la femme (CCA) en 1972 et le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme (CCCSF) en 1973. Bien que ces organisations jouent un rôle majeur dans la réforme des politiques publiques, elles sont traversées par des tensions internes, notamment en raison de leur proximité perçue avec le gouvernement fédéral et de leurs difficultés à représenter les femmes francophones, autochtones

et racisées (Hamilton, 2005). En parallèle, des courants féministes radicaux se développent et recentrent la critique sur le patriarcat comme structure fondamentale d'oppression, mettant en lumière des enjeux jusque-là invisibilisés tels que le viol, la violence conjugale, la pornographie, le harcèlement sexuel et les droits reproductifs. Ensemble, ces dynamiques témoignent d'un mouvement pluriel, à la fois institutionnalisé et contestataire, qui redéfinit profondément les contours du féminisme canadien (Fraser, 2014).

La progression de la deuxième vague du féminisme au Canada est tout autant marquée par un dynamisme important que par des fractures persistantes qui limitent la possibilité d'un activisme féministe collaboratif. La récupération médiatique de ses images et de son langage contribue à en faire un mouvement perçu comme homogène, centré sur une figure dominante : Blanche, de classe moyenne, valide et hétérosexuelle. Parallèlement, les structures syndicales, influencées par un agenda néolibéral croissant, excluent les militantes féministes et limitent les possibilités de coalition élargie, renforçant la séparation artificielle entre « enjeux des femmes » et « justice sociale » (Collier, 2014).

Au milieu des années 1980, les historiennes féministes commencent à interroger les récits absents de leurs travaux, notamment ceux portant sur l'immigration et sur les femmes issues de groupes ethniques et racialisés. Cette remise en question émerge dans un contexte marqué par les enjeux politiques liés à la race au Canada, tel que la fin de la politique d'immigration réservée aux Blancs, ou l'adoption de la Loi sur le multiculturalisme de 1985, ainsi que sous l'impulsion des femmes racisées dénonçant l'exclusion des personnes non Blanches de l'historiographie féministe (Dinh, 2012). Les féministes canadiennes prennent alors conscience des biais raciaux et de classe qui imprègnent leurs théories, ce qui mène à une première inclusion de perspectives

sur les femmes immigrantes, autochtones, domestiques ou issues de classe ouvrière (Baldwin, 2016). Malgré les efforts entrepris autour de l'autocritique du mouvement féministe, les inégalités de pouvoir institutionnel continuent de freiner l'élaboration de positions communes (Agnew, 1993).

Au début des années 1990, le gouvernement fédéral canadien adopte une orientation néolibérale en matière de politiques sociales, centrée sur la réduction de la dette et du déficit. Cette approche réduit également la volonté de l'État de s'attaquer aux enjeux touchant particulièrement les femmes. C'est dans ce contexte que le Comité national d'action sur la situation de la femme (CCA) commence à perdre des financements fédéraux importants et à subir des divisions internes entre ses groupes membres. Malgré son ambition de représenter les femmes à l'échelle nationale, son incapacité à prendre en compte de manière adéquate les intérêts des femmes francophones et autochtones a également contribué à son déclin (Collier 2008). La disparition du CCA est d'ailleurs souvent présentée comme un symbole canadien de la fracture entre les activistes féministes de la deuxième et de la troisième vague. Confronté à un climat de plus en plus hostile, marqué par l'antiféminisme, le postféminisme et une crise du féminisme amplifiée par les médias, le CCA s'est replié sur des objectifs institutionnels établis, plutôt que de s'ouvrir aux nouveaux défis soulevés par le dialogue féministe (Bromley & Ahmad, 2006).

La deuxième vague de féminisme au Canada s'articule principalement autour des enjeux de socialisation, de sexualité et de famille. Les revendications portant sur les services de garde publics, l'égalité salariale pour un travail de valeur égale, le partage des responsabilités parentales et domestiques, le contrôle de la reproduction, ainsi que la dénonciation des effets de la dépendance économique sur les femmes ont profondément façonné le mouvement féministe des années 1970 (Hamilton, 2005).

Cependant, malgré la force mobilisatrice de ses idéaux, notamment véhiculés par la notion de *Sisterhood* et du slogan *The Personal is Political*, la deuxième vague n'est pas parvenue à dépasser les barrières de classe et de race qui traversaient le mouvement (Agnew, 1993). Ces limites ont conduit certaines femmes, pourtant sensibilisées aux enjeux féministes, à refuser de s'identifier au mouvement, car celui-ci incarnait les représentations d'un modèle dominant dans lequel elles ne se reconnaissaient pas (Offen, 1988).

Il n'en demeure pas moins que la deuxième vague constitue un moment charnière du mouvement féministe. Elle a posé les bases théoriques, politiques et organisationnelles sur lesquelles la troisième vague s'est appuyée, tout en cherchant à couvrir les angles morts et les exclusions hérités des vagues précédentes.

1.1.3 - Troisième vague

À partir des années 1990, certaines féministes commencent à identifier l'émergence d'une troisième vague, marquée par une orientation poststructuraliste influencée par les dynamiques sociales et la performativité des catégories telles que le genre et la race (Butler, 1990). Fraser souligne pour sa part que l'expression « troisième vague » renvoie à « un vaste ensemble englobant des éléments de la théorie queer, de l'antiracisme et de la théorie postcoloniale, du postmodernisme, du transnationalisme, de la politique transgenre, de la sex-positivité, ainsi que des stratégies particulières de mobilisation, notamment celles qui émergent en ligne » (Fraser, 2014, traduction libre).

Cette troisième vague se distingue ainsi par une volonté affirmée d'autonomiser les femmes, en particulier les plus jeunes, afin qu'elles puissent occuper pleinement leur place au sein du mouvement féministe. Les personnes militantes revendiquent également une identité plurielle et politique. Elles sont fortement engagées dans des espaces alternatifs de production culturelle et

politique, notamment le cyberspace à travers des blogues, des récits personnels, des sites web, mais aussi des zines, e-zines et autres formes de création indépendante, pour se distancier des espaces institutionnels (Bromley & Ahmad, 2006).

La troisième vague marque une transformation majeure du mouvement féministe, qui cherche à se distinguer des vagues qui l'ont précédée (Lanigan, 2008). Certain·e·s y voient même un affaiblissement du féminisme, ou la preuve que ses objectifs auraient désormais été atteints (Bellafante, 1998, cité dans Lanigan, 2008). Cette interprétation s'inscrit dans la pensée postféministe émergente à cette époque, qui suggère l'idée selon laquelle « les femmes ont réussi, alors pourquoi se plaignent-elles encore ? ». Une critique également formulée par des femmes postféministes qui se réclament elles-mêmes en tant que « féministes » (Bromley & Ahmad, 2006 ; Thrift, 2018). Pour contester cette idée, Lanigan fait référence à Else-Quest, féministe identifiée de la troisième vague et qui répond à ces critiques en indiquant que « Le féminisme n'est pas mort, il a juste évolué » (Else-Quest, 2006, cité dans Lanigan, 2008).

La troisième vague insiste également sur la reconnaissance de l'interconnexion entre oppressions et privilèges. Les féministes privilégiées se sont retrouvées interpellées par « des femmes de couleur radicales, des femmes pauvres et des lesbiennes... pour confronter le racisme, le classisme et l'hétérosexisme au sein de la deuxième vague » (Bronstein, 2005, traduction libre).

Les représentantes de cette troisième vague critiquent ainsi la deuxième vague pour s'être uniquement centrées sur l'expérience des femmes les plus favorisées (Anzaldúa & Moraga, 1981 ; Minh-ha, 1989 ; Sandoval, 1991, cité dans Lanigan, 2008) et proposent de repenser ces enjeux en s'éloignant des modes d'action institutionnels et de la supervision jugée paternaliste de l'État (Baldwin, 2016).

La troisième vague correspond aussi au moment où les femmes racisées occupent une place centrale dans l'histoire du féminisme (Baldwin, 2016). Malgré les efforts engagés, Mohanty, hooks et Parmar affirment que la recherche féministe occidentale continue de reproduire des biais coloniaux, renforçant des représentations stéréotypées des femmes non occidentales, ce qui met en lumière les limites du féminisme dominant et l'urgence d'une approche véritablement intersectionnelle (Agnew, 1993).

Au Canada, la volonté d'adopter une approche plus intersectionnelle propre à la troisième vague se manifeste notamment par les efforts entrepris par les féministes dominantes pour intégrer les voix des femmes autochtones à leurs actions militantes, avec des résultats plus ou moins concluants (Fraser, 2014). Dans les travaux portant sur la violence faite aux femmes, cette intention se traduit par l'ajout d'un ou deux chapitres consacrés aux femmes autochtones ou racisées ; dans les événements publics, par la présence d'une représentante autochtone sur les panels ; et, dans les organisations féministes dominantes, par des tentatives de recruter des membres autochtones. Olsen-Harper a d'ailleurs souligné le problème de la diversité de façade (*tokenism*) dans ces démarches visant à inclure les voix marginalisées sans pour autant saisir la véritable teneur de leurs enjeux (Fraser, 2014). Parallèlement à ces intentions, les femmes autochtones occupent une place de plus en plus centrale dans la mobilisation pour la justice au Canada, à travers l'engagement d'activistes telles que Patricia Monture-Angus, Sharon MacIvor et Cindy Blackstock, ainsi que par l'émergence de mouvements tels que « Idle No More » (John, 2015).

L'un des héritages majeurs de la troisième vague, au Canada comme ailleurs, réside dans l'essor d'un féminisme *do it yourself* (DIY) qui revendique explicitement le refus des structures

hiérarchiques supposées « parler au nom » des féministes. Cette posture s'inscrit dans une critique des mécanismes d'exclusion ou de marginalisation que peuvent produire les organisations établies, même lorsqu'elles se réclament du mouvement des femmes (Harris, 2001b, cité dans O'Neill, 2017). Au Canada, plusieurs initiatives illustrent cette orientation, notamment le Miss G. Project¹⁰, un collectif féministe qui milite contre les oppressions systémiques et cherche à faire inscrire un cours d'études féministes et de genre dans le curriculum des écoles secondaires en Ontario. L'organisation mobilise des stratégies d'action citoyenne pour transformer l'éducation et promouvoir une compréhension critique des rapports de genre. Sa démarche met en lumière la manière dont le DIY reconfigure les rapports entre mouvement des femmes, activisme féministe et institutions publiques. Comme le soulignent Bromley et Ahmad, ce projet constitue un modèle d'action féministe capable d'atteindre des objectifs concrets sans dépendre de la légitimation de l'État, démontrant ainsi que le féminisme canadien reste dynamique, inventif et loin d'être dépassé (Bromley & Ahmad, 2006).

Dans cette perspective, le *do it yourself* canadien devient une tactique centrale de la troisième vague, en réaction aux pressions exercées par le gouvernement fédéral. Sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, l'orientation néolibérale s'est accentuée, ce qui a eu pour effet de marginaliser davantage les enjeux de genre et de contribuer à délégitimer le mouvement des femmes (Collier, 2014). Comme l'observe Dobrowolsky, ce gouvernement a « rapidement balayé les derniers vestiges de l'appareil institutionnel dédié à la condition féminine » (2008, p. 154) et cherché à éliminer les autres voies de revendication pour l'égalité, affaiblissant profondément la capacité du mouvement des femmes à coordonner ses actions et à jouer un rôle structurant (*Ibid.* ; Collier, 2014). Le mouvement de la troisième vague encourage donc une participation

¹⁰ [About The Miss G Project | The Miss G Project, Queen's Chapter Blog](#)

plurielle, valorise l'autonomie organisationnelle et déplace la responsabilité de représenter les femmes hors des structures institutionnelles traditionnelles qui permet non seulement de multiplier les voix et les modes d'action, mais aussi de mieux refléter la diversité des expériences féministes.

La troisième vague au Canada comme ailleurs, est généralement associée à l'essor progressif de l'analyse intersectionnelle au niveau du mouvement féministe, à la construction de solidarités à travers les différences, à une attention plus aiguisée envers les rapports de pouvoir et privilèges, à l'organisation en ligne, ainsi qu'à la centralité accrue des femmes racisées dans l'histoire et les pratiques du féminisme (Jensen, 2000, cité dans Chazan & Baldwin, 2016). Toutefois, le potentiel d'un activisme véritablement collaboratif entre les différentes vagues demeure fragilisé par une fracture qui tend à opposer les féminismes de la deuxième et de la troisième vague, alimentée par les logiques néolibérales et les discours postféministes (Bromley & Ahmad, 2006). Malgré ces tensions, le féminisme est bien loin de disparaître. Il se réajuste et réapparaît sous des formes parfois moins visibles, mais toujours actives et évolutives (Chappell, 2002 ; Nash, 2002 ; Staggenborg & Taylor, 2005 ; Tanguay & Newman, 2002, cité dans Collier, 2014).

1.1.4 - Quatrième vague ?

Cette dynamique de continuité, de transformation et de renouveau ouvre la voie à ce que plusieurs identifient comme l'émergence d'une « quatrième vague ». Celle-ci se caractériserait par de nouveaux moyens d'action, dont une intensification de l'activisme numérique et une réaffirmation de l'exigence intersectionnelle. Toutefois, l'existence même d'une quatrième vague demeure débattue, et est loin de faire l'unanimité auprès des spécialistes du domaine. En réalité, les spécialistes ne s'accordent pas sur la manière de distinguer le mouvement féministe entre une

troisième et quatrième vague, même si l'écart temporel qui marque l'émergence de la troisième vague et les enjeux actuels liés au féminisme tendra sans doute à faire apparaître, avec le temps, des différences plus nettes dans les défis et les formes de représentativité du mouvement. Cette nouvelle configuration finira probablement par se démarquer de la troisième vague, à l'image des transitions entre les vagues précédentes, même si la ligne de fracture demeure ici plus subtile (Eidinger, 2020).

Par ailleurs, comme évoqué précédemment, envisager le féminisme comme une simple succession de vagues distinctes peut s'avérer réducteur. Chazan et Baldwin (2016) rappellent d'ailleurs que « les organisations et les relations entre femmes sont bien trop complexes pour être appréhendées à travers un cadre fondé sur une linéarité téléologique et des catégorisations simplistes » (Chazan & Baldwin, 2016, traduction libre). Cette mise en garde souligne la nécessité d'aborder les continuités et les chevauchements qui caractérisent les pratiques féministes actuelles, plutôt que de les enfermer dans des catégorisations trop rigides.

Les spécialistes qui reconnaissent l'existence d'une quatrième vague féministe situent son émergence autour de 2012, en lien avec la montée en visibilité d'enjeux tels que le harcèlement sexuel, le *body shaming* ou la culture du viol (Burkett & Brunell, 2026). Le mouvement #MeToo constitue également un jalon majeur dans la reconnaissance d'une quatrième vague. Lancé en 2006 aux États-Unis pour soutenir les survivantes de violences sexuelles, en particulier les femmes racisées, il acquiert une portée mondiale en 2017 lorsque les révélations concernant les agressions et le harcèlement commis pendant des années par le producteur Harvey Weinstein déclenchent une vague de témoignages. Des femmes du monde entier, issues de milieux très divers, commencent alors à partager leurs expériences sur les réseaux sociaux en utilisant le mot-

clic #MeToo, entraînant la dénonciation publique de nombreuses figures influentes des milieux politique, économique, culturel et médiatique (Burkett & Brunell, 2026).

Munro (2013) souligne le rôle déterminant d'Internet dans le passage de la troisième à la quatrième vague de féminisme. Le numérique aurait favorisé l'émergence d'une culture du *call-out*, où le sexisme et la misogynie peuvent être publiquement exposés et contestés. Cette culture reste profondément marquée par l'héritage de la troisième vague, notamment par son attention aux micropolitiques et à la critique des manifestations quotidiennes du sexisme dans le discours, la publicité, le cinéma, la télévision, la littérature ou les médias (Munro, 2013).

En raison de son émergence récente, il est encore difficile de définir les caractéristiques propres à une quatrième vague féministe spécifiquement canadienne, et notamment les initiatives qui permettront peut-être de la distinguer clairement de la troisième vague. Toutefois, l'émergence de cette récente vague au Canada s'inscrit dans des tendances similaires à celles observées à l'échelle internationale, associée à l'amplification d'Internet et des médias sociaux, tout en étant fortement influencée par la culture populaire. Elle se caractérise par une volonté plus affirmée d'inclusivité et d'intersectionnalité, ainsi qu'une priorisation à la justice pour les survivantes de harcèlement sexuel, d'agressions et de la culture du viol, ainsi que sur des enjeux tels que l'écriture inclusive (notamment l'usage des pronoms ou la terminologie liés au genre) et la valorisation des récits personnels. Les sujets prioritaires évoqués par les participant.e.s de l'étude Focus Canada, notamment la violence faite aux femmes, y compris les menaces et comportements abusifs sur les réseaux sociaux, ainsi que la situation des femmes noires, racisées, immigrantes et autochtones, s'alignent étroitement avec les priorités de la quatrième vague, témoignant d'une convergence notable entre les valeurs exprimées par les personnes s'identifiant comme féministes au Canada et les enjeux centraux de cette nouvelle phase du

féminisme (Ross, 2022). Il apparaît donc que le Canada s'inscrit pleinement dans les marqueurs définis de la quatrième vague, mais également dans la dynamique générale que suit le féminisme à l'heure actuelle.

L'accès facilité aux plateformes numériques constitue également un levier majeur d'organisation et de mobilisation pour l'adaptation du féminisme au monde virtuel (Burkett & Brunell, 2026 ; Eiding, 2020 ; Munro, 2013). Cependant, si Internet peut être un puissant vecteur d'activisme, il peut aussi entraîner une forme de désengagement concret. Certaines critiques évoquent un activisme du « mot-clic » davantage performatif que réellement transformateur (Eiding, 2020). Les critiques adressées à la quatrième vague portent également sur la persistance de certaines exclusions, notamment en ce qui concerne les travailleuses du sexe, les enjeux de classe, de race et d'ethnicité, les réalités autochtones, la diversité de genre ou encore le handicap (Eiding, 2020 ; Munro, 2013). L'expression *check your privilege*, apparue sur Internet, illustre bien ces tensions. Si elle est plus facilement utilisée par les jeunes militantes en ligne, son usage met malgré tout en lumière la domination persistante des classes moyennes blanches hétérosexuelles au sein du féminisme dominant (Munro, 2013).

Parallèlement, les violences sexistes prennent de nouvelles formes dans les espaces numériques (réseaux sociaux, plateformes de discussion, univers du jeu vidéo en ligne) qui deviennent à la fois des lieux de mobilisation, mais également des espaces non sécuritaires de harcèlement, de menaces et de campagnes de dénigrement.

Si l'on s'entend à reconnaître l'existence d'une quatrième vague de féminisme, il est donc essentiel de lui reconnaître une corrélation importante avec le monde numérique qui amplifie à la

fois les possibilités de mobilisation et les formes de violence sexiste. Cette vague évolue aussi dans un climat marqué par la résurgence d'un masculinisme toxique en Amérique du Nord, incarné par certaines figures de pouvoir comme Donald Trump, dont les discours contribuent à légitimer des formes exacerbées de domination masculine, de dévalorisation des femmes, de rejet de la diversité de genre et de normalisation de la misogynie. L'essor des mouvements Incels¹¹ a contribué à une recrudescence d'actes violents contre les femmes, tandis que la propagation de groupes tels que les Proud Boys¹² qui défendent une vision hiérarchisée de l'ordre social fondée sur le genre trouve un écho croissant auprès d'hommes en quête de repères identitaires partout dans le monde, y compris au Canada. Méliissa Blais souligne d'ailleurs la résurgence d'un « backlash antiféministe », suscité par la montée du féminisme chez certains hommes (Blais cité dans Ging, Mathieu, Heiniger, & Milani, 2025). Elle indique que « ce sont des gens qui ont peur de perdre des droits, même si ce n'est pas ancré dans un danger concret ». Cette perception les amène à se positionner comme victimes, ce qui entrave la légitimité des femmes à vouloir se libérer des formes d'oppression qu'elles subissent. De telles formes réactionnaires contre les valeurs représentées par le féminisme obligent les personnes militantes à adapter et renouveler leurs stratégies pour faire face à ces nouvelles dynamiques (Burkett & Brunell, 2026).

La quatrième vague accorde enfin une place centrale à l'individu, au corps et à la culture populaire, transformant les expériences personnelles en forme d'expression politique. Toutefois, cette orientation, déjà perceptible dans la troisième vague, risque d'accentuer une individualisation des luttes, ce qui peut avoir un effet dépolitisant en transférant la responsabilité du changement sur les individus plutôt que sur les structures, rendant ainsi plus difficile la mise

¹¹ [Les incels ou la diabolisation des femmes et du féminisme | UQAM](#)

¹² [Not Convinced a Gender Perspective Matters to Today's Political Activism? Meet the Proud Boys \(and their "Girls"\) - Women In International Security](#)

en œuvre de transformations sociales d'envergure telles que celles portées par les vagues précédentes (Munro, 2013).

1.2 – Portrait actuel du féminisme au Canada

L'évolution du mouvement féministe au Canada s'inscrit dans un ensemble d'opportunités politiques et de cycles de mobilisation qui ont façonné sa portée, comme dans d'autres démocraties occidentales (Collier, 2014). Le féminisme canadien contemporain rassemble des personnes aux trajectoires variées : des militantes de longue date, porteuses d'une mémoire historique et d'un engagement durable, et de nouvelles recrues qui redéfinissent les objectifs et les modes d'action du mouvement (O'Neill, 2017). Bien qu'il demeure majoritairement libéral, le féminisme canadien présente aussi de fortes tendances socialistes féministes et un rapport étroit à l'État, notamment sous l'influence de sa composante québécoise (Rebick, 2005 ; Young, 2000, cité dans O'Neill, 2017). Cette configuration s'est toutefois heurtée aux politiques néolibérales successives, qui ont déplacé la responsabilité de corriger les inégalités structurelles vers les individus et minimisé l'importance des obstacles systémiques, légitimant ainsi le retrait de l'État en matière de politiques sociales (Brodie, 2007, cité dans O'Neill, 2017). Ces transformations se sont traduites par des coupes majeures dans le financement des organisations féministes, notamment la NAC, entraînant un véritable « détricotage du féminisme » à la fin des années 1980 et dans les années 1990 (Bashevkin, 1998 ; Brodie, 2008 ; Gill, 1988 : 44 ; Pirsch-Steigerwald, 2002, cité dans Thrift, 2018). Elles ont également contribué à réduire le féminisme à un simple enjeu de groupe d'intérêt, tandis que les critiques médiatiques de l'expression « enjeux féminins », jugée dépassée, ont participé à construire un récit de progrès reléguant l'activisme de la deuxième vague à une époque révolue (Thrift, 2018).

Dans ce contexte, Bromley et Ahmad (2006) soutiennent que l'activisme féministe canadien est aujourd'hui pris dans une impasse discursive néolibérale, renforcée par la montée du postféminisme et par l'influence d'organisations comme REAL Women Canada, lesquelles défendent une vision traditionnelle et hiérarchisée de la famille, notamment en matière de droits reproductifs et de reconnaissance des familles non traditionnelles. Ces dynamiques ont contribué à marginaliser les enjeux de genre et, parfois, à diaboliser le mouvement des femmes, créant par la même occasion les conditions propices à l'émergence de la quatrième vague (Collier, 2014).

Malgré les transformations sociales et politiques des dernières décennies, le féminisme reste bien présent au Canada et a même gagné en visibilité et en légitimité. De plus, la majorité des personnes qui s'identifient comme féministes partagent un ensemble de préoccupations communes et maintiennent un engagement constant envers les actions de revendication et la participation aux groupes et organisations de femmes, et ce, malgré la diversification croissante du mouvement (O'Neill, 2017). L'étude Focus Canada confirme également cette tendance, puisque le terme « féministe » a connu une progression marquée dans l'opinion publique, tant chez les femmes que chez les hommes. Fait particulièrement notable, les jeunes femmes sont aujourd'hui deux fois plus nombreuses qu'il y a vingt ans à se déclarer féministes, ce qui témoigne de l'impact durable des luttes menées par les générations précédentes (Ross, 2022). Comme le souligne Piñeiro (2025), pour de nombreuses jeunes femmes, « être féministe va de soi : c'est quelque chose de naturel et d'indiscutable. Et c'est l'un de nos plus grands triomphes. » (Piñeiro, 2025, traduction libre)

Dans les sous-sections qui suivent, nous examinerons plus en profondeur ce que signifie être féministe au Canada aujourd'hui, les différentes formes incarnées par le mouvement, ainsi que

les limites persistantes auxquelles il reste confronté. Nous terminerons par une analyse de la manière dont ces tendances globales se manifestent à l'échelle locale, en portant une attention particulière à la réalité de la Colombie-Britannique, qui constitue le contexte de référence de cette étude.

1.2.1 – Qu'est-ce que signifie être féministe au Canada aujourd'hui ?

L'étude Focus Canada (2022) offre un point d'entrée pour comprendre ce que signifie être féministe au Canada aujourd'hui. La hausse marquée de l'auto-identification féministe, surtout chez les jeunes femmes, qui sont aujourd'hui deux fois plus nombreuses qu'il y a vingt ans à se dire féministes, mais également chez les hommes qui sont à présent 47 % (comparativement à 33 % en 2001) à se considérer comme féministes, témoigne d'une ouverture croissante envers le féminisme, désormais perçu comme un mouvement qui dépasse l'unique condition des femmes. L'étude révèle également que 88 % des femmes et 80 % des hommes qui ne se disent pas féministes reconnaissent néanmoins qu'il faut en faire davantage pour promouvoir l'égalité des femmes; cela témoigne de l'évolution d'une conscience collective autour de la nécessité d'agir pour l'égalité de genre. Cette dynamique contredit en partie l'idée d'un postféminisme ambiant, selon lequel le féminisme serait un projet politique achevé ou dépassé, relégué au passé comme « n'étant plus nécessaire, une force épuisée » (McRobbie, 2007, cité dans Thrift, 2018, traduction libre). Par ailleurs, un consensus large se dégage quant à l'impact positif du mouvement des femmes, puisque 80 % des personnes interrogées estiment qu'il a amélioré la situation des femmes depuis les années 1960, un constat partagé aussi bien par les femmes que les hommes. Ainsi, la montée de l'auto-identification féministe et l'adhésion généralisée aux objectifs d'égalité témoignent de l'héritage durable des luttes menées par les vagues féministes précédentes.

Selon l'étude de Focus Canada, les personnes s'identifiant comme féministes au pays reconnaissent en tant qu'enjeux principaux la violence envers les femmes (83 %), les conditions vécues par les femmes autochtones (77 %), le manque de services de garde (65 %), la pauvreté des femmes (64 %), les inégalités salariales (63 %), et les conditions des femmes immigrantes et racisées (63 %). D'autres enjeux importants incluent également la discrimination envers les femmes lesbiennes et gaies (55 %) et le manque d'occasions d'avancement professionnel (54 %). Dans l'ensemble, les priorités exprimées s'inscrivent dans la continuité des préoccupations mises de l'avant par la troisième vague et amplifiées au cours de la quatrième vague.

Le féminisme au Canada apparaît aujourd'hui non seulement comme une tendance de plus en plus affirmée au sein de la population, mais aussi comme une orientation que l'État cherche à intégrer dans ses priorités politiques. Comme le soulignent Bell et Wegner (2025), le gouvernement canadien met désormais de l'avant, dans plusieurs de ses politiques nationales et internationales, dont sa politique étrangère, des objectifs normatifs liés au féminisme, à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles. Cependant, cette volonté affichée s'accompagne de contradictions importantes. D'un côté, le Canada adopte un discours féministe et se positionne comme un acteur progressiste sur la scène internationale ; de l'autre, il continue d'investir dans des initiatives de développement néolibérales qui produisent peu de changements matériels pour les populations qu'elles prétendent soutenir (Parisi, 2020, cité dans Bell & Wegner 2025). Cette dynamique s'inscrit dans ce que Halley (2006) nomme le *governance feminism*, un féminisme institutionnalisé qui « s'appuie sur les formes de pouvoir existantes, en intervenant et en y participant », et qui repose sur une « compréhension néolibérale de l'égalité », centrée sur l'égalité des chances, l'autonomie individuelle et la responsabilité personnelle, ce qui

limite les possibilités d'avancer vers une véritable justice sociale (Halley, 2006 cité par Paterson & Scala, 2020, traduction libre). Le risque est alors de produire un féminisme libéral de surface, qui ignore les rapports de pouvoir structurels et les inégalités persistantes entre les groupes de femmes. Ce type d'approche peut contribuer à maintenir des systèmes d'oppression touchant particulièrement les femmes noires, racisées, immigrantes, autochtones, ainsi que les personnes de diversité de genre, en situation de handicap ou de précarité, tout en veillant à refléter à l'international l'image d'un État féministe avant-gardiste.

Aujourd'hui, plusieurs organisations nationales jouent un rôle central dans la défense des droits des femmes et dans la mise en œuvre de l'agenda féministe canadien, notamment la Canadian Women's Foundation (CWF)¹³, l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne¹⁴, ou le Canadian Research Institute for the Advancement of Women (CRIA-W-ICREF)¹⁵. Ces organisations sont principalement financées par le ministère Femmes et Égalité des genres Canada qui, autrefois centré sur la « condition féminine » adopte désormais une approche plus large de l'égalité fondée sur le genre. Cette évolution est en adéquation avec les transformations du mouvement féministe lui-même, particulièrement depuis les troisième et quatrième vagues, qui ont remis en question les conceptions fixes de l'identité de genre et revendiqué une compréhension plus inclusive et intersectionnelle.

Cependant, la vaste étendue du pays et la diversité des réalités sociales, culturelles et économiques entre provinces et territoires limitent la capacité des organisations nationales à représenter l'ensemble des intérêts des femmes. C'est pourquoi la présence d'un réseau

¹³ [Fondation canadienne des femmes](#)

¹⁴ [Accueil - L'Alliance des femmes de la francophonie canadienne](#)

¹⁵ [À propos - CRIA-W](#)

d'organisations *grassroots* et de groupes locaux reste essentielle pour intervenir directement dans leurs communautés et répondre à des besoins spécifiques, souvent invisibles à l'échelle nationale.

Malgré la vitalité d'un tissu organisationnel engagé à représenter les valeurs portées par le féminisme canadien, le contexte néolibéral en vigueur tend à davantage favoriser une évolution « de l'ancien féminisme welfariste et collectiviste au profit d'une quête individualiste », caractéristique de la quatrième vague (McRobbie, 2015, cité dans Thrift, 2018, traduction libre).

Le féminisme au Canada apparaît donc comme un mouvement pluriel, composé d'individus et de groupes dont les croyances, les priorités et les tactiques contribuent ensemble à façonner une identité collective en constante évolution. Comme le souligne Cameron (2019), ce pluralisme renvoie au paradoxe fondateur du féminisme en tant que mouvement politique : pour revendiquer leur pleine humanité, les femmes doivent se mobiliser en tant que groupe, même si elles constituent une catégorie vaste et profondément hétérogène, traversée par des expériences, des intérêts et des rapports de pouvoir très différents. Si les féministes peuvent s'accorder sur des principes généraux comme la liberté, l'égalité ou la justice, elles divergent souvent quant à la manière de définir ou de concrétiser ces idéaux. Cette réalité s'observe également au Canada, où le féminisme prend des formes multiples, qu'elles soient complémentaires, parfois divergentes, ou même opposées, qui reflète la diversité des vécus et des revendications. Comprendre ce qu'être féministe aujourd'hui au Canada implique donc de reconnaître cette pluralité interne et d'analyser les forces sociales, politiques et culturelles qui façonnent le mouvement.

1.2.2 – Les différents visages du mouvement féministe au Canada

Comme il a été constaté précédemment, le féminisme ne constitue pas un projet homogène, mais un ensemble de priorités, de stratégies et d'analyses d'enjeux touchant les femmes, pouvant parfois être convergentes, parfois divergentes, voire concurrentes (Fraser, 2014). Le fait que toutes les femmes n'aient pas bénéficié des mêmes droits, et que des différences profondes liées à la classe sociale, à la race ou à l'origine ethnique aient persisté au sein même du mouvement, a conduit à remettre en question le féminisme dominant. Il est ainsi devenu évident que certaines normes issues de la société conservatrice avaient été reproduites par des féministes, notamment l'hétéronormativité, qui a longtemps marginalisé les personnes 2ELGBTQI+ (Rodriguez, 2025). Pour refléter cette pluralité d'expériences et de revendications, plusieurs courants féministes se sont donc développés au fil du temps, redéfinissant le féminisme comme « antiraciste », « noir », « socialiste », « libéral », « radical » ou encore « intersectionnel ». Ces catégories peuvent se chevaucher, puisqu'une même personne peut se reconnaître dans plusieurs d'entre elles, alors que d'autres apparaissent, ou sont perçues, comme opposées. Sur certains enjeux, les féministes s'accordent de manière globale, mais sur d'autres, les divergences sont profondes, ayant mené à l'émergence de courants distincts au sein du mouvement, au fil des différentes vagues pour combler les angles morts du féminisme dominant.

Dans ce contexte, il est pertinent d'examiner de manière plus détaillée certains de ces courants, et en particulier ceux qui s'alignent le plus adéquatement avec la réalité canadienne.

Selon Hamilton (2005), l'histoire du féminisme au Canada est profondément liée à l'idéologie individualiste du libéralisme, ce qui explique la forte prédominance du féminisme dit « libéral » dans le contexte canadien. Pour les féministes libérales, les obstacles qui façonnent la vie des

femmes relèvent principalement des lois et des préjugés les excluant de la sphère publique. Leur objectif est donc d'assurer aux femmes les mêmes opportunités que les hommes au sein des structures politiques et économiques existantes, en partant du principe que les deux sexes sont essentiellement égaux. Cependant, cette approche ne remet pas en question le fait que les relations sociales soient intrinsèquement patriarcales ni la nécessité d'une transformation structurelle en profondeur (Stoddart & Tindall, 2011). Le féminisme libéral vise ainsi à étendre l'égalité des chances sans s'attaquer aux systèmes d'oppression ou aux mécanismes de pouvoir qui continuent d'affecter différemment les femmes selon leur race, leur classe, leur orientation sexuelle ou leur statut migratoire. Le discours féministe libéral repose donc davantage sur une vision égalitariste qui cherche à intégrer les femmes dans les institutions existantes plutôt qu'à transformer ces institutions elles-mêmes.

Au Canada, le féminisme socialiste occupe une place particulièrement importante, en partie grâce à l'influence marquée du mouvement québécois, ce qui contraste avec des pays comme les États-Unis où la tradition socialiste est moins ancrée (Fraser, 2014 ; O'Neill, 2017 ; Rebick, 2005 ; Strong-Boag, 2016 ; Young, 2000). Souvent opposé au féminisme libéral, le féminisme socialiste met l'accent sur l'oppression économique des femmes et sur l'exploitation, par le capitalisme, du travail non rémunéré dans la sphère domestique ainsi que du travail sous-payé et dévalorisé auquel de nombreuses femmes sont contraintes (MacKinnon, 1989, cité dans Fraser, 2014). En élargissant la notion de « travail » pour y inclure les activités domestiques et reproductives, les féministes marxistes et socialistes ont montré que les rapports de classe sont essentiels pour comprendre l'oppression des femmes, tout en affirmant que les rapports de sexe ne s'y réduisent pas (Hamilton, 2005 ; Haraway, 1991). Les féministes socialistes considèrent que l'ensemble de la vie sociale, politique et économique est traversé par le capitalisme, et elles

privilégient la construction d'une conscience collective sexe/classe plutôt qu'une simple intervention de l'État, une perspective qui peut toutefois invisibiliser l'expérience de femmes marginalisées, notamment immigrantes (MacKinnon, 1989, cité dans Fraser, 2014).

On retrouve également au Canada, comme ailleurs, une forme de féminisme dit radical qui identifie le patriarcat en tant que cause première de l'oppression des femmes et appelle à une restructuration fondamentale des institutions sociales et des rapports de genre. Les groupes de prise de conscience féministe radicale ont été parmi les premiers espaces où le viol, les violences conjugales, la pornographie, le harcèlement sexuel et le droit à l'autodétermination reproductive ont été reconnus comme des problèmes sociaux touchant de manière disproportionnée les femmes (Fraser, 2014). Ils ont également été perçus comme rejetant tout idéal masculin et les relations de domination et de subordination entre les sexes qui structurent la société humaine (Hamilton, 2005 ; Plumwood, 1993). Les féministes radicales ont toutefois été critiquées pour essentialiser les femmes en faisant du patriarcat la source dominante de l'oppression, au risque d'ignorer l'impact du racisme, du système de classe, de l'homophobie et du handicap sur leurs expériences vécues. Malgré ces critiques, l'ensemble des courants féministes reconnaît de plus en plus l'intersectionnalité des expériences des femmes (Fraser, 2014).

Au Canada, la première campagne nationale menée par les féministes radicales revendiquait l'avortement gratuit et accessible sur demande ainsi que l'accès à la contraception pour toutes les femmes, mariées ou non (Hamilton, 2005). D'autres formes d'activisme radical ont ensuite émergé, dont le mouvement des SlutWalks, qui s'inspire d'actions féministes antérieures tout en s'en affranchissant par son organisation horizontale et son éloignement des structures partisans (Carr, 2013). Né en 2011 après qu'un policier de Toronto eut affirmé à l'Université York que les femmes devraient éviter de s'habiller comme des « salopes » pour ne pas être agressées, le

mouvement a soulevé des débats sur la possibilité de « réapproprier » le terme *slut* et sur sa capacité à remettre en cause les cultures du viol (Carr, 2013). Les SlutWalks se sont rapidement propagées à plus de 200 villes et au moins 40 pays, y compris dans le Sud (Westendorf, 2013 ; Global Voices, 2012, cité dans Carr, 2013).

Le mouvement a néanmoins été vivement critiqué, notamment par des féministes noires, autrices de la lettre de Black Women's Blueprint (2011) demandant à changer le nom du mouvement et à centrer les voix des femmes noires, tout en rappelant les schémas historiques d'exclusion au sein du féminisme et en affirmant que la justice pour les femmes est indissociable de facteurs tels que la race, le genre, la sexualité, la pauvreté, et l'immigration. Plusieurs féministes ont également dénoncé une mobilisation perçue comme le privilège de jeunes femmes blanches de classe moyenne (Black Women's Blueprint, 2011), ou encore comme une réappropriation d'une insulte sexiste reproduisant les normes hypersexualisées du patriarcat et du néolibéralisme (Dines & Murphy, 2011 ; Mercier, 2017).

Le féminisme autochtone constitue un courant majeur du féminisme canadien. Il met en lumière l'intersection entre oppression de genre et colonialisme, en démontrant comment ces systèmes poussent les femmes et les personnes bispirituelles autochtones à défendre leurs territoires et leurs valeurs traditionnelles (Gournay, 2020). Les enjeux de violence, de santé et de pauvreté qui touchent les communautés autochtones, et particulièrement les femmes, sont au cœur du travail d'organisations comme l'Association des femmes autochtones du Canada¹⁶ et la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada¹⁷. Les femmes autochtones demeurent en effet les plus exposées à la violence au pays. Un rapport d'Amnistie internationale

¹⁶ [Contact - AFAC-PNA](#)

¹⁷ [The Caring Society | First Nations Child & Family Caring Society](#)

(2016) souligne qu'elles subissent les taux les plus élevés de violence, qu'il s'agisse des femmes et filles autochtones assassinées ou disparues, ou des impacts des projets industriels destructeurs pour l'environnement (Amnistie internationale, 2016 ; Strong-Boag, 2016). Le féminisme autochtone analyse ces injustices en montrant comment l'identité autochtone et le genre se combinent pour produire une perte de pouvoir social, issue de pratiques historiques et contemporaines de racisme, de sexisme et de colonialisme. Suzack (2015) parle ainsi d'une double discrimination, les femmes autochtones étant marginalisées « non seulement en tant que femmes, mais aussi en tant qu'individus marqués par le racisme et le colonialisme » (Suzack, 2015, traduction libre). Cette marginalisation se manifeste dans leur exclusion fréquente du pouvoir politique et dans leur exposition accrue à la violence environnementale, c'est-à-dire aux effets disproportionnés de la pollution et du développement industriel sur leurs communautés et les générations futures.

Les femmes et les personnes bispirituelles autochtones occupent aujourd'hui une place centrale dans les mobilisations, notamment dans la défense des territoires, qui constituent un élément fondamental de l'identité autochtone. Elles prennent position publiquement, s'organisent lorsque leurs terres sont menacées et se retrouvent souvent à l'avant-plan des processus *grassroots* de réclamation territoriale (King & Pasternak, 2019, cité dans Desmarais, 2022). Le mouvement Idle No More, fondé en grande partie par des femmes autochtones, illustre cette dynamique en organisant des rassemblements pacifistes pour la défense des droits autochtones et de l'environnement (Gournay, 2020).

Si le féminisme autochtone partage certains fondements avec l'écoféminisme, et notamment l'idée que la destruction environnementale touche davantage les femmes et que le patriarcat en est à l'origine, en raison d'une structure de l'exploitation des ressources (Gournay, 2020), il

critique aussi l'usage du terme, souvent associé à des femmes blanches occidentales. Les femmes autochtones, « qui ont toujours tenu les enjeux du territoire et de l'écologie au cœur de leurs revendications », n'ont pas besoin de cette étiquette pour revendiquer leur activisme (Chebl, 2019). Plusieurs féministes autochtones reprochent également aux écoféministes de ne pas reconnaître leur propre complicité dans le processus colonial (Kwaymullina, 2017 ; Moreton-Robinson, 2000 ; Nixon, 2015, cité dans Desmarais, 2022). Le féminisme autochtone appelle plutôt à reconnaître les femmes autochtones comme actrices de changement face aux changements climatiques, à comprendre les formes d'oppression qu'elles subissent et à faire place à leurs voix dans la recherche de solutions (Gournay, 2020). Pour ces différentes raisons, de nombreuses femmes et personnes bispirituelles autochtones ne s'identifient donc pas comme féministes ou gardent leurs distances avec le mouvement (Arnaud, 2014 ; Arvin, Tuck & Morrill, 2013 ; Monture-Angus, 1995, cité dans Desmarais, 2022).

Au Canada, la catégorie « femme » a pendant longtemps exclu les femmes non blanches, tandis que la catégorie « noir » excluait à la fois les personnes non noires et les femmes noires (Haraway, 1991). Ces limites ont conduit au développement de féminismes critiques de la race et axés sur une approche décoloniale qui conteste l'absence d'espace structurel accordé à la race dans les théories prétendant analyser la catégorie « femmes » comme un ensemble homogène (Haraway, 1991).

La pensée féministe noire met ainsi en avant les femmes noires comme productrices de savoir et actrices de leur propre autonomisation, tout en montrant que leurs expériences ont été largement ignorées par les théories féministes occidentales. En analysant les systèmes d'autorité croisés qui normalisent les hiérarchies de privilèges, elle dénonce aussi la manière dont les femmes noires,

ainsi que d'autres groupes marginalisés, ont été historiquement considérées comme incapables de produire une « véritable » théorie. Si le terme « Black » peut parfois homogénéiser des expériences diverses, il constitue également une catégorie politique mobilisée par les femmes de couleur (Wane, 2009).

Les femmes afro-canadiennes prennent la parole sur les enjeux touchant leurs communautés depuis leur arrivée en Amérique du Nord britannique, pour démontrer le fait qu'elles continuent de progresser dans un système historiquement défavorable aux personnes noires. Le féminisme noir canadien s'est construit à partir de l'hétérogénéité des expériences de femmes issues de différents pays (Calliste & Dei, 2002 ; Carty, 1993 ; Cooper, 1994 ; Wane, 2002, cité dans Wane, 2009), et cette diversité diasporique constitue l'une de ses principales forces. L'essor de cette pensée a obligé les intellectuelles féministes à reconnaître la centralité des expériences des femmes noires, qui ont développé leurs propres analyses des systèmes d'oppression imbriqués, notamment dans le milieu universitaire (Wane, 2009). Pourtant, les expériences des femmes originaires d'Asie, d'Afrique ou des Caraïbes demeurent marginalisées dans les vagues féministes passées et actuelles (Agnew, 1993).

Les féminismes transnationaux, antiracistes (ou critique de la race), postcoloniaux et noirs cherchent précisément à dépasser ces angles morts en examinant comment la culture, la race et l'ethnicité interagissent avec le genre pour intensifier l'oppression. L'objectif est de rompre avec la tendance du féminisme dominant à universaliser l'expérience féminine comme étant blanche, de classe moyenne et instruite, qui invisibilise des problématiques plus complexes, telles que les inégalités systémiques en santé, la brutalité policière envers les femmes racisées, la pauvreté ou l'accès aux services (Fraser, 2014 ; Haraway, 1991). Ces approches invitent à désapprendre les conceptions ethnocentriques, à reconnaître la spécificité de sa propre position et à renoncer au

contrôle exercé par les groupes privilégiés dans l'organisation des luttes féministes (Lunny, 2006). Elles visent également à tenir compte de l'intersectionnalité pour comprendre comment les expériences et les perceptions liées à la culture, la race et l'ethnicité interagissent avec le genre pour intensifier l'oppression des femmes (Collins, 2000 ; Crenshaw, 1994 ; Razack, 1998, cité dans Fraser, 2014). Comme le soulignent également Sanchez et Dangoisse (2022), seule une perspective féministe transnationale permettrait de défendre les droits des femmes au-delà des frontières et d'éviter de perpétuer une culture coloniale fondée sur des pratiques de « sauveur blanc ». Une telle approche est essentielle pour que les femmes et personnes racisées, y compris les femmes noires, puissent se reconnaître dans un féminisme contemporain capable de refléter les multiples oppressions auxquelles elles font face (Sanchez & Dangoisse, 2022 ; Toupin, 1993).

Les différents courants féministes au Canada montrent que le féminisme reste profondément pluriel, tant dans ses expressions historiques que dans ses orientations politiques et intellectuelles. Il rassemble des croyances et des intérêts parfois divergents, voire incompatibles, ce qui rend impossible toute définition unique de la position féministe. Ce paradoxe traverse le féminisme en tant que mouvement politique, puisque, pour affirmer leur humanité et leurs droits, les femmes doivent s'unir en tant que groupe, alors même qu'elles forment une collectivité vaste et hétérogène. Et puisque les femmes constituent un groupe très vaste et intérieurement diversifié, il a toujours été difficile de les unir. Si les féministes peuvent se retrouver autour d'idéaux tels que la liberté, l'égalité ou la justice, elles s'entendent rarement sur la manière de les traduire concrètement. Pourtant, le féminisme n'a obtenu un soutien large que lorsque ses objectifs ont pu intégrer une pluralité de croyances et d'intérêts (Cameron, 2019). C'est dans cette perspective que l'approche intersectionnelle s'impose de plus en plus dans le féminisme

actuel, en reconnaissant que les femmes possèdent des identités multiples liées à la classe sociale, à l'origine ethnique, à la nationalité, à l'âge, à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre ou à d'autres facteurs, et que ces caractéristiques situent chacune dans un espace social particulier (Rodriguez, 2025).

1.2.3 – Les limites du mouvement féministe au Canada

Même si le féminisme bénéficie aujourd'hui d'une visibilité et d'une popularité sans précédent, en particulier parmi les jeunes générations, grâce notamment à l'essor du féminisme numérique et à l'émergence de la quatrième vague tant au Canada qu'à l'international (Ross, 2022 ; Vares, 2026), plusieurs enjeux continuent néanmoins d'en limiter la portée. Parmi ceux-ci, on retrouve une conception parfois réductrice de l'identité des femmes, qui tend à exclure certaines personnes des communautés 2ELGBTQI+, en particulier les personnes trans, ainsi que la montée d'un contrecourant antiféministe qui se renforce en réaction à la visibilité accrue de l'identité féministe.

Plusieurs courants féministes ont démontré certaines limites dans leur tendance à définir la catégorie « femme » de manière restrictive, en s'appuyant sur des discours scientifiques ou culturels qui naturalisent le sexe et le genre, et entretiennent une vision essentialiste de la femme (Haraway, 1991). Wilson (2005) souligne d'ailleurs que cette conception homogénéisante invisibilise la diversité des expériences féminines et contribue à cette essentialisation.

L'écoféminisme, par exemple, associe souvent les capacités reproductives des femmes à un lien inné avec la nature, tandis que le féminisme culturel défend une conception stable et cohérente de la catégorie « femme » (Desmarais, 2022 ; Sandilands, 1997). Le féminisme radical, quant à

lui, s'est fréquemment montré hostile à l'intégration des enjeux des femmes trans, contribuant à perpétuer une définition du genre centrée sur le facteur biologique.

Ces limites ont eu pour effet d'exclure de nombreux membres de la communauté 2ELGBTQI+, et en particulier les personnes trans, des luttes féministes, donnant lieu au développement de la théorie queer, en réaction aux angles morts du féminisme dominant¹⁸. Pagé et Ancil (2023) rappellent d'ailleurs qu'aujourd'hui encore, le mouvement féministe est critiqué pour son manque d'inclusion des personnes trans* et pour sa difficulté à rendre ses services réellement accessibles à l'ensemble des femmes dans leur diversité.

Colette St-Hilaire définit la théorie queer comme « un ensemble de discours et de pratiques associés à la transgression des frontières de la différence des sexes et de l'hétéronormativité » (cité dans Pagé & Ancil, 2023). Les théories et résistances queers ont profondément transformé la manière de concevoir la lutte féministe, en proposant de repenser les structures de domination et décroiser les identités de sexe et de genre. Elles invitent à la possibilité de se définir en dehors de catégories fixes telles que « femme », « homme », « gai », « lesbienne » ou « bisexuel·le », et de remettre en question les binarités qui les sous-tendent. Elles permettent également de concevoir l'identification de genre comme un continuum, incluant ou non des transformations corporelles, et de rendre la sexualité visible, fluide et décomplexée, en recentrant le désir et en déconstruisant les tabous moraux liés aux identités statiques (Pagé & Ancil, 2023). Historiquement, la théorie queer s'est constituée en opposition au féminisme libéral nord-américain, en s'appuyant sur les travaux de penseurs français tels que Michel Foucault, Jacques Lacan et Jacques Derrida (Roulston, 2016). Elle se fonde sur une critique radicale de la norme et du normatif, ainsi que des instruments de régulation et des régimes disciplinaires qui assurent

¹⁸ À noter que chaque courant féministe peut produire des formes d'exclusion, notamment à l'égard des personnes 2ELGBTQI+, lorsque le féminisme est pensé avant tout comme un projet centré sur la catégorie « femmes ».

leur reproduction (Roulston, 2016). Proche des approches poststructuralistes, la pensée queer vise à mettre au jour et à déconstruire les pratiques discursives qui réifient les catégories identitaires dominantes (Moore, 2020). Elle s’oppose ainsi à la vision parfois normalisante du féminisme mainstream, lequel peine encore à refléter pleinement la diversité des expériences de genre et de sexualité dans toute leur complexité.

Comme de nombreux mouvements sociaux, le féminisme doit faire face à un contremouvement qui se développe en réaction à sa mobilisation et qui constitue une « tentative consciente, collective et organisée de résister au changement social ou de le renverser » (Mottl, 1980, cité dans Fraser, 2014). Dans ce contexte, on observe l’émergence parallèle d’un courant se réclamant du féminisme tout en promouvant une vision fondée sur des valeurs familiales et religieuses traditionnelles. Des organisations comme REAL Women of Canada, qui se présente comme un « mouvement de femmes alternatif » défendant les « valeurs familiales traditionnelles », en sont des exemples représentatifs. En effet, elles prônent notamment la criminalisation explicite de la prostitution, l’interdiction de toute forme de pornographie et adoptent une position ouvertement anti-avortement (REAL Women of Canada, 2007 ; Fraser, 2014). Dans cette perspective, certains auteurs soutiennent que les femmes constituent le seul groupe social à s’être activement organisé contre sa propre émancipation (Conover & Gray, 1983, cité dans Steuter, 1992). Par ailleurs, l’idée selon laquelle les femmes auraient déjà obtenu l’égalité formelle dans la sphère publique a nourri l’émergence de mouvements de défense masculins qui perçoivent désormais le système comme biaisé en faveur des femmes. Ces groupes revendiquent une “neutralité de genre”, appellent à la réaffirmation de la famille “traditionnelle” (patriarcale) et se présentent eux-mêmes comme victimes d’un ordre social supposément

favorable aux femmes (Dragiewicz, 2008 ; Flood, 2010, cité dans Fraser, 2014). L'antiféminisme peut également s'expliquer par le fait que de nombreuses femmes ont perçu les transformations sociales rapides comme une menace pour la famille et pour les rôles traditionnellement assignés aux femmes. Le contremouvement antiféministe féminin tend ainsi à se développer lorsque le mouvement féministe est perçu comme une menace pour le statut et les fonctions traditionnelles des femmes dans une société donnée. Au Canada, ce type d'antiféminisme s'est notamment structuré autour du mouvement pro-famille, composé d'un ensemble hétérogène d'organisations unies par la défense d'une institution familiale présentée comme « assiégée » (Conover & Gray, 1983, cité dans Steuter, 1992). Ces prises de position, revendiquées sous une étiquette proche du féminisme, mais défendant en réalité des valeurs qui lui sont contraires, contribuent à affaiblir la portée du mouvement féministe. Elles brouillent les frontières conceptuelles, revendiquent une même appartenance tout en promouvant des orientations opposées, et participent ainsi à freiner la réalisation de ses objectifs.

Le féminisme, loin de constituer un projet homogène, se présente comme un ensemble de priorités, de stratégies et d'interprétations des enjeux touchant les femmes, parfois convergentes, mais souvent divergentes. Cette hétérogénéité peut en limiter la portée, et particulièrement dans un contexte de ressources limitées à l'accès inégal. Certaines voix de femmes, notamment les plus privilégiées ou institutionnellement représentées, bénéficient ainsi d'une visibilité accrue, tandis que des groupes plus marginalisés ou moins représentés sur la scène institutionnelle peinent à trouver un espace où leurs revendications sont entendues (Fraser, 2014).

Le féminisme peut donc être perçu à la fois comme une idéologie et un mouvement sociopolitique visant à transformer les rapports de pouvoir fondés sur le privilège masculin et la

subordination des femmes (Offen, 1988), mais également comme un ensemble fragmenté, traversé par des variantes parfois contradictoires. Cette difficulté à hiérarchiser ou à valider les différentes dimensions imbriquées de l'identité individuelle se reflète dans les débats portant sur l'identité même du mouvement féministe (Lanigan, 2008).

Comme le soulignent Cossman, Danielsen, Halley et Higgins dans *Gender, Sexuality, and Power: Is Feminist Theory Enough?* (2003), « être féministe ne signifie pas être d'accord avec les autres personnes qui se disent féministes sur quelque aspect que ce soit du genre, du pouvoir ou de ce qui est bon pour les femmes » (Cossman, Danielsen, Halley et Higgins, 2003, traduction libre). C'est précisément pour cette raison que, selon Bromley et Ahmad (2006), il est essentiel de rechercher un terrain d'entente et de s'opposer aux tentatives visant à définir l'activisme féministe de manière homogène ou monolithique pour résister au contrecoup auquel est confronté le mouvement.

Dans cette perspective, la mise en place de pratiques et de procédures institutionnelles reflétant les priorités féministes à tous les niveaux de l'action publique apparaît cruciale. Construire un ensemble durable d'engagements féministes nécessite un travail soutenu au sein même des structures gouvernementales, où les « activistes internes » peuvent jouer un rôle déterminant dans l'élaboration de solutions pérennes en matière d'égalité de genre et de programmation féministe (Tiessen & Okoli, 2022).

Si le féminisme occupe aujourd'hui une place importante dans l'espace public canadien et connaît une croissance marquée de l'auto-identification, sa portée demeure parfois limitée par ses contradictions internes et par la vigueur des contrecourants antiféministes. Les débats sur l'inclusion, les divergences théoriques et les résistances conservatrices montrent qu'un

féminisme réellement transformateur doit continuer de se renouveler, de reconnaître la pluralité des expériences et de s’ancrer durablement dans les institutions pour consolider ses avancées. Par ailleurs, dans un pays vaste et marqué par de fortes disparités géographiques comme le Canada, il apparaît essentiel de mieux prendre en compte les réalités locales afin de concevoir un féminisme à la fois respectueux des différences sociales, culturelles et territoriales, et suffisamment inclusif pour représenter l’ensemble des voix à l’échelle nationale.

1.2.4 – Point de mire sur le mouvement féministe en Colombie-Britannique

Le mouvement féministe en Colombie-Britannique s’est développé dans la même dynamique que le mouvement canadien dans son ensemble, notamment à travers les revendications portées par les militantes au fil des différentes vagues. Ainsi, la *British Columbia Federation of Women* (BCFW)¹⁹, active de 1974 à 1989 et considérée comme une importante organisation porte-parole regroupant divers collectifs de femmes, illustre bien les priorités de la deuxième vague. Elle défendait notamment la légalisation de l’avortement et la lutte contre la violence faite aux femmes. Ces enjeux s’inscrivaient toutefois dans un contexte marqué par de fortes disparités régionales : les femmes autochtones vivant dans les réserves ou les femmes en milieu rural se voyant souvent privées d’un accès réel à ces services. De plus, les réalités vécues par les personnes 2ELGBTQI+, et notamment les femmes lesbiennes restaient marginalisées (Rushowic, 2019).

Aujourd’hui, le paysage féministe britanno-colombien se distingue davantage par un militantisme localisé, porté par des organisations communautaires dit *grassroots* dont les actions

¹⁹ [BC Federation of Women - University of Ottawa - Archives and Special Collections](#)

s'inscrivent dans des approches intersectionnelles, anti-oppressives et décoloniales. Le collectif *Feminists Deliver* fondé en 2018 à Vancouver et rassemblant un total de 25 organisations, constitue un exemple particulièrement représentatif de cette dynamique. Son approche est la suivante :

Feminists Deliver a vu le jour en 2018 et compte désormais la participation de 25 organisations œuvrant auprès des femmes autochtones, des femmes immigrantes et réfugiées, des femmes noires, des femmes francophones, des personnes non binaires et des femmes trans, des femmes lesbiennes, des femmes en situation de handicap, des filles et jeunes femmes, des jeunes femmes quittant les services de protection de l'enfance, des groupes œuvrant pour le logement des femmes, la lutte contre les violences de genre y compris les agressions sexuelles et la violence conjugale, la justice juridique et la réforme du droit, la santé des femmes et la justice reproductive, la santé mentale des femmes et les enjeux de consommation/substance et de rétablissement, les femmes exerçant le travail du sexe et les travailleuses du sexe, la pauvreté des femmes, les services de garde, l'emploi des femmes, les femmes vivant en milieu rural, les femmes vivant dans le Downtown Eastside de Vancouver, la philanthropie féminine, ainsi que les initiatives municipales pour la sécurité des femmes²⁰

Au Canada, et particulièrement en Colombie-Britannique, la situation des femmes et des filles autochtones constitue une crise majeure des droits humains. Les enquêtes menées sur cette réalité démontrent que les violences qu'elles subissent s'inscrivent dans la continuité de violations des droits humains :

²⁰ [About Feminists Deliver » Feminists Deliver](#)

historiquement [...] maintenues aujourd'hui par l'État canadien, exposant les femmes autochtones à des niveaux de violence que certains auteurs estiment relever du génocide. Entre 2001 et 2014, leur taux d'homicide était quatre fois plus élevé que celui des femmes non autochtones, une tendance alimentée par un système de discrimination raciale et sexiste « conçu pour déposséder les peuples autochtones de leurs terres, de leurs structures sociales et de leur gouvernance. » (McGruder, 2021)

Selon le rapport *Missing and Murdered Indigenous Women in British Columbia, Canada* de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (2014), la Colombie-Britannique est la province la plus touchée, avec 160 cas, soit 28 % des 582 cas recensés par la NWAC. Dans cette province, les disparitions et les meurtres se concentrent principalement dans deux zones : Prince George, au nord, et le Downtown Eastside de Vancouver, un quartier marqué par la pauvreté, la marginalisation et la violence structurelle. Depuis les années 1970, un nombre particulièrement élevé de femmes et de filles, majoritairement autochtones, ont disparu ou ont été assassinées le long des 724 kilomètres de la route 16, entre Prince Rupert et Prince George, ainsi qu'à proximité des routes 16, 97 et 5 dans le nord et le centre de la province. Cette région est désormais connue sous le nom de « Route des Larmes » (*Highway of Tears*), en référence au nombre de victimes qui y ont été recensées. À ce jour, la majorité de ces disparitions et homicides demeurent non résolus.

Dans ce contexte, il apparaît légitime que le féminisme situé en Colombie-Britannique soit profondément influencé par ces enjeux touchant les femmes autochtones, davantage que dans d'autres provinces canadiennes. Les réalités de violence, de colonialisme et de discrimination systémique façonnent ainsi de manière déterminante les priorités, les stratégies et les

revendications féministes britanno-colombiennes, même si la violence basée sur le genre reste également un enjeu global au niveau provincial. En effet, selon le rapport *The Cost of Inaction: Measuring the Economic Impact of Gender-Based Violence in BC* de YWCA BC (2026), au moins 177 000 personnes en Colombie-Britannique subissent une forme de violence fondée sur le genre (VFG) chaque année. Des mesures de prévalence plus larges indiquent que jusqu'à 545 000 femmes et personnes de genres divers sont touchées par différentes formes de violence²¹.

En Colombie-Britannique, comme ailleurs au Canada, le féminisme se présente comme un mouvement inclusif, censé représenter l'ensemble des femmes. Pourtant, plusieurs angles morts persistent, notamment une tendance à homogénéiser la diversité des expériences vécues par les femmes à faible revenu, les femmes racisées, les femmes immigrantes et réfugiées, ainsi que les femmes autochtones (Rushowic, 2019).

Aujourd'hui encore, malgré les enjeux touchant principalement les femmes autochtones et racisées, celles-ci restent largement sous-représentées au sein du réseau organisationnel féministe de la province. Birk (2024) met en lumière les obstacles structurels qui freinent la participation active et significative des personnes racisées dans les organisations féministes où elles travaillent. Bien que ces organismes se réclament de l'inclusion de genre et d'une approche intersectionnelle, des lacunes importantes apparaissent dans la mise en œuvre concrète de leurs services.

Les organisations féministes majoritairement blanches cherchent souvent à recruter des féministes racisées pour contrer la blanchité institutionnelle qui caractérise leurs structures. Toutefois, au-delà de l'embauche de quelques personnes racisées dans des postes de début de

²¹ [YWCA BC The Cost of Inaction-Measuring the Economic Impact of GBV in BC Report.pdf](#)

carrière, aucun engagement réel n'est pris pour transformer les dynamiques organisationnelles. Cette absence de changement structurel entraîne un épuisement professionnel marqué chez les femmes racisées, lesquelles finissent par se sentir dépassées et isolées. Birk fait référence au schéma du Centre for Community Organizations, *The "Problem" Woman of Colour in the Workplace* (COCO, 2018)²², pour illustrer ce cycle d'épuisement et de marginalisation. Comme l'indique Lunny dans *Out of Canada - The Pedagogy of Transnational Feminism Activism* (2006), l'activisme est « une entreprise collective et n'est pas à l'abri des inégalités de pouvoir entre militantes et militants. Le manque d'attention portée à ces inégalités de pouvoir, particulièrement lorsqu'il s'accompagne de présupposés de collectivité et de consensus, contribue à des dynamiques au sein de l'organisation féministe transnationale qui peuvent être qualifiées d'impérialistes. » (Lunny, 2006, traduction libre). Ainsi, même si les organisations reconnaissent l'existence d'obstacles systémiques, tels que des contraintes de financement, une faible participation de personnes diverses, et la nécessité de tenir compte des femmes aux marginalisations multiples dans leurs mandats, ces constats se traduisent rarement en actions concrètes, notamment lorsqu'il s'agit d'offrir des services culturellement pertinents dans des structures reposant sur des philosophies eurocentriques. Répondre véritablement à ces enjeux exigerait une transformation organisationnelle en profondeur, touchant autant les sources de financement que les conseils d'administration et l'offre de services (Birk, 2024).

Qu'il s'inscrive à l'échelle nationale ou locale, comme l'illustre le cas de la Colombie-Britannique, le mouvement féministe se déploie dans une pluralité d'espaces qui contribuent chacun, à leur manière, à la production et à la circulation des savoirs féministes ainsi

²² [The "Problem" Woman of Colour in NonProfit Organizations - COCo](#)

qu'aux évolutions du mouvement. Or, comme l'a montré l'analyse du milieu associatif féministe en Colombie-Britannique, malgré des intentions sincères de transformation, il reste encore difficile pour ces organisations d'incarner pleinement la diversité et les démarches de décolonisation nécessaires, en raison des dynamiques complexes et stratifiées qui structurent leurs pratiques et leurs modes de fonctionnement. Une transformation réelle exigerait une remise en question profonde des logiques coloniales de peuplement qui continuent d'influencer les organismes féministes à but non lucratif.

Cette réflexion ne se limite toutefois pas au secteur communautaire. Les enjeux de représentativité, la marginalisation des voix autochtones et racisées, et la reproduction de normes eurocentriques traversent également d'autres sphères du mouvement féministe. Il importe donc désormais de se tourner vers un autre espace central de production du féminisme, à savoir le milieu académique, et plus particulièrement les programmes d'études féministes et de genre, afin d'examiner comment les dynamiques propres au mouvement féminisme s'y manifestent.

1.3– État des lieux des programmes d'études féminines et de genre au Canada

Plusieurs recherches ont démontré que l'auto-identification au féminisme est fortement corrélée au niveau d'éducation. Selon l'étude de Focus Canada (2022), 66 % des femmes titulaires d'un diplôme universitaire se disent féministes, contre seulement 45 % chez celles dont la scolarité s'arrête au secondaire. Lanigan (2008) a établi le constat que le genre et le niveau d'éducation sont des prédicteurs importants de l'identité féministe, tandis que McCabe (2005) a également observé que les femmes et les personnes plus scolarisées sont davantage susceptibles d'adopter

cette étiquette. Ces constats soulignent l'importance du milieu académique dans la formation d'une conscience féministe, et en particulier des programmes d'études féminines et de genre. Comme le rappelle Sondarjee (2022), le fait d'enseigner ou non les approches liées au genre et à la race « façonne la manière dont les futur·e·s chercheur·euse·s et décideur·euse·s appréhendent le monde, influençant ainsi les politiques et priorités de demain ».

Avant la création et l'émergence des programmes d'études féminines et de genre, l'étude de la condition féminine était reléguée aux sciences sociales, un domaine largement dominé par les hommes (Eichler, 2002); les théories alors dominantes en sociologie, en criminologie ou en politiques publiques négligeaient largement le genre (Fraser, 2014 ; Haque, 2019). Au Canada, la sociologie s'est institutionnalisée dans un contexte où le mouvement des femmes et le mouvement de « canadianisation » tel que décrit par Herman étaient particulièrement influents, ce qui a permis aux femmes de jouer un rôle central dans sa structuration (Herman cité dans Eichler, 2002). Les études féministes et de genre ont ainsi permis de combler de nombreux angles morts dans l'analyse des enjeux sociologiques, politiques et économiques, en replaçant les expériences des femmes et des groupes marginalisés au cœur de l'analyse (Lanigan, 2008). Les programmes d'études féminines et de genre sont également venus pallier les limites d'une école publique qui, loin d'encourager une réflexion critique sur le genre, a souvent reproduit les rôles traditionnels, voire participé de manière directe ou indirecte à la socialisation genrée. La pédagogie féministe, tel qu'on la retrouve dans les cours d'études féminines et de genre, remet en question le récit patriarcal dominant et propose une analyse épistémique du pouvoir, de la construction du genre et des identités (Lanigan, 2008). En constituant une base théorique, historique et empirique solide à travers des cours, des projets de recherche et la production de

données, ces programmes renforcent la crédibilité du mouvement féministe et l’ancrent dans un champ de savoir légitime, dépassant ainsi la seule dimension politique ou culturelle souvent associée au mouvement.

Pour mieux comprendre les implications entre les programmes d’études féminines et de genre et le mouvement féministe, il est important de procéder à une analyse approfondie du rôle du milieu académique dans l’intégration des enjeux liés aux questions féminines et de genre, en retraçant l’historique des programmes d’études féminines et de genre en Canada dès leur implantation dans les universités et autres institutions académiques canadiennes, pour ensuite dresser un état des lieux de leur vitalité actuelle, mais également des limites qui en conditionnent la portée.

1.3.1 – Historique des programmes d’études féminines et de genre au sein des universités canadiennes

Les programmes d’études féministes et de genre émergent au Canada dans les années 1970, sous l’impulsion du mouvement féministe et, plus largement, des mobilisations de femmes. Leur mission est alors de transmettre les perspectives théoriques et les savoirs militants à travers une pédagogie explicitement féministe. Les premiers programmes postsecondaires en études féminines naissent ainsi en réaction au sexisme profondément ancré dans la production scientifique, tout autant que celui présent dans la société au niveau global. Les perspectives androcentrées dominaient alors les universités, les travaux savants, les priorités de recherche et les financements qui les soutenaient (Gahagan & Zimmerman, 2022). L’institutionnalisation de ces programmes est d’abord passée par la sociologie féministe, qui s’inscrit à l’université après avoir été portée, à la fin des années 1960 et au cours des années 1970, par l’engagement des

mouvements sociaux. Les premières « praticiennes » sont des militantes féministes, et plusieurs entreprennent des études supérieures, puis des carrières professorales afin de comprendre et transformer l'ordre social (Hamilton, 2003). Les études féminines et de genre se développent tout d'abord principalement dans des domaines d'études tels que l'anglais, l'histoire et la sociologie, souvent grâce au travail isolé de quelques universitaires intégrées dans des curriculums à forte tendance masculine. Par la suite, les contributions de chercheuses et chercheurs de diverses disciplines ont été regroupées dans des centres ou intégrées à des programmes de baccalauréat et de maîtrise (Haque, 2019).

L'influence des États-Unis a également été déterminante dans le développement des programmes d'études féminines et de genre, mais également dans le domaine des sciences sociales à l'échelle du Canada. Une enquête menée en 1972-1973 révèle que seul 25 % des textes utilisés dans les cours de sociologie au Canada étaient produits au Canada, témoignant de la forte dépendance aux savoirs américains (Eichler, 2002). Si la littérature sur les jeunes féministes était abondante aux États-Unis, les travaux portant sur cette population au Canada restaient rares (Baumgardner & Richards, 2000 ; 2005 ; Findlen, 1995 ; Heywood & Drake, 1997 ; Jervis & Zeisler, 2006 ; Walker, 1995, cité dans Lanigan, 2008). La création de l'Institut canadien de recherches sur les femmes en 1975 a néanmoins contribué à structurer le champ en réunissant universitaires et décideur·euse·s autour de conférences et de publications (; Vickers, Rankin & Appelle, 1993, cité dans Hamilton, 2005).

Au milieu des années 1980, les historiennes féministes adoptent une posture autocritique en s'interrogeant sur les récits absents de leurs propres narrations. L'histoire des femmes immigrantes, racisées et issues de minorités ethniques apparaît alors comme un angle mort majeur. Cette prise de conscience s'explique en partie par les transformations politiques liées à la

race au Canada, et notamment la fin de la politique d'immigration réservée aux personnes blanches et l'adoption de la Loi sur le multiculturalisme en 1985, ainsi que par les critiques formulées par les femmes de couleur face à leur exclusion de l'historiographie féministe. Ces dynamiques poussent plusieurs historiennes à poser de nouvelles questions sur la race, l'ethnicité, le racisme et la marginalisation (Dinh, 2012). Les études postcoloniales, antiracistes, lesbiennes et queer s'imposent plus lentement, mais leur influence devient significative dans les années 1990 (Strong-Boag, 2016). Un élément central de ces approches est l'adoption du concept d'« intersectionnalité » tel que défini par Crenshaw en 1989 et qui met en lumière l'imbrication des rapports sociaux de race, de sexe, de classe ou de capacité, et en quoi toutes les femmes ne vivent pas l'oppression de la même manière. Si elles subissent toutes le sexisme, certaines sont également confrontées au racisme, à l'homophobie ou au capacitisme (Strong-Boag, 2016). Les travaux sur les femmes, le genre et l'ethnicité enrichissent considérablement le champ des études féminines et de genre, même si l'attention portée à la culture, y compris aux différences entre anglophones et francophones, avait tout de même commencé à être abordé avant les années 1990 (Sangster, 1995). Cette évolution vers une pensée universitaire plus inclusive s'inscrit d'ailleurs dans des intentions similaires aux féministes de la deuxième et de la troisième vague, qui ont remis en question les angles morts du féminisme dominant et élargi le champ des luttes. Ainsi, les programmes d'études féminines et de genre ont eux aussi réorienté leurs cadres théoriques et méthodologiques pour intégrer les expériences, les identités et les rapports de pouvoir auparavant marginalisés.

Aujourd'hui, les luttes menées pour transformer les programmes d'études par une approche théorique féministe, créer de nouveaux cours et embaucher davantage de chercheuses féministes ont produit des effets durables, en dotant les étudiant·es d'outils critiques pour contester

l'érosion des droits des différentes catégories de femmes aux identités multiples, tout en transformant le milieu universitaire grâce à la pédagogie féministe et aux analyses de genre. Dans plusieurs universités, il est désormais possible de se spécialiser en études féministes au premier cycle et parfois aux cycles supérieurs. De nombreux départements en sciences sociales et humaines, ainsi que plusieurs écoles professionnelles, notamment les facultés de droit, offrent des cours féministes enseignés par des professeur·e·s féministes, et certains départements en sciences physiques s'orientent également dans cette direction (Hamilton, 2005). Cette évolution témoigne ainsi du travail soutenu des militantes et chercheuses qui ont cherché à inscrire les questions féministes au cœur du savoir légitime, en intégrant leurs analyses et leurs revendications dans le champ universitaire. Par l'implantation progressive de programmes, de cours et de pratiques pédagogiques féministes, elles ont contribué à faire reconnaître le féminisme comme un domaine de réflexion et de production de connaissances à part entière au sein des institutions d'enseignement supérieur.

1.3.2 – Portrait de la vitalité des programmes d'études féminines et de genre au Canada

Les programmes d'études féminines et de genre, initialement conçus en tant que champ d'apprentissage en matière de savoirs féministes, ont progressivement élargi leur portée pour dépasser leurs origines ancrées dans le mouvement de libération des femmes (Haque, 2019). Aujourd'hui, ils sont solidement implantés dans le paysage éducatif canadien, dans de nombreuses universités, mais aussi dans les collèges, les Cégeps et même dans certaines écoles secondaires (Eicher, 2006). La plupart des départements universitaires offrent désormais des cours dans ce domaine et recrutent des universitaires féministes reconnues pour la qualité de

leurs travaux (Hamilton, 2003). Selon EduRank, 64 universités canadiennes proposent actuellement des programmes d'études féminines et de genre de qualité reconnue à travers le pays²³. Dans le domaine de la recherche, plusieurs revues soutiennent également la vitalité intellectuelle de ces programmes. La revue *Canadian Woman Studies / Les cahiers de la femme*²⁴ vise à rendre accessibles les savoirs féministes et les écrits issus des mouvements de femmes, en créant un pont entre milieux académiques et milieux populaires, alors que la revue francophone interdisciplinaire *Recherches féministes*²⁵ contribue à l'avancement de la recherche féministe en publiant des travaux empiriques, théoriques, méthodologiques et épistémologiques, ainsi que des comptes rendus et bibliographies.

À une échelle plus large, les programmes d'études féminines et de genre ont été reconnus comme un moteur de changement social et un espace où ce changement peut être imaginé (Dickinson, 2005, cité dans Lanigan, 2008). Ils ont transformé les répertoires de savoirs universitaires en posant des questions que les disciplines traditionnelles avaient longtemps ignorées, sauf lorsqu'elles incluaient une pédagogie féministe. Ces programmes mobilisent une analyse critique du pouvoir, de la construction du genre et de l'identité, tout en donnant une voix aux personnes marginalisées (Lanigan, 2008). Les programmes d'études féminines et de genre se distinguent également par leur origine militante, puisqu'ils sont nés d'une volonté explicite de transformer la société (Hamilton, 2003). Ils se sont inspirés directement du travail des activistes féministes, ce qui les rend uniques dans le paysage universitaire, où peu de champs d'études ont émergé avec une intention aussi explicitement transformatrice. Dans un milieu académique qui peine encore à éviter la reproduction de mécanismes d'éducation sexistes, ces programmes restent souvent les

²³ [Gender Studies in Canada: 64 Best universities Ranked 2026](#)

²⁴ [CWS/CF](#)

²⁵ [Recherches féministes – Érudit](#)

seuls espaces où les valeurs et idées féministes sont pleinement représentées (Strong-Boag, 1983). Comme le souligne Alexandra Ketchum de l'Université McGill : « Lorsque nous regardons les mouvements féministes ainsi que d'autres mouvements de justice sociale, on y voit à la fois beaucoup de travail sur le terrain fait par les activistes, mais aussi le développement de théories dans un contexte pédagogique. » (Ketchum, 2021, cité par Van Dam, 2021)

D'abord centrés sur le féminisme, ces programmes d'études se sont aussi ouverts aux théories du genre, notamment à la théorie queer, afin de dépasser une conception strictement féminine du champ et de remettre en question les binarismes idéologiques produits par une société hétéronormative (Moore, 2020). Aujourd'hui, ils constituent des lieux privilégiés pour analyser les systèmes imbriqués d'inégalités sexuelles, raciales et sociales (Hamilton, 2003). Ils intègrent de plus en plus des perspectives intersectionnelles portant sur la classe, la sexualité, l'ethnicité, l'âge, le handicap, la nationalité, la religion ou le statut de citoyenneté. Plusieurs programmes ont d'ailleurs modifié leur appellation pour y inclure la notion de genre ou d'autres concepts liés aux enjeux de justice sociale, raciale ou 2ELGBTQI+. Cela reflète ainsi les transformations successives du champ et la reconnaissance accrue de la pluralité des expériences mises en lumière au fil des différentes vagues féministes.

Les programmes d'études féminines et de genre représentent donc un champ dynamique et productif, dont l'influence continue de transformer la manière dont les individus se perçoivent (Haque, 2019). Ils ont également contribué à une prise de conscience accrue des enjeux féministes au sein même des institutions universitaires, où persistent de nombreux obstacles systémiques, notamment en matière d'inégalités relationnelles et de harcèlement (Van Dam, 2021). Cependant, l'institutionnalisation des études féminines et de genre ne s'est pas faite sans

risques. En entrant dans les structures universitaires, les théories féministes se sont parfois éloignées des lieux d'activisme qui les ont fait naître, suscitant des inquiétudes quant à un possible désengagement politique du mouvement (Hamilton, 2003), une idée qui a d'ailleurs été explorée lors des entretiens et qui sera développée davantage dans la section « discussion ». De plus, certains facteurs contextuels, tels que les gels d'embauche, les compressions budgétaires, la montée de certaines idéologies issues de mouvements de droite ou d'extrême droite, pouvant mener à la résurgence d'un antiféminisme assumé même dans le milieu académique, représentent tout autant de menaces qui peuvent fragiliser la pérennité de ces programmes (Strong-Boag, 1983).

1.3.3 – Limitations des programmes d'études féminines et de genre au Canada

Bien que les programmes d'études féminines et de genre soient souvent perçus comme des espaces critiques permettant d'analyser l'imbrication des systèmes d'inégalités, leur vitalité restent malgré tout dépendantes d'un environnement universitaire profondément marqué par les logiques néolibérales. Young souligne d'ailleurs que les études sur le mouvement des femmes tendent, de manière générale, à éviter de remettre en question les fondements mêmes des institutions libérales et l'adhésion des féministes libérales à ces structures (Young, 1997). Certain·es auteur·es considèrent même que cette dynamique aurait contribué à affaiblir l'orientation politique initiale des études féminines (Haque, 2019). La réduction des budgets universitaires dans plusieurs provinces, combinée à une valorisation accrue de l'innovation, des brevets et des secteurs lucratifs, a conduit les administrations à supprimer des programmes jugés moins rentables. Dans ce contexte, la survie des programmes dépend souvent davantage de

critères financiers que de leur utilité sociale, ce qui en fragilise particulièrement la pérennité (Gahagan & Zimmerman, 2022). L'offre de programmes reste également inégale à travers le pays. Certaines universités disposent de départements, d'autres d'instituts ou seulement de programmes, ce qui entraîne des disparités de financement et oriente leurs priorités selon les agendas institutionnels (Van Dam, 2021). Comme le soutient Thornton (2012), ce « capitalisme du savoir » a contribué à une « remasculinisation du milieu universitaire », où la rationalité néolibérale et la promotion individuelle supplantent les engagements collectifs envers les politiques de genre, avec des effets directs sur la production même du savoir (Thornton, 2012, cité dans James & Chapman-Nyaho, 2017). Ainsi, les universitaires les mieux positionnés pour survivre sont celles et ceux qui s'accommodent le plus aisément à la vision néolibérale endossée par le milieu académique (Giroux, 2002), ce qui peut aller à l'encontre de la raison même de l'existence des programmes d'études féminine et de genre, censés justement contribuer à l'élimination des systèmes d'oppression créant des inégalités, notamment au niveau du genre.

Les programmes d'études féminines et de genre ne sont pas non plus épargnés par les dynamiques de discrimination qui subsistent à travers l'ensemble du milieu académique canadien. Idemudia rappelle qu'on trouve des traces de racisme dans les programmes d'études, des sciences sociales à la littérature, en passant par l'histoire et les sciences (2001). Les travaux de Klein (1987), analysés par Wane (2009), confirment également cette prévalence du racisme dans les manuels scolaires et les contenus enseignés. Ce biais structurel se reflète enfin dans la recherche féministe, longtemps centrée sur l'expérience des femmes blanches (Agnew, 1993), et qui continue parfois de reproduire des attitudes « coloniales » en véhiculant des représentations stéréotypées de femmes non occidentales perçues comme impuissantes ou victimisées. Le manque de représentativité touche aussi le personnel académique, puisque les femmes racisées,

et particulièrement les femmes noires, occupent majoritairement des postes faiblement rémunérés, tandis que celles qui accèdent à des positions professorales ou étudiantes avancées sont souvent perçues comme des étrangères au sein de l'institution. Dans son article *Black Canadian feminist thought: perspectives on equity and diversity in the academy* (2009), Wane souligne que les universitaires noires rencontrent des obstacles importants pour faire publier leurs travaux ou faire entendre leurs voix, sauf lorsqu'elles abordent des sujets qui correspondent aux intérêts du groupe dominant. Ces dynamiques se répercutent nécessairement sur les programmes d'études féminines et de genre, qui peinent encore à refléter pleinement la diversité des expériences et des savoirs féministes au Canada, notamment ceux des communautés autochtones et racialisées.

Enfin, les programmes d'études féminines et de genre ont parfois tendance à perpétuer une distinction persistante entre "études féminines" et "études de genre", notamment dans certains champs comme l'historiographie féministe. Pourtant, plusieurs spécialistes rappellent qu'il n'existe pas de séparation essentielle entre ces approches, qui fonctionnent souvent de manière complémentaire plutôt que contradictoire (Iacovetta & Kealey, 1996). Sangster (1995) rappelle toutefois que l'historiographie féminine est longtemps restée centrée sur la catégorie de « femme », sans toujours intégrer une analyse plus large des relations de genre. Haque (2019) souligne également que les études de genre envisagent l'inégalité non seulement comme un rapport entre les genres, mais aussi comme un ensemble de disparités internes à chaque genre, façonnées par la classe, la sexualité, l'ethnicité, l'âge, le handicap, la nationalité, la religion ou le statut de citoyenneté. Dans cette perspective, les expressions *women's studies* et *men's studies* apparaissent souvent comme problématiques. Pourtant, certain·es défenseur·euses des études

féminines soutiennent que l'expansion des études de genre risque d'invisibiliser les femmes dans l'analyse de la masculinité ou des relations hommes/femmes (Haque, 2019). Cette ambivalence témoigne des défis persistants pour articuler les héritages politiques des études féminines et les approches plus larges des études de genre sans pour autant les opposer les uns aux autres.

Les différentes limites mises en évidence montrent clairement que les programmes d'études féminines et de genre s'inscrivent dans des institutions loin d'être neutres, qui restent encore profondément marquées par des rapports de pouvoir. Comme le rappelle Ahmed dans *Living a Feminist Life* (2017), si ces programmes existent, c'est précisément parce que les universités ne sont pas féministes et qu'elles restent structurées par le sexisme, les inégalités de genre et le harcèlement sexuel. Ils disposent donc d'un potentiel réel à assurer la continuité des luttes féministes. C'est dans cette perspective qu'il importe désormais d'examiner plus attentivement les relations entre les programmes d'études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada, afin de comprendre comment ces espaces académiques peuvent contribuer à nourrir, transformer ou parfois limiter les mobilisations féministes actuelles et futures.

1.4— Pistes de réflexion : relations entre les programmes d'études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada

Comme mentionné plus tôt, les programmes d'études féminines et de genre sont nés de la volonté explicite du mouvement féministe d'étendre la portée de son action en l'inscrivant dans l'enseignement universitaire de manière durable, afin d'y ancrer la pédagogie féministe et les questionnements sur le genre (Lanigan, 2008). Dès leur création, ils ont eu pour vocation de

transmettre les perspectives théoriques et les savoirs féministes, de sensibiliser les étudiant·es aux structures et pratiques patriarcales, et de favoriser l'adoption d'attitudes plus égalitaires. Ils visaient également à motiver et autonomiser les étudiant·es pour les encourager à contribuer à un changement social bénéfique pour l'ensemble des femmes (Naples & Bojar, 2002, cité dans Stake, 2007). À ce titre, les programmes d'études féminines et de genre jouent un rôle essentiel, puisqu'ils dotent les étudiant·es des outils nécessaires pour contester la mise en péril des droits et libertés touchant les différentes réalités des femmes (Gahagan & Zimmerman, 2022).

L'institutionnalisation du mouvement féministe dans le milieu universitaire a aussi permis de rendre visibles les réalités vécues par les femmes dans un autre espace que le cadre personnel ou politique, tout en renforçant les liens entre débats théoriques et recherches empiriques portant sur la diversité des trajectoires et des pratiques des personnes engagées dans l'activisme féministe (Baldwin, 2016). Il existe ainsi une relation solide et indéniable entre ces programmes et le mouvement féministe.

Comme le rappelle O'Neill (2017), les relations entre les universités et les mouvements sociaux constituent un sujet récurrent du débat public depuis que les étudiant·es ont émergé comme acteurs centraux du changement social dans les années 1960. Les recherches sur le mouvement étudiant montrent d'ailleurs que les socialisations universitaire et militante peuvent s'orchestrer de manière productive, même si les conditions permettant une telle synergie demeurent souvent complexes. Les programmes d'études féminines et de genre s'inscrivent pleinement dans cette dynamique, puisqu'ils occupent une position charnière entre les domaines universitaires et militants. C'est dans cette perspective que la relation entre ces programmes et le mouvement féministe sera analysée, afin de mieux comprendre les mécanismes d'interaction entre ces deux milieux. Nous examinerons d'abord les bénéfices associés à la relation entre le mouvement

féministe et les programmes d'études féminines et de genre, notamment en ce qui concerne l'amplification du mouvement et la reconnaissance par le biais de la contribution des programmes d'études. Nous aborderons ensuite les conflits persistants entre ces deux espaces, en particulier l'opposition souvent mise en lumière entre un milieu communautaire perçu comme plus inclusif et accessible, et un milieu académique encore marqué par une image élitiste. Enfin, nous proposerons des pistes de réflexion susceptibles de favoriser une relation plus équilibrée et mutuellement bénéfique entre les programmes d'études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada, dans la mesure où ils poursuivent des objectifs communs visant à mettre fin au sexisme, à l'exploitation sexiste et à l'oppression (hooks, 2015).

1.4.1 – Les bénéfices

L'intégration du féminisme dans le milieu universitaire a constitué un levier majeur d'amplification du mouvement, en offrant un espace où de nouvelles générations d'étudiant·es ont pu découvrir la pensée féministe, lire la théorie et l'utiliser dans leurs explorations académiques. Comme le souligne hooks (2015) : « c'est dans ces cours que beaucoup d'entre nous se sont éveillé·e·s politiquement » (hooks, 2015, traduction libre). Plusieurs recherches menées sur les *Women's and Gender Studies* (WGS) démontrent que ces programmes ont un impact sur l'éveil de conscience des étudiant·es qui deviennent plus attentifs au sexisme et adoptent des attitudes de genre moins traditionnelles (Stake & Rose, 1994). De plus, dans une enquête nationale menée sur 32 campus américains, les étudiant·es en WGS manifestaient davantage d'égalitarisme et une conscience accrue du sexisme que les groupes témoins (Stake et Hoffmann, 2001, cité dans Stake, 2007). Une étude longitudinale sur quatre ans a révélé une diminution plus marquée du traditionalisme des rôles de genre chez les étudiant·es ayant suivi des cours en WGS (Bryant, 2003, cité dans Stake, 2007). D'autres travaux ont montré une baisse

de manifestations de sexisme après un cours de psychologie des femmes (Katz et al., 2004, cité dans Stake, 2007). Les étudiant.e.s ayant suivi des cours en WGS exprimaient également une croyance plus forte dans la valeur de l'action féministe collective (Liss et al., 2004, cité dans Stake, 2007) et progressaient vers des formes d'identité féministe valorisant l'activisme (Bargad et Hyde, 1991, cité dans Stake, 2007). Enfin, les étudiant·es, développaient une intention accrue de participer à l'activisme féministe ainsi qu'une augmentation de comportements activistes, contrairement aux groupes témoins (Stake et Hoffmann, 2001, cité dans Stake, 2007). Les études féminines et de genre ne se limitent donc pas uniquement à un corpus théorique, elles viennent également façonner la vie militante, amicale et intime des étudiant·es, contribuant ainsi à nourrir la forme que prend leur engagement. Fourment (2022) montre d'ailleurs que l'université constitue un espace central dans la socialisation politique des féministes libertaires qu'elle étudie. Loin de se limiter à un rôle d'accompagnement, elle consolide des dispositions militantes déjà présentes dans la sphère familiale et crée des conditions favorables à l'engagement libertaire, que ce soit par les cultures militantes propres aux campus ou par la flexibilité organisationnelle du système universitaire, qui permet de dégager du temps pour militer. L'université ne se contente donc pas de soutenir l'engagement féministe, elle devient un lieu de formation et de structuration qui participe pleinement à la configuration des trajectoires militantes.

Les programmes d'études féminines et de genre sont également souvent portés par des personnes qui se revendiquent féministes ou qui entretiennent un attachement profond aux valeurs du mouvement. Ceci s'explique en partie par l'histoire même de ces programmes, souvent liés à l'engagement de féministes issues des luttes pour les droits civiques, les droits des personnes homosexuelles ou les premiers mouvements féministes. Comme le rappelle hooks, nombre de

celles qui ont introduit les premiers cours en études féministes dans les collèges et universités n'avaient pas de doctorat, entraient dans les institutions universitaires avec des salaires plus bas et des charges de travail plus lourdes, mais considéraient leur engagement comme une action politique essentielle, au point d'être prêtes à faire des sacrifices pour créer une base académique au mouvement (hooks, 2015). Cette dimension militante se prolonge aujourd'hui dans les parcours des étudiant·es qui, grâce à leur formation, acquièrent des compétences analytiques et politiques essentielles. Ces personnes sont ensuite en mesure d'appliquer leurs connaissances pour influencer, formuler et mettre en œuvre des politiques sensibles au genre dans les ministères et agences du gouvernement canadien, les think tanks, les ONG ou d'autres espaces d'influence (Tiessen & Okoli, 2022). L'expansion de l'expertise en études féministes et de genre a favorisé le développement de réseaux d'activistes, de décideur·ses et de praticien·nes informé·es, stratégiquement positionné·es pour faire avancer l'agenda féministe dans les espaces politiques pertinents. Au cours des dernières décennies, les efforts soutenus d'un nombre croissant de chercheur·ses et d'expert·es hautement qualifié·es ont permis à de nombreux diplômé·es de soutenir les priorités féministes, l'égalité des genres et l'ACS+ dans la fonction publique, la société civile et d'autres secteurs professionnels (Tiessen & Okoli, 2022). De ce fait, l'imbrication entre socialisation universitaire et militante liés aux programmes d'études et de genre offre un potentiel de politisation qui ne se retrouve pas dans les autres contextes d'études (Fourment, 2022).

Enfin, les études féminines et de genre sont devenues un nouvel espace où les femmes peuvent être informées de la pensée et de la théorie féministes, en toute complémentarité avec les milieux politiques, personnels ou même activistes. Le milieu communautaire, notamment, se retrouve souvent limité par un manque de ressources ou par les contraintes imposées par les bailleurs de

fonds et les décideurs politiques. Comme le souligne Gelb (1995), les organisations militantes doivent constamment trouver un équilibre entre leur volonté de produire du changement et la nécessité de répondre aux attentes de leurs alliés institutionnels, ce qui les pousse parfois à modérer leurs tactiques. Les études féministes, en revanche, permettent de développer des outils conceptuels puissants pour analyser les expériences vécues et poser des questions qui placent les femmes et les personnes marginalisées au centre de l'analyse. Parmi les concepts clés mobilisés figurent le genre, le patriarcat, la masculinité, la féminité, l'égalité, l'équité, la sexualité, le pouvoir et l'autonomisation (Bromley, 2012). Ces programmes deviennent ainsi un espace où l'on peut revendiquer son féminisme tout autant que par un engagement militant traduit dans un espace communautaire ou politique. Selon de nombreuses jeunes femmes féministes, qui s'identifient comme telles, interprètent le fait de suivre des cours en études féministes comme une forme d'engagement parmi tant d'autres (Lanigan, 2008). Ainsi, comme le souligne Hamilton (2005), à l'image d'un lieu de travail, d'un comptoir de cuisine ou d'un bar, la salle de classe peut également devenir un champ de bataille potentiel.

À travers ces exemples, il apparaît que les programmes d'études féminines et de genre jouent un rôle déterminant dans les transformations sociétales en faveur de l'égalité des genres. Les théories féministes entretiennent un lien historique profond avec les mouvements des femmes : elles émergent des expériences concrètes des individus et de la compréhension qu'ils et elles ont de leur propre vie (Hamilton, 2003). Toutefois, malgré les nombreux bénéfices qu'ils apportent au mouvement, ces programmes restent également confrontés à certains obstacles qui continuent d'en limiter la portée.

1.4.2 – Les conflits persistants

Bien que le féminisme de terrain et le milieu académique produisent chacun des formes de savoir destinées à nourrir le mouvement féministe, les connaissances issues de l'un ne sont pas systématiquement reconnues par l'autre. Ainsi, une séparation persiste entre ces deux espaces pourtant essentiels, chacun à leur manière, à l'avancement du mouvement féministe. Selon Mansbridge (1995), de nombreuses militantes décrivent avoir vécu un processus personnel de transformation au cours duquel elles « devenaient » progressivement féministes, à mesure que la « théorie féministe de rue » éclairait leur propre expérience et qu'elles s'appropriaient ces idées, parfois au prix de risques ou de coûts personnels. Or, ce féminisme fondé sur l'expérience vécue n'est pas toujours reconnu à sa juste valeur par le champ universitaire. Fourment (2022) soutient ainsi qu'un féminisme enraciné dans l'expérience peut s'opposer à un féminisme institutionnalisé, lui-même souvent critiqué par les militantes, ce qui donne lieu à une dualité entre un « féminisme de la chaire » et un « féminisme de la rue ». Les critiques adressées aux universitaires portent notamment sur un sentiment d'exclusion, lié à la maîtrise d'un langage spécialisé dans un espace où la norme est d'avoir fait des études, ainsi que sur un sentiment d'illégitimité ressenti par les féministes dont la parole peine à être reconnue au même titre que celle de titulaires de masters ou de doctorats. Fourment évoque l'exemple des zines pour montrer comment les espaces libertaires ont cherché à affirmer leur autonomie face aux hiérarchies produites par l'université. Selon elle, les zines matérialisent une volonté d'autonomisation du féminisme libertaire à l'égard du milieu académique de plusieurs façons. D'abord, ils se distinguent des textes universitaires par une production qui ne suit pas les logiques académiques. L'éclectisme représenté par les zines revendique également un refus de l'élitisme souvent associé au savoir universitaire. Enfin, ils illustrent la capacité des militantes à mobiliser des schèmes

théoriques dans leur quotidien, souvent sans en avoir pleinement conscience. Ces initiatives propres à une théorie féministe dite « de rue » visent ainsi à contrer le risque que la pensée féministe se retrouve confinée dans un « ghetto académique » qui affaiblirait ses liens avec les réalités sociales et limiterait sa capacité à susciter une mobilisation plus large (hooks, 2015).

Certaines analyses soutiennent également que l'université constitue une institution trop hétérogène pour produire un véritable effet socialisateur. Pour illustrer cette idée, Fourment (2022) fait notamment référence aux travaux de Bourdieu et Passeron (Les Héritiers, 1964), selon lesquels le rapport aux études reflète avant tout l'origine sociale des étudiant·es. Par ailleurs, comme l'affirme hooks (2015), bien avant l'apparition de programmes d'études féminines et de genre, les groupes de conscientisation du mouvement féministe rassemblaient des femmes issues de milieux très divers, qu'elles soient femmes au foyer, travailleuses dans des emplois de service, ou même professionnelles de haut niveau, bien loin de l'élitisme prévalent au niveau de l'université qui reste un espace marqué par le privilège de classe. Le transfert de l'engagement des groupes de conscientisation au profit des salles de classe en études féminines et de genre, a ainsi contribué à réduire le potentiel de mobilisation de masse du féminisme. Fourment (2022) souligne également que la mesure de l'engagement des étudiant.e.s au sein de ces programmes dépend de nombreux facteurs, que ce soit la taille de l'institution, l'accessibilité administrative, l'importance des cours magistraux, l'historique institutionnel, et l'implantation géographique. Tous ces facteurs sont donc à prendre en compte pour mesurer l'implication sociale des étudiant·es au niveau académique.

L'institutionnalisation du féminisme dans un environnement universitaire canadien largement influencé par une idéologie néolibérale centrée sur une universalisation du savoir masculin

(Ahmed, 2014 ; James & Chapman-Nyaho, 2017) apparaît d'autant plus problématique qu'elle limite le potentiel des programmes d'études féminines et de genre à produire une véritable transformation sociale au bénéfice du mouvement féministe. Comme le souligne Ahmed, les études féminines et de genre, en tant que projet intellectuel, ne peuvent être considérées comme achevées tant que les universités continuent de fonctionner selon des normes et des structures façonnées par des savoirs centrés sur les hommes. Il n'est donc pas étonnant que ces programmes reposent sur des bases fragiles, puisque leur développement se situe dans un environnement qui doit simultanément être transformé par ce même champ d'études, la finalité des études féminines et de genre étant précisément de modifier le terrain même sur lequel elles se déploient (Ahmed, 2014).

Enfin, plusieurs critiques adressées aux programmes d'études féminines et de genre soulignent qu'ils auraient fini par perdre en assurance et en orientation (Haque, 2019). Cet affaiblissement rejoint l'idée, évoquée plus tôt, selon laquelle le féminisme serait sous le coup d'un mouvement postféministe qui suggère que les principaux enjeux représentés par le mouvement seraient résolus et que celui-ci n'aurait donc plus raison d'être. Dans ce contexte, les études féminines et de genre ont connu des transformations profondes, ayant parfois mené à la disparition de certains programmes, ce qui nourrit un sentiment d'abandon chez certaines féministes qui se décrivent comme les « dernières survivantes » appelées à renouveler leur engagement envers les principes féministes. (Cossman, Danielsen, Halley, & Higgins, 2003).

Parallèlement, l'intégration du féminisme dans l'institution universitaire s'est accompagnée de la création de postes prestigieux, ouvrant parfois la voie à des formes d'opportunisme professionnel au détriment de l'engagement militant qui animait initialement le mouvement. hooks souligne

que l'institutionnalisation des études féministes a généré de nouveaux postes, tant dans le milieu universitaire que dans celui de l'édition, favorisant l'émergence de trajectoires professionnelles où certaines femmes, jusque-là peu impliquées dans des luttes féministes de masse, ont adopté le langage et les codes du féminisme lorsque cela servait leur mobilité sociale ou professionnelle (hooks, 2015). De plus, la plupart des universités encouragent une culture où prospèrent les personnes qui s'alignent aux logiques de régimes néolibéraux de gouvernance, devenant ainsi redevables aux intérêts corporatifs et aux impératifs de carrière (Giroux, 2002). Dans ce cadre, le risque d'opportunisme carriériste au sein des programmes d'études féministes et de genre peut devenir problématique, surtout face à la fragilité précaire de ces programmes. En effet, un engagement limité ou instrumentalisé pourrait empêcher certaines personnes de défendre pleinement la légitimité des programmes d'études féminines et de genre contre les compressions budgétaires ou de maintenir leur potentiel pouvoir de transformation sociale. C'est pourquoi, dans un tel contexte, il apparaît essentiel que les personnes impliquées dans ces programmes envisagent leur enseignement comme une composante intégrale de l'activisme féministe (Wånggren & Sellberg, 2012).

Bien que les programmes d'études féminines et de genre aient le potentiel de soutenir et d'amplifier la portée du mouvement féministe, les tensions entre l'activisme de terrain et le milieu universitaire continuent de fragiliser les intérêts du mouvement dans son ensemble. À cela s'ajoutent d'autres facteurs, notamment le degré d'engagement des personnes qui y travaillent ainsi que la capacité des étudiant·es à s'impliquer ou non dans une participation sociale, laquelle dépend elle-même de multiples conditions. En effet, les avancées vers un plus grand égalitarisme de genre et une sensibilisation accrue au sexisme ne suffisent pas toujours à encourager l'action

collective lorsque les étudiant·es se sentent impuissant·es à produire un changement réel (Kenway et Modra 1992 ; Rinehart 2002, cité dans Stake 2007). Dans cette perspective, il devient nécessaire d'examiner des pistes permettant de concevoir une relation plus constructive et véritablement bénéfique entre les programmes d'études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada.

1.4.3 – Pour une relation plus gagnante entre les programmes d'études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada – Pistes de réflexion

Tout d'abord, une première réflexion viserait à renforcer la relation entre les programmes d'études féminines et de genre et l'activisme dit de terrain en repensant la manière dont ces programmes peuvent contribuer davantage à l'héritage militant qui les a fait émerger. Cette approche impliquerait notamment de transformer les espaces pédagogiques afin de mieux y intégrer la pluralité des expériences issues du terrain, au-delà du seul savoir académique, et de permettre ainsi une contribution plus directe au mouvement féministe dans son ensemble. Une telle démarche pourrait passer par une « reformulation du modèle du savoir-comme-capital-accumulé de l'éducation » (Mohanty, 1989), mais aussi par la mise en place d'un véritable engagement réciproque entre étudiant·es et enseignant·es. Selon hooks, un environnement d'apprentissage fondé sur la réciprocité exige « une reconnaissance continue que chacun influence la dynamique de la classe, que chacun y contribue » (hooks, 1994).

Dans cette perspective, le microcosme informel qui gravite autour des programmes d'études féminines et de genre, que ce soit par le biais de groupes étudiants engagés, d'initiatives communautaires, ou encore d'activités militantes hors salle de classe, pourrait constituer une

ressource précieuse s'il était pleinement reconnu par les institutions universitaires. En effet, les études féministes et de genre sont souvent liées de manière intrinsèque à la vie militante, amicale et intime des étudiant.e.s (Fourment, 2022). Une reconnaissance des apports de l'activisme de terrain favoriserait une meilleure circulation des idées féministes au sein du milieu académique et éviterait de réduire ces programmes à leur seule production de savoirs théoriques.

Il est important de rappeler que ces programmes sont eux-mêmes nés de l'engagement de féministes qui ont rapidement compris la nécessité d'intégrer les questions relatives à la condition des femmes et au genre dans les espaces universitaires. Le féminisme de la deuxième vague a d'ailleurs mis en lumière la manière dont les inégalités de genre avaient été effacées des disciplines académiques, révélant l'ampleur de la négligence des rôles et identités des femmes avant les années 1970 (Haque, 2019). Pour renouer avec cet héritage, il est essentiel de ne pas négliger tout ce qui, autour des programmes, continue d'alimenter la pensée féministe.

Il est également essentiel que les programmes d'études féminines et de genre parviennent à refléter l'intersectionnalité des trajectoires humaines issues du milieu communautaire, plutôt que de reproduire les limitations systémiques souvent présentes dans le monde académique puisque, comme le soulignent Wånggren et Sellberg (2012), l'intersectionnalité est cruciale pour tout projet féministe. Dans cette optique, hooks rappelle que les féministes ne peuvent se limiter à promouvoir l'égalité entre les sexes : elles doivent aussi « examiner les systèmes de domination et notre rôle dans leur maintien et leur perpétuation » ainsi que « l'interconnexion des oppressions de sexe, de race et de classe » (hooks, 1983, traduction libre).

Les programmes d'études féminines et de genre constituent une composante essentielle de la complexité du mouvement féministe, puisqu'ils contribuent à en consolider la légitimité par la

production de recherches, l'élaboration de cadres théoriques et la constitution de savoirs empiriques, évitant ainsi que le féminisme soit réduit à une simple idéologie dépourvue de fondements. Comme le souligne Debbie Lunny (2006), si ni les visions académiques ni les visions militantes du féminisme transnational ne détiennent seules toutes les réponses, leur synergie permet de combiner un travail pratique concret et la critique nécessaire de ce travail. Cette articulation entre la théorie et l'action est également au cœur de ce que Ketchum et Van Dam (2021) identifient comme la force des études féministes, à savoir leur capacité à renforcer le lien entre production de savoir et activisme.

Dans un contexte où de plus en plus de personnes s'identifient comme féministes au Canada (2022), ces programmes ont ainsi un rôle à jouer pour contribuer à consolider cette identité en offrant des connaissances, des outils conceptuels et une compréhension approfondie du mouvement. En effet, étant donné que le milieu universitaire forme les chercheur·e·s, les professeur·e·s et potentiellement les activistes de demain, il est donc important que les étudiant·e·s de ces programmes participent à l'évolution et au rayonnement du féminisme. Cette dimension académique est d'autant plus cruciale qu'elle permet de contrer les discours antiféministes et les mouvements anti-genre, souvent composés de personnes religieuses, ou issues des mouvements conservateurs et right-wing qui résument les théories féministes et de genre à une idéologie opposée à une prétendue « vérité naturelle » pour en décrédibiliser la légitimité (Butler, 2025). Selon Bromley (2012), une épistémologie féministe qui renforce simultanément le fait de connaître et d'agir en tant que féministe peut offrir aux étudiant·e·s les ressources nécessaires pour mieux comprendre le mouvement et davantage assumer leur auto-identification féministe, surtout chez des personnes qui doutent de leur légitimité à s'associer au mouvement. En effet, en analysant la malléabilité des identités féministes au sein

de la troisième vague, Baumgardner et Richards (2003) ont constaté que de nombreuses jeunes féministes rencontrées lors de conférences universitaires exprimaient un sentiment d'insécurité vis-à-vis de l'identité féministe, et notamment l'impression de ne pas être « assez » féministes ou de ne rien avoir de nouveau à apporter, en comparaison avec les militantes de la deuxième vague qu'elles perçoivent comme les « vraies » féministes (Baumgardner & Richards, 2003, cité par Lanigan, 2008). Les programmes d'études féminines et de genre pourraient jouer un rôle déterminant pour répondre à ce manque de légitimité perçue, en rappelant que le féminisme est à la fois une théorie et une pratique visant à mettre fin au sexisme et aux systèmes d'oppression, et qu'il est intrinsèquement lié à la justice sociale et au changement collectif.

Grâce aux programmes d'études féminines et de genre, l'université ne se contente donc pas de susciter ou de renforcer l'engagement des personnes militantes, mais elle contribue aussi à façonner leur conception du féminisme. On observe alors non pas une relation de dépendance, mais une véritable imbrication entre socialisations militante et universitaire (Fourment, 2022).

Une dernière réflexion amènerait enfin à remettre en question la manière dont les programmes d'études féminines et de genre pourraient pleinement assumer leur rôle d'agents de changement au sein des universités afin que celles-ci deviennent des espaces plus représentatifs des valeurs illustrées par le mouvement féministe. Ce changement induirait notamment de renforcer l'engagement déjà établi des enseignant·es de ces programmes, qui s'efforcent de relier les savoirs produits dans le cadre universitaire aux mouvements politiques œuvrant pour le changement social (Naples et Bojar 2002 ; Rinehart 2002 ; Stake et Hoffmann 2000, cité dans Stake, 2007). Pour ces enseignant·es, il est essentiel d'encourager la population étudiante à s'impliquer dans l'activisme, car elle constitue généralement le groupe le plus susceptible de

participer à des formes d'engagement féministe ou à d'autres mobilisations sociales (Kaysen et Stake 2001 ; Sherkat et Blocker 1994, cité dans Stake, 2007).

Pour y parvenir, Lunny (2006) propose la valorisation d'une « pédagogie de l'activisme » qui permettrait de cartographier les rapports de pouvoir entre femmes et les formes de complicité avec les systèmes de domination, deux objectifs centraux de la théorie féministe transnationale. Cette pédagogie aide à reconnaître les processus de (dés)apprentissage qui se produisent à travers l'activisme et à rendre visibles les manifestations d'impérialisme, d'ethnocentrisme ou d'autres systèmes de pouvoir dans les espaces féministes transnationaux. Comprendre cette pédagogie de l'activisme ouvrirait la voie à une auto-réflexivité pertinente pour les mouvements et à des formes d'organisation plus équitables en faveur du changement social (Lunny, 2006).

Dans la même perspective, Karlyn (2003) insiste sur l'importance, pour les féministes universitaires, de reconnaître le rôle central de la culture populaire dans la vie des jeunes femmes des vagues actuelles de féminisme. Bien que souvent dévalorisée dans le milieu académique, la culture populaire constitue un espace clé pour déconstruire les représentations genrées et comprendre les réalités vécues par les jeunes féministes (Karlyn, 2003, cité dans Lanigan, 2008).

Carr (2013) suggère ainsi de mieux reconnaître certains mouvements situés en marge de la société dominante, comme le mouvement SlutWalk pour offrir aux chercheur·e·s l'occasion d'appliquer les théories féministes à une nouvelle forme d'activisme féministe transnational.

Intégrer davantage ces dimensions culturelles dans l'enseignement permettrait d'élargir la portée du féminisme et de renforcer sa pertinence auprès des nouvelles générations.

Comme le rappelle hooks, l'enseignement représente une dimension essentielle de la profession universitaire, et c'est précisément cet espace qui offre le plus « d'espace pour le changement, l'invention, les déplacements spontanés » (hooks, 1994). Les programmes d'études féminines et

de genre peuvent ainsi influencer la culture du campus et provoquer des transformations structurelles au sein des universités.

En tant que branche académique du mouvement féministe, les études féministes avaient pour mission de transmettre les perspectives théoriques et les savoirs féministes grâce à la puissance d'une pédagogie critique. Elles visaient à éclairer les étudiant·es sur les structures et pratiques patriarcales, à promouvoir des attitudes plus égalitaires et à offrir des expériences transformatrices susceptibles de motiver et d'autonomiser les étudiant·es dans leur engagement pour le changement social (Bojar & Naples, 2002, cité dans Stake, 2007). Il est donc crucial de renforcer davantage cette logique de « *win-win* » entre milieu académique et militant. Cela implique également de réattribuer à ces programmes leur vocation première, à savoir être des lieux d'éducation critique, et non de simples instruments de prospérité économique ou des agences de préparation à l'emploi (Collini, 2010, cité dans Wånggren et Sellberg, 2012).

Au terme de la revue de littérature présentée dans les sections précédentes, il ressort que les études féminines et de genre occupent une position ambivalente au sein du paysage féministe. Elles constituent un espace incontournable de production théorique tout en perpétuant certaines tensions liées à l'institutionnalisation du mouvement. Ces constats mettent en évidence la nécessité d'examiner plus finement la manière dont les programmes d'études féminines et de genre influencent les dynamiques militantes, les formes d'engagement et la diffusion des savoirs féministes. C'est dans cette perspective qu'une approche méthodologique fondée sur l'étude de cas a été priorisée dans le cadre de ce mémoire, afin de mener une analyse approfondie des enjeux identifiés et tenter d'apporter des éléments de réponse aux pistes de réflexion

précédemment mises en avant. Les détails relatifs à la démarche méthodologique seront développés de manière approfondie au cours de la section suivante.

Partie 2 – Méthodologie

Comme évoqué précédemment, McCabe (2005) a souligné l'importance d'examiner plus finement l'impact des institutions, et en particulier des programmes d'études féminines et de genre, sur l'auto-identification féministe et sur la relation entre attitudes et identification. Cette recommandation s'appuie notamment sur des travaux montrant l'influence de ces programmes sur les attitudes des jeunes femmes envers le féminisme (Aronson, 2003, cité dans McCabe, 2005). McCabe insiste également sur la nécessité d'étudier l'auto-identification féministe, ainsi que les attitudes et comportements associés, au sein de populations diversifiées.

Stake (2007) indique pour sa part que, malgré l'importance accordée historiquement à l'orientation activiste des programmes d'études féminines et de genre, peu de recherches empiriques permettent de comprendre les facteurs favorisant un activisme féministe accru par leur intermédiaire. Selon elle, évaluer le rôle de l'identité féministe dans l'engagement nécessite des travaux intégrant simultanément des mesures d'attitudes et d'identité féministes.

C'est précisément pour combler ce besoin identifié de données empiriques qu'a été menée l'étude de cas décrite dans les prochaines sections de ce mémoire. Elle visait à mieux comprendre le potentiel des programmes d'études féminines et sur le genre pour répondre aux réflexions soulevées dans la revue de littérature présentée, et notamment leur capacité à influencer l'auto-identification féministe, à encourager l'engagement des étudiant·es et des personnes travaillant dans ces programmes, et à confirmer les limites institutionnelles identifiées précédemment. L'objectif était ainsi d'apporter des éléments de réponse concrets aux questions soulevées par les travaux existants et de contribuer à une meilleure compréhension de la manière

dont les programmes d'études féminines et de genre peuvent participer, de façon tangible, à la pérennité et au dynamisme du mouvement féministe.

Une approche méthodologique fondée sur l'étude de cas a donc été retenue, combinant une analyse qualitative et quantitative de données issues d'une veille documentaire effectuée sur les programmes d'études féminines et de genre dans les universités et collèges de Colombie-Britannique, ainsi que d'une série d'entretiens semi-dirigés auprès des personnes en lien avec ces programmes. Cette démarche a ainsi permis d'explorer en profondeur un contexte donné et d'apporter des éléments de réponse aux questions soulevées par la littérature, notamment :

- Les programmes d'études féminines et de genre renouvellent-ils le mouvement féministe en introduisant de nouvelles perspectives théoriques et pratiques, ou contribuent-ils plutôt à une uniformisation des discours en s'éloignant des dynamiques militantes ?
- L'élitisme associé au milieu universitaire limite-t-il l'accès au féminisme institutionnalisé, en raison de barrières financières, académiques ou sociales ?
- Quel rôle les milieux universitaires et collégiaux jouent-ils dans la diffusion et l'évolution du féminisme, à travers leurs espaces communautaires, leurs activités culturelles, l'engagement de la population étudiante, du corps professoral et des équipes de recherche, ainsi que les politiques publiques qui orientent leurs priorités ?

En mobilisant ces questions comme fil conducteur, la recherche menée visait à mieux évaluer dans quelle mesure les programmes d'études féminines et de genre contribuent à façonner ou à redéfinir l'identité, la portée et l'ancrage social du féminisme au Canada.

2.1- Choix de méthodologie

Conformément à la définition mise en avant sur le site web de l'Université Laval, l'étude de cas constitue « une méthode d'enseignement-apprentissage qui consiste à utiliser une situation réelle ou proche de la réalité dans une optique de résolution de problèmes » ²⁶ (Legendre, 2005 dans *Étude de cas – Enseigner à l'Université Laval*). Elle permet d'exposer la complexité des situations authentiques et de consolider les liens entre théorie et pratique. Selon Eisenhardt (1989), l'étude de cas est une stratégie de recherche qui vise à comprendre les dynamiques présentes au sein d'un même contexte et qui favorise l'émergence de catégories théoriques à partir du vécu des acteurs tout en permettant, par la combinaison de preuves qualitatives et quantitatives, de confronter ces catégories à des indicateurs mesurables (Eisenhardt, 1989). Dans le cadre de la présente recherche, le recours à l'étude de cas a été privilégié pour vérifier l'existence d'une corrélation significative entre les programmes d'études féminines et de genre et le mouvement féministe dans un contexte donné, mais aussi pour expliciter les mécanismes par lesquels cette corrélation se construit et se maintient. L'objectif n'était pas seulement d'identifier une relation statistique, mais surtout de comprendre le « pourquoi » et le « comment » de cette relation, afin de confronter et d'affiner les pistes théoriques dégagées dans la partie conceptuelle de l'étude. L'étude de cas permet ainsi d'évaluer les caractéristiques d'un phénomène social à une échelle adaptée au contexte étudié et d'envisager ensuite la transférabilité des constats à d'autres situations, grâce à sa capacité de contextualisation et d'approfondissement (Bapes Ba Bapes, 2023).

Enfin, l'étude de cas s'est imposée comme la méthode la plus pertinente pour appréhender le rôle des programmes en études féminines et de genre au sein du contexte canadien, en tenant compte

²⁶ [Étude de cas | Enseigner | Université Laval](#)

des spécificités géographiques, économiques et sociales propres à la Colombie-Britannique. Ce cadre méthodologique offre la possibilité d'éclairer une constellation de réalités locales et d'en dégager des enseignements pertinents pour comprendre, à l'échelle locale et provinciale, les dynamiques du mouvement féministe.

L'étude de cas réalisée porte sur les huit principaux programmes en études féminines et de genre offerts dans les universités et collèges de la Colombie-Britannique. Le corpus analytique rassemble d'une part des données quantitatives issues d'une veille documentaire menée sur les sites web institutionnels, enrichies par les données dérivées provenant de rapports annuels et de rapports statistiques produits par le *Ministry of Post-secondary Education & Future Skill*. Le corpus inclut d'autre part des données empiriques recueillies au moyen d'entrevues semi-dirigées auprès de personnes directement impliquées dans ces programmes (étudiant·e·s, enseignant·e·s, coordonnateur·rice·s, personnel de recherche).

Dans cette recherche, l'étude de cas est mobilisée comme une stratégie inductive permettant de collecter et d'analyser des données ancrées dans le vécu des acteurs (Bapes Ba Bapes, 2023).

L'intégration de témoignages personnels était essentielle pour saisir la manière dont les expériences individuelles façonnent les relations des personnes au mouvement féministe dans le contexte académique. La combinaison de données quantitatives et qualitatives contribue par ailleurs à limiter les interprétations biaisées pouvant découler d'impressions qualitatives isolées; alors que les données qualitatives jouent un rôle central pour comprendre la logique ou la théorie sous-jacente aux relations mises en évidence par les données quantitatives, ou encore pour faire émerger des pistes théoriques susceptibles d'être ensuite consolidées par un appui quantitatif (Eisenhardt, 1989).

La collecte et l'analyse ont été menées de façon itérative. L'analyse thématique préliminaire des entretiens a guidé les relances et l'affinage des guides d'entretien, tandis que les éléments quantitatifs ont servi à repérer des tendances pour guider les interprétations qualitatives. Sur le plan analytique, la démarche a mobilisé des techniques de triangulation des données qualitatives et quantitatives, ainsi que des analyses descriptives pour les données chiffrées afin d'identifier des convergences, des divergences et des motifs saillants entre programmes.

Pour assurer la validité et la fiabilité de cette recherche, une attention particulière a été portée à une recension approfondie des écrits, permettant de situer précisément le contexte de l'étude et de formuler des hypothèses susceptibles d'être confrontées empiriquement au cours du processus méthodologique. Cette démarche visait à maintenir une cohérence solide entre les cadres théoriques mobilisés et les données recueillies sur le terrain. Il importe toutefois de reconnaître les limites inhérentes à cette étude, notamment un biais de sélection lié au taux de réponse inégal entre les différentes institutions, ainsi que la difficulté d'accéder à certaines données quantitatives du milieu académique pour des raisons de protection des renseignements.

Des mesures éthiques strictes ont été appliquées tout au long du projet, incluant l'obtention d'un consentement éclairé lors des entrevues semi-dirigées, l'anonymisation systématique des données, un stockage sécurisé des informations et le respect des protocoles institutionnels en matière d'éthique de la recherche.

Les conclusions présentées sont ainsi considérées comme valables et représentatives pour le cadre spécifique de cette étude de cas, tout en reconnaissant que leur généralisation à d'autres provinces nécessiterait des analyses comparatives supplémentaires. Comme le souligne Eisenhardt (1989), chaque cas peut être envisagé comme une expérience, et l'étude de plusieurs

cas équivaut à multiplier ces expériences. Les hypothèses et constats issus de cette recherche restent donc pertinents pour le contexte britanno-colombien, mais il est probable que des résultats différents émergent dans d'autres provinces ou territoires en raison de variations sociologiques, géographiques et économiques, même si certaines similitudes pourraient également se dégager.

Ainsi, la complémentarité entre données quantitatives et qualitatives, centrée sur la réalité britanno-colombienne, ouvre la voie à des mises en perspective avec d'autres études de cas menées ailleurs au Canada. De telles comparaisons permettraient d'identifier des convergences ou des divergences liées aux contextes propres à chaque région.

2.2 – Collecte de données quantitatives primaires et secondaires

L'analyse de données quantitatives visait à produire un portrait comparatif suffisamment solide pour mettre en lumière la capacité des programmes en études féminines et de genre à nourrir et soutenir le mouvement féministe sous toutes ses formes. Pour atteindre cet objectif, une démarche combinant données primaires et données secondaires a été adoptée, organisée autour d'une revue systématique des sources documentaires et d'une grille d'analyse conçue pour les besoins de cette étude de cas. Plus spécifiquement, la phase de collecte de données primaires a consisté en une exploration détaillée des pages web institutionnelles des programmes identifiés en Colombie-Britannique.

Sur une période de trois mois, les sites Internet consacrés aux programmes en études féminines et de genre à travers la province ont été analysés. Nous en avons tiré des informations clés, telles que le type de diplôme offert, le nombre de cours offerts, les thématiques récurrentes étudiées,

l'historique du programme, les activités de recherche et les publications associées, les effectifs disponibles, les débouchés professionnels, ainsi que la réputation et le rayonnement de l'établissement. Cette démarche visait à établir un portrait comparatif aussi fidèle que possible des programmes offerts dans les universités et collèges de Colombie-Britannique, afin d'évaluer leur capacité à contribuer au mouvement féministe.

L'analyse a porté sur plusieurs dimensions. D'une part, l'examen des cours et de la production de savoirs académiques a permis d'apprécier la manière dont ces programmes s'inscrivent dans les enjeux actuels du mouvement féministe. D'autre part, une attention particulière a été accordée à l'historique de chaque programme, afin d'identifier la vague féministe dans laquelle s'inscrit sa création, de repérer les tendances ayant pu influencer son développement et d'évaluer sa longévité.

Les effectifs associés aux programmes ont également été étudiés pour obtenir un aperçu global de leur poids en termes de données chiffrées. Toutefois, en raison de l'impossibilité d'accéder à des données précises pour chaque programme, les chiffres disponibles se rapportent parfois à la population étudiante de certaines facultés plutôt qu'à des effectifs strictement liés aux programmes.

Nous avons aussi examiné le programme et les débouchés proposés, en ce qui concerne les perspectives professionnelles et les types de diplômes offerts. L'objectif était d'évaluer dans quelle mesure ces formations permettent aux étudiant·e·s de consolider les compétences et l'engagement féministe acquis durant leurs études, que ce soit dans leur parcours professionnel ou à travers des formes d'engagement en dehors du cadre académique.

Enfin, l'analyse a intégré des données relatives au milieu académique lui-même, notamment la réputation et le potentiel de rayonnement des établissements concernés. Il s'agissait de

comprendre dans quel contexte institutionnel s’inscrivent les programmes d’études féminines et de genre, et dans quelle mesure ce contexte peut soutenir ou au contraire limiter leur développement. En effet, il est essentiel de ne pas se limiter au programme en tant que tel, mais de considérer également l’environnement académique dans lequel il évolue.

Au total, huit programmes ont été analysés, dont six programmes universitaires et deux programmes collégiaux. La sélection s’est concentrée sur les établissements proposant un programme spécifiquement dédié en études féminines ou de genre, et non uniquement des cours isolés. L’ensemble des données primaires a été consigné dans une grille d’analyse élaborée pour l’occasion, ce qui a permis d’homogénéiser la collecte et de faciliter les comparaisons entre les différents programmes. Les données secondaires ont été mobilisées pour corroborer ou compléter les données primaires. Des rapports annuels des établissements ciblés et des données institutionnelles issues du *Ministry of Post-Secondary Education & Future Skills* ont été consultés pour vérifier et compléter les informations extraites des sites web, notamment lorsque les chiffres par programme n’étaient pas disponibles, permettant d’atténuer certaines lacunes liées à la variabilité annuelle des offres de cours et d’apporter un contexte institutionnel et, lorsque possible, une dimension longitudinale aux observations émises.

Les limites méthodologiques liées à la collecte de données primaires et secondaires ont été prises en compte lors de l’interprétation des résultats, et notamment le risque d’obsolescence exposé par Wickham (2019) dans son article *Secondary Analysis Research*. En effet, les contenus de cours et les effectifs peuvent évoluer d’une année sur l’autre, et certaines données chiffrées n’étaient disponibles qu’à un niveau généralisé à l’échelle de l’établissement et non du

programme, réduisant la précision des comparaisons entreprises. Pour atténuer ce risque, les données ont été réactualisées lors de l'analyse pour maintenir un niveau de pertinence le plus élevé possible. Enfin, la collecte quantitative a été conçue pour s'articuler étroitement avec la phase qualitative d'entretiens. Les données chiffrées permettent ainsi de fournir un cadre de référence pour ensuite analyser les tendances relevées dans les discours des répondant·e·s et d'orienter l'analyse qualitative vers les points de convergence ou de divergence les plus signifiants. Cette approche prépare le terrain pour l'analyse et l'interprétation des données issues des entretiens et la mise en perspective critique des résultats. Le chapitre suivant mobilisera ces éléments pour évaluer, de manière intégrée, la capacité des programmes étudiés à contribuer aux enjeux féministes contemporains, en combinant données chiffrées et témoignages qualitatifs.

2.3 - Entrevues semi-dirigées

L'entretien semi-dirigé, tel que le définit Pin (2023), permet non seulement de recueillir des informations, mais aussi de saisir la manière dont une personne comprend son propre vécu et le monde qui l'entoure. Cette dimension compréhensive en fait une méthode privilégiée en sciences sociales, puisqu'elle donne accès à la singularité des expériences individuelles et aux relations que les personnes entretiennent avec les institutions, les autres ou encore leur façon d'appréhender les phénomènes sociaux (Pin, 2023). Le format de l'entretien semi-dirigé a donc été priorisé dans le cadre de cette étude de cas pour comprendre comment, à travers leurs récits, des individus en viennent ou non à s'identifier comme féministes, et dans quelle mesure leurs parcours, qu'ils soient universitaires ou personnels, façonnent cette relation au féminisme. Une telle démarche répond d'ailleurs aux besoins soulignés par McCabe, qui insiste sur l'importance

de recherches portant sur l'auto-identification féministe et sur les attitudes et comportements associés, au sein de populations diversifiées (2005, p. 497).

Le processus de cueillette s'est déroulé sur une période de cinq mois, avec une attention particulière aux contraintes du calendrier universitaire. En effet, certaines périodes de forte sollicitation rendaient les étudiant·e·s et les membres du personnel des programmes moins disponibles, ce qui a nécessité plusieurs relances espacées dans le temps. Les réponses à cet appel à participation ont varié selon les universités et les collèges sollicités. Certains programmes n'ont jamais donné suite, tandis que d'autres ont démontré un engagement soutenu à partager l'information dans leurs réseaux internes, créant un effet boule de neige qui a augmenté le taux de réponse à l'appel à participation²⁷. Quelques personnes ont également été recommandées directement en raison de leur expertise ou de leur engagement dans le domaine du féminisme. Plusieurs sollicitations ont également été entreprises auprès de 15 organisations féministes ou offrant des services aux femmes aux portées locales et provinciales issues du milieu communautaire, mais seule une organisation a répondu favorablement à l'appel à participation. L'idée était notamment d'entrer en contact avec des personnes ayant étudié dans un programme d'études féminines et de genre et ayant ensuite poursuivi une carrière dans le milieu militant, afin de mieux comprendre l'influence potentielle de leur cursus académique sur leur parcours professionnel²⁸.

²⁷ Il convient de souligner que l'obtention d'un taux de représentativité convenable dans le milieu universitaire peut s'avérer difficile. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à cette situation, notamment des capacités limitées au sein des programmes, la fréquence élevée des sollicitations adressées aux étudiant·e·s et aux équipes pédagogiques, ainsi que l'efficacité variable des mécanismes internes de diffusion de l'information. Les entretiens ont également mis en évidence que certains établissements sont plus difficiles à joindre que d'autres, ce qui converge avec les débats entourant l'accessibilité et l'ouverture des milieux universitaires évoqués par certaines critiques de l'institutionnalisation du féminisme au niveau académique.

²⁸ Sur les quinze organisations sollicitées dans le cadre de cette recherche, une seule a accepté de participer. Ce faible taux de réponse peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Il est notamment possible que le personnel de

Les entretiens semi-dirigés ont été menés en format virtuel et se sont déroulés en tête-à-tête. Plusieurs mesures ont été appliquées pour tenir compte des considérations éthiques liées au processus de collecte de données. Il a ainsi été rappelé aux participant·e·s à chaque début d'entretien la possibilité d'interrompre la discussion à tout moment si certains sujets devenaient sensibles. Un formulaire obligatoire de consentement éclairé a également été transmis aux participant.e.s en amont et les termes de celui-ci ont été réitérés au début de chaque entretien. L'ensemble du processus visait à créer un espace sécurisant, respectueux des vécus et des vulnérabilités éventuelles liés à chaque personne.

Le guide d'entretien semi-dirigé a été développé autour des trois grands axes identifiés dans la problématique initiale de ce mémoire (voir Annexe 4). Le premier portait sur le vécu personnel, afin de comprendre comment certaines expériences de vie pouvaient influencer l'auto-identification féministe, indépendamment du parcours universitaire. Le deuxième s'intéressait aux limites des programmes d'études féminines et de genre, en écho aux critiques relevées dans la revue de littérature. Le troisième élargissait la perspective au milieu académique dans son ensemble, pour saisir comment le programme s'inscrivait dans un environnement institutionnel plus large. Les questions, majoritairement ouvertes, étaient accompagnées de questions de relances permettant d'approfondir certains points lorsque cela s'avérait pertinent.

Tout au long des entrevues, le guide d'entretien a été réadapté pour servir le but de la recherche, cadrant ainsi avec les avantages de l'étude de cas, notamment la liberté d'apporter des ajustements pendant le processus de collecte des données. (Eisenhardt, 1989). Par exemple,

certaines organisations n'ait pas suivi de programme d'études féminines ou de genre et ne se soit donc pas senti concerné par l'objet de l'étude. D'autres raisons peuvent également être envisagées, telles qu'un manque de temps à consacrer à une recherche universitaire en raison de capacités organisationnelles limitées, d'un calendrier professionnel chargé ou d'un intérêt insuffisant pour participer à l'étude.

certaines questions ont été ajoutées afin d’approfondir davantage la nature de la relation entre les personnes interrogées et le programme dans lequel elles étaient impliquées. Les questions suivantes ont ainsi été ajoutées en cours d’étude : « De votre point de vue, dans quelle mesure le programme auquel vous participez reflète-t-il les enjeux actuels liés au genre ? » et « Quel(s) aspect(s) appréciez-vous le plus dans votre programme? ». Les échanges avec les participant·e·s ont fait émerger des thèmes inattendus, des nuances ou des pistes d’analyse qui n’avaient pas été envisagées initialement. Le schéma d’entretien a donc été ajusté au fil des entretiens pour intégrer ces éléments, permettant d’enrichir la collecte de données et de saisir des aspects qui auraient pu passer inaperçus initialement. Cette flexibilité a également favorisé une dynamique de conversation, où la personne interviewée pouvait véritablement jouer son rôle d’informatrice, plutôt que de répondre à un questionnaire figé (Pin, 2023).

Au total, une douzaine d’entretiens ont été réalisés auprès de professeur·e·s, administrateur·trice·s, coordonnateur·trice·s de programme, chercheur·euse·s, étudiant·e·s et militant·e·s. Pour intégrer une perspective intersectionnelle, un questionnaire d’auto-identification volontaire inspiré de l’Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) a été proposé. Les participant·e·s pouvaient y indiquer des éléments tels que leur genre, leur âge, leur ethnicité ou leur situation de handicap, afin de mieux comprendre comment ces facteurs pouvaient influencer leur expérience. Les réponses, lorsqu’elles étaient fournies, ont été prises en compte dans l’analyse. L’anonymat a été garanti à toutes les étapes, de la sollicitation à l’évaluation des données. Le consentement continu a aussi été obtenu à chacune des étapes du processus.

La démarche de collecte de données qualitatives menée comporte néanmoins certaines limites, notamment le nombre restreint d’entretiens effectués. Bien que la validité qualitative ne repose

pas sur la représentativité statistique, Pin (2023) rappelle qu'un corpus plus large (souvent entre 20 et 30 entretiens) permettrait de couvrir une plus grande diversité de positions et de situations. De plus, toutes les institutions ciblées n'ont pas donné suite aux sollicitations entreprises, ce qui peut entraîner un biais dans les résultats obtenus, pouvant potentiellement refléter les spécificités d'un programme plutôt que des tendances communes à l'ensemble des programmes de Colombie-Britannique. Le silence de certains établissements, malgré les relances, peut aussi être interprété comme un indice d'isolement institutionnel, un phénomène souvent dénoncé par les courants militants qui reprochent au milieu académique d'être trop élitiste ou déconnecté du terrain. Cette piste mériterait d'être approfondie dans des recherches futures.

Partie 3 – Résultats et discussions

L'analyse des résultats a été conduite en écho aux questionnements développés dans la première partie du mémoire, en cherchant d'abord à déterminer l'état actuel de la relation entre les programmes d'études féminines et de genre et l'activisme de terrain en Colombie-Britannique.

Elle s'est ensuite focalisée sur la capacité de ces programmes à transmettre des savoirs, des outils conceptuels et une culture militante susceptibles d'accroître l'auto-identification au féminisme et de contribuer activement à la vitalité du féminisme. Le microcosme informel qui gravite autour de ces programmes (réseaux étudiants, collectifs, activités parascolaires) a également été pris en compte dans l'analyse pour mesurer son potentiel à consolider une « formule gagnante » entre milieu académique et engagement militant.

En guise de rappel, l'analyse s'est articulée autour des hypothèses suivantes :

- Il existe un lien synergique entre l'exposition aux programmes d'études féminines et de genre et l'augmentation de l'auto-identification féministe.
- Les programmes qui intègrent des pratiques pédagogiques engagées et des espaces informels de socialisation militante favorisent davantage l'engagement et l'attachement au mouvement féministe.
- Certaines limites institutionnelles viennent nuancer l'effet de ces programmes sur l'engagement et l'auto-identification au mouvement féministe.

Le contexte particulier de la Colombie-Britannique tel que présenté dans la partie 1.2.4 de ce mémoire a également été pris en compte tout au long de l'analyse afin d'assurer la pertinence

contextuelle des résultats et de permettre, le cas échéant, des comparaisons avec d'autres provinces et territoires pour dégager des constats et des pistes de solution applicables à l'échelle canadienne.

La partie relative à la présentation des résultats et discussions est organisée en trois temps. Tout d'abord, elle met en lumière les résultats de l'analyse comparative des programmes d'études féminines et de genre en Colombie-Britannique. Elle présente ensuite les résultats des entretiens semi-dirigés et elle se clôt enfin par une présentation de pistes de solution et des recommandations en écho aux hypothèses formulées, visant à préciser le potentiel des programmes d'études féminines et de genre à renforcer l'auto-identification féministe et à consolider leur rôle d'agents de changement au sein des universités.

3.1– Analyse comparative des programmes d'études féminines et de genre en Colombie-Britannique

L'offre liée aux programmes d'études féminines et de genre en Colombie-Britannique s'inscrit dans un paysage postsecondaire diversifié, incluant des universités à la renommée nationale et internationale, des campus régionaux et des collèges dont le rayonnement est plus localisé et communautaire. Cette diversité se reflète également dans le type de programmes disponibles, qu'il s'agisse de leur orientation théorique, leur rayonnement, leurs réseaux de recherche, leurs liens avec les milieux communautaires et politiques publiques, les diplômes et débouchés associés, ainsi que l'ampleur et la nature des cours offerts. C'est d'ailleurs sur la base de ces différents critères que s'est orientée l'analyse comparative qui suit, afin de mieux saisir la manière dont les études féminines et de genre s'inscrivent dans les dynamiques universitaires,

sociales et politiques et pour évaluer leur capacité à contribuer au mouvement féministe actuel. La liste de l'ensemble des sources consultées pour l'analyse comparative menée entre les huit universités et deux collèges identifiés dans le but de cette recherche est disponible en Annexe 2.

En Colombie-Britannique, l'offre en études féminines et de genre présente des niveaux de spécialisation variables selon les établissements, tant du point de vue des programmes que des cours proposés. À l'Université de la Colombie-Britannique (UBC), la complémentarité entre les programmes *Gender, Race, Sexuality & Social Justice* et *Critical Studies in Sexuality*, rattachés au *Centre for Women's and Gender Studies* créé en 1991, inscrit l'institution dans une approche critique et intersectionnelle. Cette diversité se reflète dans l'un des curriculums les plus vastes de la province, avec 56 cours couvrant la justice sociale, les études autochtones, la pop culture, les identités queer/trans, les technologies, la philosophie, les médias, l'histoire, les arts et les théories féministes. À UBC Okanagan (anciennement Okanagan University College, créé en 2005), l'offre est plus resserrée mais demeure interdisciplinaire. Ainsi, le programme *Gender, Women and Sexuality Studies* propose 16 cours portant sur la pop culture, la race, les études queer/trans, les méthodologies et les enjeux internationaux, en cohérence avec la taille du campus et son orientation vers des programmes intégrés.

L'Université du Nord de la Colombie-Britannique (UNBC) a établi son programme de premier cycle en *Women's Studies* avec les deux premiers cours « Introduction to Women's Studies » (parties I et II) offerts en 1993-1994. L'établissement se distingue aujourd'hui par la continuité entre le baccalauréat en *Women's Studies* et la maîtrise en *Gender Studies*, témoignant d'un engagement institutionnel soutenu. Il propose 34 cours relevant des humanités et des sciences sociales, intégrant notamment les identités autochtones et les études sur les masculinités.

À Simon Fraser University (SFU), le programme *Gender, Sexuality, and Women's Studies*, héritier du premier programme d'études féminines au Canada, avec le cours *Geography of Gender* offert depuis 1971, bénéficie d'une légitimité historique notable au niveau national. En 2021, l'institution célébrait d'ailleurs le 50^e anniversaire de ce premier programme. Le curriculum actuel compte 58 cours portant sur la justice sociale, les enjeux autochtones, les migrations, le handicap, les sexualités et les technologies.

L'Université de Victoria (UVic), fondée en 1903, propose également un programme unique, initialement créé sous l'appellation *Women's Studies* en 1979 et renommé *Gender Studies* en 2016, reflétant l'évolution du champ vers des approches plus inclusives du genre. Son curriculum de 26 cours combine une sensibilité aux enjeux autochtones et climatiques avec des modules portant sur les identités queer/trans, les migrations, les masculinités et l'écologie.

Le programme *Women and Gender Studies* de Vancouver Island University (VIU), fondée en 1936, est offert en majeure et en mineure et adopte une approche interdisciplinaire centrée sur le genre comme construction sociale et culturelle. Mentionné dans les archives de l'Université depuis 2021, il propose 23 cours couvrant la justice sociale, les enjeux autochtones, la queer theory, la santé, ainsi que les méthodologies et théories féministes.

Dans le réseau collégial, Douglas College offre depuis 2015 un Associate of Arts spécialisé en *Gender, Sexualities and Women's Studies*, conçu comme tremplin vers l'université. Son curriculum comprend 21 cours, dont 5 dédiés au programme et 16 associés. Langara College suit une logique similaire avec son *Women's Studies Program*, offert en Associate of Arts et en diplôme en arts et sciences, et propose 12 cours introductifs portant sur la justice sociale, la pop culture, l'activisme, la santé et le bien-être, la sexualité ainsi que les questions de masculinité et de féminité.

Au niveau des orientations intellectuelles et pédagogiques, les programmes *Gender, Race, Sexuality & Social Justice* et *Critical Studies in Sexuality* de UBC offrent une approche théorique où le genre est traité comme une lentille pour interroger les rapports de pouvoir à l'échelle locale et globale, avec des cadres décoloniaux, antiracistes, intersectionnels et de théorie critique de la race qui structure le curriculum. Le féminisme y fonctionne comme fil conducteur intégré à une réflexion sur la justice sociale. On retrouve une orientation similaire pour le campus Okanagan, mais dans un format plus compact, incluant une approche centrée autour de plusieurs champs d'études, tels que humanités, sciences sociales et *cultural studies* pour étudier les dynamiques entre corps, domination, production culturelle et mouvements de justice sociale, tout en mobilisant intersectionnalité, la théorie queer et les perspectives décoloniales.

Le *Women's Studies Undergraduate Program* de UNBC est davantage ancré dans l'histoire des femmes, la littérature et les théories féministes classiques, tout en mettant l'accent sur les rôles historiques et les enjeux liés au colonialisme, à la mondialisation et à la santé. Le féminisme y apparaît davantage comme un thème parmi d'autres, avec une place plus limitée pour les perspectives queer, trans et raciales. L'expertise autochtone y reste toutefois fortement présente.

À SFU, le *Gender, Sexuality, and Women's Studies Program* vise à appliquer des approches féministes, queer et intersectionnelles dans le but d'analyser les rapports de pouvoir aux échelles locale et transnationale. Le programme favorise un environnement interdisciplinaire qui soutient la recherche critique, un enseignement engagé et le service communautaire. Il met l'accent sur l'innovation, la liberté intellectuelle, l'activisme pour la justice sociale, la diversité et la résistance transformative aux inégalités.

Au niveau de UVic, le programme *Gender Studies* regroupe des thématiques telles que les constructions sociales du genre, les enjeux autochtones, les questions 2SLGBTQI+ et les perspectives raciales, tout en intégrant la question de la masculinité et les approches décoloniales. VIU privilégie également une approche interdisciplinaire et critique centrée sur l'intersectionnalité et la résistance, avec un intérêt marqué pour les enjeux autochtones. La structure des cours condense plusieurs thématiques, ce qui renforce la cohérence pédagogique, mais peut parfois limiter la profondeur des enjeux liés aux perspectives raciales ou queer/trans. Douglas College mise sur une pédagogie ancrée dans le féminisme et la justice sociale, où l'intersectionnalité joue un rôle central. Le collège se distingue également par la spécificité de son cours sur la justice reproductive. Enfin, Langara College concentre son enseignement sur les expériences des femmes marginalisées, cherchant à « centrer les marges » et à développer une lecture critique des dynamiques sociales, tout en restant plus focalisé sur la catégorie « femme » que sur une conception extensive du genre.

Le potentiel de rayonnement des programmes en études féminines et de genre en Colombie-Britannique varie selon la taille, la réputation et la visibilité institutionnelles des établissements. UBC dispose d'un potentiel de rayonnement élevé, puisqu'elle est classée à la 40^e place des meilleures universités dans le monde²⁹³⁰. Son *Institute for Gender, Race, Sexuality and Social Justice* regroupe des spécialistes provenant de divers départements et facultés de l'institution. UBC Okanagan, plus modeste, bénéficie néanmoins de l'influence de son campus principal, ce qui lui assure un bon potentiel de visibilité. Son programme *Gender, Women and*

²⁹ [QS World University Rankings 2026: Top Global Universities | TopUniversities](#)

³⁰ [À titre de référence, le palmarès mondial inclut Massachusetts Institute of Technology \(MIT\) \(USA\), Imperial College London et Stanford University \(USA\) dans le top 3 des meilleures universités dans le monde](#)

Sexuality Studies (GWST) est lié au *Department of Community, Culture and Global Studies* qui offre des cours et diplômes de premier cycle en anthropologie, études de genre et des femmes, géographie, études autochtones et langues du peuple des Salish de l'Intérieur. Le campus de Vancouver comptait un total de 60,944 étudiant·e·s alors que celui de l'Okanagan totalisait 11,748 étudiant·e·s pour l'année 2024-2025³¹.

Le programme *Women's Studies Undergraduate* de UNBC dispose d'un rayonnement régional, ancré dans la réalité du Nord de la province par une approche multidisciplinaire de l'étude des enjeux liés aux femmes et au genre, couvrant notamment l'anthropologie, les études des Premières Nations, l'histoire et les études environnementales. L'université comptait un total de 3 819 étudiant.e.s pour l'année 2023-2024³².

Le programme *Gender, Sexuality, and Women's Studies* de SFU bénéficie d'un fort potentiel de rayonnement, soutenu par la réputation d'une université classée première au Canada parmi les universités dites "*comprehensive*" depuis plus d'une décennie, et reconnue dans le top 100 mondial pour son ouverture internationale. L'université comptait un total d'environ 37 000 étudiant·e·s³³. Le programme dispose d'une bonne visibilité grâce au *Department of Gender, Sexuality, and Women's Studies* (GSWS) qui lui est dédié.

Sur l'île de Vancouver, Uvic se classe quatrième au Canada pour l'impact des citations par membre du corps professoral, et premier au pays pour l'accessibilité de la recherche auprès du public. Elle accueille environ 22 000 étudiant.e.s³⁴. Son *Department of Gender Studies*, activement orienté sur la justice sociale avec un accent sur les rapports de pouvoir et les interactions entre le genre et d'autres catégories sociales, telles que la race, la classe ou la

³¹ Selon les données du [Annual Enrolment Reports 2024-2025](#)

³² Selon les données de la page web [Facts and statistics | UNBC](#)

³³ Selon les données de la page web [Simon Fraser University - Wikipedia](#)

³⁴ Selon les données du rapport 2021 [factbook table 05.pdf](#)

sexualité. À l'inverse, VIU dispose d'un potentiel de rayonnement un peu plus limité, notamment en raison d'une population étudiante plus petit, soit 13 000 étudiant.es³⁵. Le programme *Women and Gender Studies* (BA) est intégré à la *Faculty of Arts and Humanities* de l'université.

Au niveau collégial, Douglas College, le plus grand collège de Colombie-Britannique, accueille près de 25 000 étudiant·e·s³⁶ par année, répartis entre ses deux campus principaux de New Westminster et Coquitlam, ainsi que plusieurs centres de formation à Surrey, Burnaby et Maple Ridge. Son programme de Gender, Sexualities and Women's Studies est rattaché au département *Language, Literature and Performing Arts*. En comparaison, Langara College compte environ 20 000 étudiant·e·s³⁷. Son programme de *Women's Studies* relève du *Department of Interdisciplinary Studies*. Dans les deux cas, le potentiel de rayonnement des études féminines et de genre reste plus restreint que dans les universités disposant d'un département dédié, en raison d'une structure institutionnelle plus large et moins spécialisée, ainsi que d'une visibilité académique et de recherche plus limitée.

Sur le plan de la production scientifique et de la contribution aux initiatives communautaires et politiques publiques, l'UBC se distingue par plusieurs initiatives. *L'Institute for Gender, Race, Sexuality and Social Justice* met à disposition un vaste catalogue de publications récentes couvrant les principales thématiques abordées dans les programmes. L'implication du corps professoral dans nombre de revues et d'ouvrages internationaux mérite d'être soulignée.

L'université s'appuie également sur plusieurs réseaux de recherche, ainsi que sur divers journaux

³⁵ Selon les données du [Post-Secondary Central Data Warehouse Standard Report](#) du Ministry of Post-secondary Education & Future Skill

³⁶ Selon les données du [Post-Secondary Central Data Warehouse Standard Report](#) du Ministry of Post-secondary Education & Future Skill

³⁷ Selon les données du [Post-Secondary Central Data Warehouse Standard Report](#) du Ministry of Post-secondary Education & Future Skill

étudiants consacrés à la justice sociale et à la production scientifique féministe intersectionnelle, renforçant ainsi la visibilité et le rayonnement de ses travaux.

Le campus UBC Okanagan s'appuie sur l'*Irving K. Barber Faculty of Arts and Social Sciences*, qui mobilise une gamme de méthodologies qualitatives, féministes, numériques, narratives, ethnographiques, autochtones, communautaires et multimodales pour produire de nouvelles connaissances sur des enjeux sociaux, culturels, environnementaux, politiques et de justice sociale. Le campus abrite aussi l'*Institute for Community Engaged Research (ICER)*, un centre de recherche interdisciplinaire réunissant des spécialistes issus de nombreux domaines, dont l'anthropologie, les études de genre, les études autochtones, l'économie, l'éducation, la santé, la géographie humaine, les sciences infirmières, le travail social et la sociologie.

Le journal étudiant "*That's What We Said*", également rattaché à UBC Okanagan, contribue à la production de savoirs féministe en cherchant à déconstruire les stéréotypes, les présupposés et les frontières entourant le genre, les femmes, la biologie, les corps, la race, la sexualité, la géographie, la religion, la nationalité, l'identité et tout ce qui s'y rattache.

UNBC dispose d'un centre nommé "*The Northern Feminist Institute for Research and Evaluation (Northern FIRE)*", lequel produit des recherches appliquées sur la santé, la justice et les réalités des femmes du Nord, et influencent directement les politiques publiques et les pratiques communautaires dans les territoires nordiques. Northern FIRE inclut également le *Women North Network*, qui rassemble des femmes afin de partager de l'information et de développer conjointement des initiatives de recherche, d'action et de politiques publiques liées à la santé. L'institut organise aussi plusieurs conférences et symposiums en lien avec les thématiques de son programme en études féminines et de genre.

À SFU, le *Gender, Sexuality, and Women's Studies Program* dispose d'une page dédiée mettant en valeur les travaux de recherche des étudiant·e·s et des membres de la faculté. Plusieurs ouvrages publiés par des membres du corps professoral y sont présentés, notamment sur des thématiques liées au système telles que l'activisme, le féminisme et les droits des personnes 2ELGBTQI+. Le site web propose également le *GSWS Research Hub*, qui rassemble des ressources vidéo et audio présentant diverses initiatives de recherche en lien avec le programme. Plusieurs initiatives méritent également d'être mentionnées en matière d'engagement lié aux priorités féministes et de genre. Parmi elles, le *GSWS Feminist Book Club* et le *GSWS Student Blog*, un espace créatif et collaboratif animé par les étudiant·e·s du *Department of Gender, Sexuality, and Women's Studies* (GSWS). S'ajoute aussi la *Traveling Speakers Series*, qui offre des interventions et ateliers destinés aux communautés de femmes en Colombie-Britannique et au Yukon.

À Uvic, la section « recherche » du site web du programme en *Gender Studies* met en valeur l'ensemble des thématiques explorées dans les projets menés par les étudiant·e·s et les membres du département, offrant un aperçu structuré de la diversité des axes de recherche abordés. Il est également important de mentionner le rôle de l'*Equity and Outreach Committee*, un collectif composé d'étudiant·e·s de l'UVic engagé·e·s qui œuvre à renforcer la participation, l'équité, la diversité et le sentiment de communauté au sein du département de *Gender Studies*. Pour ce faire, il organise et promeut divers événements politiques et sociaux, tant sur le campus qu'au sein de la communauté, contribuant ainsi à un ancrage concret du programme dans les dynamiques associatives et citoyennes.

Du côté de VIU, le site web du programme *Women and Gender Studies* (BA) ne met pas en avant de recherches ou de publications spécifiquement associées aux études féminines et de genre.

Aucun élément ne laisse non plus apparaître une contribution directe du programme au monde associatif ou aux politiques publiques. Cette absence de visibilité ne signifie pas nécessairement qu’aucune initiative n’existe, mais elle suggère plutôt un rayonnement institutionnel plus discret et une mise en valeur limitée des activités liées à ces thématiques sur les plateformes officielles. Au niveau des collèges, Douglas College a organisé la conférence *Approaching Edges Shifting Centers* en 2019, mais il ne semble pas y avoir eu de continuité dans ce type d’événements par la suite. Le Collège Langara s’appuie sur son *Applied Research Centre* pour des projets d’innovation sociale, sans partenariats explicitement centrés sur le féminisme.

En ce qui concerne les diplômes et les débouchés, les programmes en études féminines et de genre en Colombie-Britannique offrent des parcours variés, reflétant la mission et la taille des établissements.

UBC propose une large palette d’options, incluant Major et Minor au premier cycle, maîtrises et doctorats. Cette offre académique ouvre une multitude d’opportunités professionnelles, que ce soit au niveau de l’administration publique, des organismes communautaires, des domaines de la santé, des services sociaux, des communications, de la recherche et de l’enseignement, tant au niveau local qu’international. Le Campus de l’Okanagan propose un Bachelor of Arts (Major/Minor) qui prépare à des carrières polyvalentes dans les secteurs gouvernemental, communautaire, éducatif, culturel et en équité, diversité et inclusion.

Les programmes d’UNBC combinent Majors, Minors, joint majors et un Master’s in *Gender Studies* qui offrent des débouchés en santé, services sociaux, leadership communautaire, éducation, droit, développement international et communications.

SFU offre un continuum complet en études féminines et de genre, incluant Undergraduate major/minor, joint major/extended minor, Co-operative Education Program, Graduate - Master of

Arts (MA)/PhD. Les débouchés ne sont pas explicitement détaillés sur le site web du programme, mais un service d'orientation professionnelle est disponible pour accompagner les étudiant·e·s dans leurs choix de carrière.

Le programme en *Gender Studies* de UVic propose plusieurs options, notamment Undergraduate - Bachelor of Arts – Honours/Major/Minor, qui préparent aux carrières dans une grande diversité de secteurs, notamment le gouvernement, l'éducation, la santé, le droit, les services sociaux, les arts, les communications et les médias, le marketing, ainsi que les organismes communautaires, non lucratifs et de justice sociale. En matière d'études féminines et de genre, VIU offre un Bachelor of Arts (Major/Minor). Cependant, l'absence d'indications en matière de débouchés suggère une orientation davantage générale et préparatoire à des études ultérieures.

Douglas College propose un Associate of Arts avec une spécialisation en *Gender, Sexualities and Women's Studies*, conçu comme porte d'entrée vers les professions des services sociaux, de la santé, de l'éducation et de la justice (enfance, travail social, soins infirmiers, réadaptation, etc.) alors que le Diplôme d'Associate of Arts avec une spécialisation Women's Studies de Langara College oriente vers le travail social, le journalisme, le droit, l'enseignement, la santé, ou les organismes communautaires, et offre également la possibilité de poursuivre des études universitaires.

L'analyse comparative des programmes d'études féminines et de genre en Colombie-Britannique permet de mettre en lumière un paysage riche et diversifié en matière d'offre académique. Les universités principales de Colombie-Britannique telles que UBC, SFU, Uvic jouent un rôle central dans la production théorique, la recherche et l'engagement communautaire, contribuant activement à nourrir le mouvement féministe au niveau provincial, national et international. Les campus régionaux et les collèges, pour leur part, renforcent l'accessibilité aux études féministes

en proposant des formations préparatoires ou spécialisées adaptées à leurs contextes locaux. La complémentarité de ces programmes participe ainsi à la consolidation du féminisme dans les milieux académiques, politiques et associatifs, tout en formant une nouvelle génération de diplômé·e·s outillé·e·s pour intervenir sur les enjeux actuels liés au genre, à l'équité et à la justice sociale.

Historiquement, le développement de ces programmes s'inscrit dans la continuité des deuxième, troisième et quatrième vagues du féminisme, marquées notamment par le passage de Women's Studies à Gender Studies et par l'intégration de perspectives intersectionnelles, queer et décoloniales. Les institutions universitaires offrent à présent des curriculums larges et adaptatifs, capables d'intégrer des thématiques émergentes, tandis que les collèges proposent des parcours plus compacts, essentiels à la démocratisation des études de genre. Cette pluralité d'ancrages et de modes d'engagement façonne un écosystème provincial dynamique, allant du rayonnement national aux initiatives locales portées par les communautés étudiantes.

3.2– Analyse des résultats issus des entrevues semi-dirigées

L'analyse des données qualitatives collectées dans le cadre de cette étude de cas s'est effectuée sur un échantillon raisonné composé de onze participant·e·s, rencontré·e·s dans le cadre d'entrevues semi-dirigées réalisés en format virtuel (voir schéma d'entretien en Annexe 4).

L'échantillon est basé sur les données collectées à l'aide du formulaire d'auto-identification qui reprend différents facteurs identitaires relatifs à l'approche ACS+ (voir le formulaire d'auto-identification en Annexe 3), permettant ainsi de dresser un portrait le plus exhaustif possible des personnes interrogées, en tenant compte de l'entrecroisement de certains facteurs identitaires tels

que le genre, l'âge, l'orientation sexuelle, l'identité autochtone, l'ethnicité, le handicap, la langue et le statut professionnel associés à un vécu personnel.

Sur le plan sociodémographique, la majorité des personnes interrogées sont âgées de 20 à 35 ans et s'identifient comme des femmes. Une seule personne s'est identifiée en tant qu'homme.

L'orientation sexuelle des participant·e·s présente une diversité notable, sans prédominance d'une catégorie particulière.

En ce qui concerne l'identité raciale ou ethnique, la majorité des participant·e·s se sont identifiés comme personnes blanches. D'autres groupes sont également représentés, notamment des personnes d'Asie du Sud-Est, d'Amérique latine et de Chine. Aucune personne ne s'est identifiée comme noire ou autochtone.

Sur le plan linguistique, l'anglais constitue la langue première pour la plupart des participant·e·s. Plusieurs personnes ont également indiqué vivre avec une condition de handicap.

La plupart des personnes interrogées détiennent une expérience directe avec un programme d'études féminines et de genre, que ce soit en tant qu'étudiant (la majorité des personnes interrogées), professeur, ou membre d'une organisation non lucrative féminine. Les niveaux d'études représentés varient du baccalauréat, incluant majeures et mineures combinées à d'autres disciplines (psychologie, sociologie) au cycle supérieur (maîtrise).

Toutes les personnes interrogées ont dit s'identifier en tant que féministes. Les justifications fournies ont été principalement en lien avec l'idée de vouloir défendre les personnes opprimées, notamment les minorités et les femmes, et de lutter contre différentes formes d'inégalités systémiques, comme la misogynie ou l'oppression fondée sur le genre, ce qui s'aligne avec la définition du féminisme telle que définie au début de ce mémoire.

Pour la majorité des personnes interrogées, le féminisme représente avant tout un moyen de résister aux oppressions vécues par les femmes. Leur compréhension du féminisme s'inscrit aussi à travers une approche intersectionnelle qui tient compte des rapports de pouvoir et des hiérarchies sociales vis-à-vis de certains groupes de population (personnes racialisées, personnes trans, personnes en situation de handicap). Ces constats s'accordent avec l'évolution du féminisme depuis la troisième vague, qui a progressivement intégré une perspective plus intersectionnelle visant à reconnaître que les femmes ne forment pas un groupe homogène, mais qu'elles sont traversées par des identités multiples, liées à la classe sociale, à l'origine ethnique, à la nationalité, à l'âge, à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre ou à d'autres facteurs, qui façonnent leurs expériences et leurs rapports au féminisme. Dans certains cas, les participant·e·s ont exprimé des réserves quant au fait de s'identifier comme féministes. Ces hésitations sont liées à l'image d'un féminisme perçu comme « *mainstream* », blanc ou néolibéral, souvent associé aux premières et deuxième vagues qui maintenaient une forme de « *white saviourism* » ou en minimisant les priorités des femmes racialisées et en excluant de nombreuses personnes du mouvement (Sanchez & Dangoisse, 2022). De tels constats corroborent ceux de Stoddart et Tindall qui indiquaient avoir également noté une expression d'inconfort et d'ambivalence portée sur certains excès perçus du mouvement, dont l'ambiguïté à l'égard du féminisme en tant que mouvement coexiste avec un soutien au féminisme libéral en tant que philosophie (Stoddart & Tindall, 2011). Plusieurs personnes interrogées ont ainsi mentionné leur difficulté à se reconnaître dans cette version du féminisme, jugée peu inclusive, mais une meilleure connaissance du mouvement leur a permis de comprendre que le féminisme ne se limite pas à ces représentations réductrices, et les conforte donc dans l'idée de s'identifier en tant que féministe malgré tout.

De manière générale, l'intérêt pour le domaine d'études apparaît comme la motivation la plus fréquemment évoquée en lien avec le choix du programme. La diversité de parcours des personnes interrogées joue toutefois un rôle majeur dans les raisons qui les ont amenées à s'inscrire dans un programme d'études féministes et de genre. Pour certaines personnes, cela découle d'un engagement personnel envers le féminisme ou les enjeux liés au genre, ou encore d'une volonté d'aligner leurs études avec ces valeurs. D'autres y voient l'occasion d'acquérir une compréhension théorique solide des enjeux féministes et de genre afin de mieux les mettre à profit dans leur pratique professionnelle.

Plusieurs participant.e.s étaient déjà investi.e.s dans des activités bénévoles du domaine de la justice sociale. Suivre un programme d'études féminines et de genre représentait alors un moyen d'approfondir leurs connaissances théoriques pour renforcer la portée de leur engagement au niveau communautaire. L'une des personnes interrogées a également mentionné l'intérêt de concilier son intérêt pour les questions liées au genre avec un champ d'études plus large. En effet, il existe peu d'occasions d'aborder les enjeux liés aux femmes et au genre tout au long d'un apprentissage académique, en dehors des programmes d'études spécialisés sur ces questions. Cette situation correspond aux constats présentés en section 1.4.1 concernant la nécessité de disposer de programmes d'études féminines et de genre dans les universités et collèges, afin de contrebalancer un environnement académique encore largement centrée autour d'une expérience masculine dominante.

La majorité des personnes interrogées témoignent d'une forte sensibilité aux valeurs de justice sociale qu'elles considèrent en tant que prolongement direct des principes féministes. Cette sensibilité se traduit de différentes manières : engagement bénévole au sein d'organismes à but

non lucratif, production de recherche, publications de textes et écrits, ou encore partage régulier de contenus féministes sur les réseaux sociaux. D'autres participant.e.s ont indiqué ne pas être impliqués de façon concrète dans des actions militantes, mais expriment néanmoins un attachement profond aux valeurs féministes.

Pour la majorité des personnes interrogées, le programme a joué un rôle non négligeable dans la manière dont elles conçoivent et vivent leur engagement féministe. Pour certaines personnes, il a ouvert de nouvelles voies d'implication dans le mouvement, confirmé leur intention de travailler sur les enjeux féministes et de genre, ou encore permis d'intégrer cette perspective dans leur pratique professionnelle plutôt que de la considérer comme un ensemble de valeurs personnelles séparées.

Pour d'autres, l'acquisition de connaissances théoriques a agi comme un amplificateur de leurs convictions initiales. L'une des personnes interrogées a d'ailleurs mentionné que les programmes d'études et de genre se distinguent par l'engagement personnel des étudiant·es, sous une forme qu'on ne retrouve pas dans d'autres domaines d'études.

Certain.e.s participant.e.s ont également expliqué que le programme les avait aidés à mieux comprendre les enjeux du féminisme, et notamment les différents types de droits, les avancées obtenues, ainsi que l'état actuel du mouvement. Cette compréhension approfondie a ainsi renforcé leurs valeurs, affiné leurs idées et consolidé leurs compétences, leur permettant d'affirmer plus clairement leur identité en tant que féministes.

Plusieurs personnes interrogées estiment qu'un programme d'études féministes et de genre peut offrir un accès privilégié à une communauté, à des réseaux ou à des opportunités qui facilitent le passage d'un engagement passif à une action concrète. Ce n'est donc pas tant le programme en

lui-même que la possibilité de rencontrer des personnes partageant les mêmes valeurs qui peut faire la différence.

Une meilleure compréhension du mouvement féministe peut également aider à identifier des enjeux prioritaires pour orienter ses recherches et définir comment s'impliquer de manière concrète. L'une des personnes interrogées a fait référence à des projets d'engagement communautaire proposés par certaines universités qui permettent d'impliquer les étudiants dans des initiatives concrètes. L'action peut ainsi prendre différentes formes : militante, institutionnelle, ou académique, le fait de produire des écrits sur les enjeux féministes étant, par exemple, une forme d'action en soi.

Toutefois, plusieurs personnes interrogées mentionnent que le degré d'engagement reste un choix individuel. Le programme fournit un cadre facilitant, mais il revient à l'individu de décider comment mettre son féminisme en pratique. Comme l'a rappelé l'une des participantes, suivre des cours en études féminines et de genre ne signifie pas automatiquement que l'on s'engage dans le mouvement féministe.

Concernant les limitations du programme d'études féminines ou de genre sur le mouvement féministe, les personnes interrogées ont évoqué des barrières de natures diverses. Plusieurs ont souligné des obstacles liés au milieu universitaire lui-même, notamment les exigences académiques et le coût élevé des études, une barrière financière importante. Le statut d'étudiant international peut également représenter un frein, puisque ces étudiants doivent composer avec des contraintes particulières (par exemple, la nécessité de travailler à temps partiel) susceptibles d'affecter leur parcours. Ces barrières relèvent toutefois davantage du contexte universitaire en général et ne s'appliquent pas uniquement aux programmes d'études féministes et de genre.

Le manque de financement propre à ces programmes a également été mentionné par plusieurs personnes interrogées, notamment le déficit de ressources et de personnel, qui limite les capacités du programme et, par extension, l'engagement des étudiant·es.

Un autre enjeu récurrent concerne le manque de visibilité de ces programmes. Plusieurs participants ont indiqué l'avoir découvert par hasard, souvent par le bouche-à-oreille ou grâce à la recommandation d'un ami. L'une des personnes interrogées a d'ailleurs fait valoir le constat suivant :

« Le fait de ne pas comprendre que les études de genre et les études féministes constituent, en un sens, une discipline à part entière, avec leurs propres méthodologies. Et qu'elles devraient être traitées comme n'importe quelle autre discipline, plutôt que de se voir demander d'emprunter du personnel à d'autres unités. Je pense que c'est là notre principal obstacle institutionnel. »

D'autres types de barrières ont aussi été soulignées, notamment des obstacles géographiques pour les personnes vivant dans des régions rurales ou éloignées, ainsi qu'un manque de soutien familial lié à la perception que ce type de formation offrirait peu de débouchés professionnels concrets. Comme l'a exprimé une personne interrogée, le féminisme en tant que cursus académique peut paradoxalement devenir une barrière : bien que ces programmes soient conçus pour être ouverts et accessibles, ils offrent peu de perspectives de carrière et disposent de ressources financières limitées, surtout en comparaison avec d'autres programmes mieux dotés et offrant davantage d'opportunités.

La plupart des personnes interrogées ont indiqué comprendre les critiques formulées par certains activistes à l'égard de l'institutionnalisation du mouvement féministe. Comme l'a souligné l'une

des participantes, suivre des cours à l'université n'a rien de radical, en particulier dans un contexte universitaire à forte influence néolibérale. Mais cela ne signifie pas pour autant que ces programmes sont dépourvus de valeur. Il s'agit plutôt de reconnaître qu'un certain niveau de privilège est inhérent au fait d'y avoir accès.

Plusieurs personnes ont insisté sur l'importance pour les programmes universitaires de renforcer leurs liens avec les communautés afin de mieux servir le mouvement. Le milieu académique peut en effet apparaître éloigné des organisations de terrain. Bien que de nombreux professeur·es collaborent activement avec les communautés, notamment à travers leurs recherches, le savoir produit reste parfois réservé à un espace élitiste, difficilement accessible au grand public, ce qui renforce l'image d'une « tour d'ivoire ». Certaines personnes ont d'ailleurs rappelé que cette dynamique ne concerne pas uniquement le féminisme, mais touche également d'autres formes d'activisme une fois institutionnalisées.

Pour autant, les chercheur·es et universitaires ont contribué à faire évoluer le mouvement féministe, notamment en introduisant de nouveaux concepts et en intégrant une perspective plus intersectionnelle. Toutefois, l'intellectualisation du mouvement peut aussi en fragiliser l'impact. En effet, comme l'a mentionné l'une des personnes interrogées en entretien, en le rendant plus élitiste et moins accessible, cette intellectualisation risque d'alimenter les discours populistes conservateurs et de discréditer le féminisme auprès des jeunes générations, surtout dans une société où Internet et les médias sociaux jouent parfois un rôle de contrepoids au savoir.

Malgré ces tensions, plusieurs personnes interrogées ont souligné que les études féminines et de genre ont bel et bien eu un impact au sein de l'université et ont, dans une certaine mesure, contribué à transformer ses structures. De plus, ce qui se passe dans les salles de classe reste

protégé par la liberté académique. Ainsi, les pratiques pédagogiques peuvent être radicales, critiques et innovantes, et restent préservées indépendamment du degré d'institutionnalisation. Selon l'une des personnes interrogées, il n'y a pas lieu de créer une dichotomie entre le savoir et l'action. Ces deux espaces appartiennent au même écosystème et jouent chacun un rôle essentiel. L'université porte elle aussi une forme d'engagement qui ne doit pas être opposée à l'action militante. Étudier ces questions dans un cadre universitaire implique également de soutenir les mouvements communautaires et de chercher à intégrer leurs perspectives autant que possible.

La plupart des personnes interrogées ont indiqué avoir accès à des informations leur permettant de s'engager dans des initiatives en dehors de la salle de classe, même si peu d'exemples concrets ont été mentionnés. L'une des participantes a toutefois expliqué avoir reçu, par l'entremise d'une infolettre, une annonce pour un poste d'assistante de recherche portant sur la diversité de genre et la science féministe, une opportunité à laquelle elle n'aurait probablement pas eu accès si elle n'avait pas été inscrite au programme.

Plusieurs personnes ont également souligné le rôle central des professeur·es dans la circulation de l'information. Certain·es enseignant·es encouragent activement leurs étudiant·es à s'investir au-delà du cadre académique et à participer à des initiatives communautaires ou militantes. Cela dit, la décision finale de s'engager ou non relève de la responsabilité de chaque personne.

Comme l'a justement fait remarquer l'une des personnes interrogées :

« Je peux apprendre quelque chose, mais c'est ensuite à moi de décider jusqu'à quel point je suis prête à m'investir : m'inscrire, chercher des informations, comprendre comment faire du bénévolat, comment m'impliquer au-delà de ça. »

D'un point de vue général, les personnes interrogées entretiennent une image très positive des programmes d'études féministes et de genre. L'expertise des professeur·es est régulièrement mentionnée comme un élément central de la crédibilité du programme et de sa qualité académique.

En revanche, plusieurs participantes ont souligné que cette réputation favorable ne s'étend pas nécessairement au reste de l'université ni à l'extérieur du programme. Beaucoup ont rapporté avoir été confrontées à des commentaires du type : « Qu'est-ce que tu vas faire avec ce genre de diplôme ? », révélant une perception selon laquelle les études féministes et de genre offriraient moins de débouchés professionnels que d'autres disciplines. Certaines personnes interrogées ont d'ailleurs exprimé leurs propres inquiétudes quant aux opportunités concrètes que le programme pourrait leur offrir.

Avec un rayonnement limité et des ressources moindres, les études féministes et de genre peinent à rivaliser avec des programmes jugés plus prestigieux ou plus centraux dans l'institution universitaire.

Plusieurs personnes ont aussi évoqué les stéréotypes et critiques auxquels elles sont confrontées en raison de leur affiliation au programme. Des étiquettes comme « *blue hair feminist* » ou « *woke* » témoignent d'un climat où les enjeux féministes et de genre sont fréquemment ciblés pour être discrédités, voire présentés comme une idéologie plutôt que comme un champ universitaire légitime. Comme l'a résumé une participante, « on a l'impression que toutes les sciences sociales sont prises beaucoup moins au sérieux que les sciences dures ». Une autre personne a confirmé que les études féminines et de genre, en tant que domaine des sciences sociales et humaines, sont particulièrement vulnérables aux attaques, notamment les réductions financières, et souvent dévalorisées par rapport aux autres champs scientifiques.

Ce phénomène s'inscrit dans un contexte politique plus large. Selon plusieurs personnes interrogées, la montée de l'extrême droite s'accompagne d'une baisse du nombre d'étudiant·es inscrits dans les cours d'introduction aux études de genre. Des collègues d'autres universités observent la même tendance. Cette diminution pourrait être interprétée comme un virage idéologique vers la droite, dans un climat où les étudiant·es accordent moins de légitimité et de respect aux études de genre qu'à d'autres programmes.

En matière de soutien ou support offert par le milieu académique vis-à-vis du programme, les perceptions varient fortement selon les établissements et les personnes interrogées. Certain·es participant·es ont évoqué un soutien institutionnel surtout symbolique, rarement accompagné d'actions concrètes en faveur d'initiatives féministes. L'un d'eux a, par exemple, mentionné la difficulté d'obtenir la mise en place de produits menstruels gratuits sur le campus. Par ailleurs, certains enjeux politiques associés au mouvement féministe peuvent entrer en conflit avec la vision institutionnelle de l'université ou du collège, ce qui limite la volonté ou la capacité de l'établissement à soutenir ce type d'initiatives. Plusieurs participant·es ont ainsi évoqué des situations où des mobilisations étudiantes liées à des enjeux géopolitiques présentant des dimensions féministes auraient été accueillies de manière réservée, voire découragées, par l'administration de leur campus. Ces expériences suggèrent l'existence de limites institutionnelles quant au soutien offert aux initiatives s'inscrivant dans des perspectives de justice sociale ou de promotion des valeurs féministes. D'autres personnes ont toutefois souligné des pratiques positives, notamment en matière de soutien aux enjeux 2ELGBTQI+ ou dans le développement de cours portant sur les questions féministes et de genre en dehors des programmes d'études. Ces initiatives témoignent d'un engagement réel, même s'il demeure

variable d'un établissement à l'autre. Les étudiant·es se montrent toutefois plus critiques que les autres groupes interrogés quant aux efforts institutionnels. Ils jugent souvent ces actions insuffisantes, voire insignifiantes, en comparaison avec les besoins réels du mouvement et les attentes des communautés concernées.

Globalement, les participant.e.s estiment que les programmes d'études féministes et de genre auxquels elles appartiennent reflètent bien les enjeux actuels liés au féminisme. L'une des personnes interrogées a notamment mentionné apprécier la forme d'un enseignement intersectionnel qui ne reste pas figé dans le passé, ce qui reste un aspect essentiel pour un champ en constante évolution et qui nécessite une mise à jour continue des savoirs.

Les participant·es apprécient également la diversité des thématiques abordées. Au-delà de la question, toujours pertinente, de l'écart salarial femmes-hommes, les cours traitent notamment des enjeux autochtones, du handicap, des masculinités ou encore de l'industrie du sexe. Cela permet d'acquérir une compréhension plus globale et nuancée du champ.

Certaines personnes ont toutefois noté que les cours d'introduction restent souvent centrés sur le féminisme occidental, en particulier sur le mouvement des suffragettes, ainsi que sur les premières et deuxième vagues. Cependant, plus les étudiant·es avancent dans le programme, plus ils et elles accèdent à des perspectives variées et à des approches féministes non occidentales, ce qui enrichit progressivement leur formation.

Pour de nombreuses personnes rencontrées, l'un des aspects les plus marquants de leur programme réside dans la qualité de la communauté qu'il permet de créer. Les participant·es décrivent un sentiment d'appartenance fort, nourri par une ambiance bienveillante où chacun·e peut trouver sa place. Le programme est perçu comme un « *safe space* » unique où il devient

possible de partager ses expériences, de poser des questions sensibles et d'exprimer ses doutes sans crainte de jugement. Les relations étroites entre étudiant·es et professeur·es, ainsi que la facilité à tisser des liens, renforcent cette impression d'un milieu solidaire et engagé. Plusieurs personnes évoquent un véritable soutien mutuel, qui dépasse le cadre académique pour devenir un moteur d'engagement collectif envers le programme et ses valeurs.

Les entretiens révèlent également que l'enseignement offert est vécu comme particulièrement transformateur. Les participant·es soulignent le développement d'une pensée critique solide, de compétences en recherche, ainsi qu'une capacité accrue à analyser les enjeux sociaux à travers une perspective féministe marquée. Pour plusieurs, le programme a permis de mieux comprendre les interconnexions entre le patriarcat, le colonialisme, le capitalisme et les autres systèmes de pouvoir, ouvrant la voie à une lecture plus complexe et nuancée du monde. Cet apprentissage laisse une empreinte durable sur leur manière de se positionner, de réfléchir et d'agir. Certain·es évoquent même un développement accru de la compassion, de l'ouverture et de la réflexivité, témoignant d'un véritable processus de transformation personnelle.

La diversité constitue un autre élément central de l'expérience étudiante. Les participant·es mettent en avant la pluralité des opinions, des idées et des histoires personnelles présentes au sein du programme. Cette diversité est perçue comme une richesse, permettant une compréhension élargie des réalités sociales. Pour plusieurs, le programme offre l'occasion d'élargir sa vision au-delà de son propre cadre de référence, en étant confronté·e à des vécus et des perspectives qui diffèrent des leurs. Cette pluralité contribue à créer un environnement d'apprentissage synergique, où les échanges deviennent un vecteur essentiel de formation.

Enfin, les personnes interrogées apprécient particulièrement la créativité et la diversité des contenus pédagogiques proposés. Les cours sont décrits comme riches, dynamiques et ancrés dans les enjeux actuels, offrant une grande variété de sujets, de projets et de formats. Plusieurs soulignent la possibilité de relier le féminisme à n'importe quel domaine d'intérêt, ce qui rend l'apprentissage à la fois stimulant et personnellement significatif. Cette flexibilité pédagogique permet aux étudiant·es d'explorer des thématiques qui leur tiennent à cœur, tout en développant une compréhension solide des enjeux féministes.

Ainsi, comme en témoigne l'une des personnes rencontrées :

« Tu rencontres des personnes avec qui tu es d'accord ou qui t'inspirent à passer à l'action, et cela permet d'aller bien au-delà d'une compréhension superficielle. Cela te pousse réellement à t'engager. »

En substance, les entretiens menés ont démontré que l'identification au féminisme reste fortement liée à un contexte, et surtout à un vécu personnel, où l'attachement au mouvement se construit au fil d'expériences individuelles, de prises de conscience progressives et de rencontres marquantes. Il n'existe donc pas de « route toute tracée » vers le féminisme, mais plutôt une pluralité de chemins qui mène jusqu'à une identification personnelle aux valeurs qu'il représente. D'ailleurs, pour la plupart des personnes interrogées, ce sont avant tout des valeurs personnelles, liées à la justice sociale, à l'équité ou à la solidarité qui motivent l'inscription dans un programme d'études féminines et de genre. Sans cet ancrage préalable, l'idée même de rejoindre un tel programme apparaît moins probable. Le féminisme est ainsi vécu comme une extension de convictions déjà présentes, plutôt que comme une découverte surgissant uniquement du cadre universitaire. Certain·es participant·es ont également souligné l'influence du contexte géographique et culturel de Vancouver, perçu comme un environnement particulièrement

favorable à la diversité des perspectives féministes, qui représente un terrain propice à l'ouverture et à la réflexion critique.

Les résultats montrent que ce n'est pas le programme en lui-même qui transforme automatiquement les valeurs en action. Suivre des cours ne garantit pas un engagement militant. Ce qui fait réellement la différence, c'est le microcosme qui entoure le programme, qu'il passe par la communauté, les rencontres, les discussions informelles, ou les espaces de soutien mutuel. C'est dans ces interactions que les étudiant·es trouvent l'élan nécessaire pour envisager une action collective ou individuelle. Le programme approfondit la compréhension des enjeux féministes, mais il ne fournit pas toujours les outils permettant de combler l'écart entre la théorie et la pratique, laissant certain·es avec un savoir solide, mais une capacité d'action encore en construction.

Ce constat a d'ailleurs été résumé par l'une des personnes interrogées, à propos de l'institutionnalisation du féminisme dans les programmes universitaires : « On a facilité l'accès aux connaissances, mais cela n'a pas rendu l'action elle-même plus facile. »

Enfin, plusieurs participant·es insistent sur la dimension durable de ce que le programme leur a apporté. Le féminisme n'est pas perçu comme un simple champ d'études, mais comme une lentille analytique du monde qui continue de les accompagner bien au-delà des salles de classe.

Comme l'exprime l'une des personnes interrogées :

« Je pense que c'est une manière de voir le monde que tu emportes dans chaque aspect de ta vie. Et c'est ce que j'apprécie le plus : ce n'est pas comme si tu finissais l'école et que tu pouvais simplement éteindre cette partie de ton

esprit, elle continue d'exister. Je ne crois pas que cette part disparaîtra un jour, du moins, je l'espère. ». ³⁸

3.3– Perspectives en lien avec les pistes de réflexion sur les relations entre les programmes d'études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada

Les résultats issus de la collecte de données quantitatives et qualitatives confirment les contributions positives et les forces des programmes d'études féminines et de genre qui ont été mises en évidence dans la section 1.4.1. Les personnes interrogées ont notamment souligné que la théorisation de la pensée féministe leur avait permis non seulement de découvrir la richesse du mouvement, mais aussi de renforcer leur attachement aux valeurs féministes grâce à une meilleure compréhension de son histoire, de ses enjeux et de ses pratiques. Les entretiens ont également mis en lumière l'importance du rôle joué par les personnes qui travaillent au sein de ces programmes, notamment les professeur·es qui se revendiquent féministes ou qui entretiennent un engagement profond envers le mouvement, et qui contribuent à créer un environnement propice à l'appropriation du féminisme.

³⁸ Il importe toutefois de souligner que les constats mentionnés restent étroitement conditionnés par les limites de cette recherche, en particulier par la taille réduite de l'échantillon. Les résultats reflètent essentiellement les perspectives de quelques programmes ayant participé à l'étude et ne peuvent, en ce sens, être généralisés à l'ensemble des programmes d'études féministes et de genre offerts dans la province. Une participation plus diversifiée aurait permis d'enrichir l'analyse, notamment en comparant des programmes aux curriculums plus ou moins étoffés, des établissements universitaires et collégiaux, ou encore des contextes géographiques variés. De même, une plus grande diversité parmi les participant·e·s, et en particulier la présence accrue de personnes racisées et autochtones, aurait offert un éventail de perspectives plus représentatif des réalités reflétées au sein de ces programmes. L'absence de cette diversité constitue une limite importante qui invite à la prudence dans l'interprétation des résultats.

Les résultats révèlent aussi des constats importants pour optimiser la relation entre ces programmes et le mouvement féministe, en lien direct avec la problématique centrale, à savoir dans quelle mesure les études féminines et de genre nourrissent le mouvement féministe actuel ? Favorisent-elles l'adhésion au féminisme ou, au contraire, en limitent-elles la portée en raison de leur inscription dans un milieu académique parfois perçu comme élitiste ou difficile d'accès ?

Les personnes interrogées ont indiqué que le programme avait joué un rôle déterminant dans la manière dont elles vivent leur féminisme. Il leur a ouvert de nouvelles voies d'implication, tout en leur fournissant les connaissances nécessaires pour se réconcilier avec une étiquette féministe qu'elles hésitaient parfois à revendiquer. Ces témoignages viennent également appuyer les hypothèses initialement formulées et permettent de dégager plusieurs pistes de réflexion pour envisager une relation plus gagnante entre les programmes d'études féminines et de genre et le mouvement féministe au Canada. Il s'agirait notamment de repenser la manière dont ces programmes peuvent renforcer leur lien avec l'activisme de terrain, en renouant avec l'héritage militant qui a contribué à leur création, de consolider leur rôle dans la formation d'identités féministes affirmées en offrant des outils conceptuels et une compréhension approfondie du mouvement; et, enfin, d'examiner comment ces programmes peuvent pleinement assumer leur fonction d'agents de changement au sein des universités afin de contribuer à transformer ces institutions en espaces plus représentatifs des valeurs féministes. Les données recueillies soulignent aussi l'importance d'un rapprochement entre le milieu communautaire et les étudiant·es, afin de mieux accompagner leur identification au féminisme et de combiner le savoir théorique à l'expertise de terrain. Dans un contexte marqué par une troisième vague centrée sur l'individu, fortement intersectionnelle et en quête de formes d'action créatives et renouvelées,

cette articulation entre théorie et pratique apparaît essentielle pour assurer la vitalité et la pérennité du mouvement.

La discussion qui suit s'organisera autour de trois axes principaux. Elle portera d'abord sur la nécessité pour les programmes d'études féminines et de genre de développer et de maintenir une connexion réciproque et fructueuse avec le milieu communautaire, afin de renforcer les liens entre savoirs académiques et pratiques militantes. Elle examinera ensuite la manière dont les salles de classe peuvent être transformées en espaces pédagogiques radicaux, notamment par l'intégration de la pédagogie de l'activisme, l'exploitation du potentiel des « *safe spaces* » et la création d'environnements propices à l'émergence de pratiques critiques. Elle analysera également le rôle que peuvent jouer ces programmes comme agents de changement au sein des universités, en œuvrant à une transformation institutionnelle de l'intérieur. Enfin, elle clôturera par la nécessité pour les programmes d'études féminines et de genre de refléter pleinement la nature plurielle et intersectionnelle du féminisme afin d'éviter de reproduire les mécanismes d'oppression que le mouvement cherche précisément à combattre.

3.1.1- Créer et maintenir la connexion avec le milieu communautaire

Les résultats issus des entretiens semi-dirigés ont souligné l'importance du microcosme informel qui se développe autour des programmes d'études féminines et de genre. Ce microcosme, constitué entre autres des relations entre étudiant·es, de l'implication des professeur·es, ainsi que des initiatives développées en parallèle à la salle de classe, telles que des clubs de lecture, des journaux ou blogues étudiants, joue un rôle majeur dans l'engagement et l'attachement aux valeurs féministes portées par ces programmes. Ces espaces informels fonctionnent ainsi comme des lieux de socialisation politique où se tissent des liens, se partagent des expériences et

émergent des projets collectifs qui viennent s'intégrer dans la continuité du travail de terrain. Il apparaît donc essentiel de renforcer ce microcosme informel comme un levier stratégique pour favoriser une transition plus fluide entre l'apprentissage théorique et l'activisme. Les initiatives déjà existantes dans certains établissements montrent qu'un engagement hors de la salle de classe peut encourager les étudiant·es à mettre leur savoir en action, d'autant plus que les personnes interrogées ont manifesté un intérêt marqué pour ce type d'implication. Ce constat rejoint les travaux de Fourment (2022), qui démontrent l'effet socialisateur des universités à l'échelle des disciplines, et notamment le fait que les activités sociales renforcent l'entre-soi, consolident les convictions politiques initiales et soutiennent l'engagement lorsque celui-ci est présent dès l'entrée dans le programme, ce qui a été confirmé pour la plupart des personnes interrogées au cours des entretiens. Ces observations renforcent également l'assertion de hooks selon laquelle « nous avons besoin d'études féministes ancrées dans la communauté » (hooks, 2015), et confirment l'importance de dépasser toute dichotomie entre savoir et action, comme l'a rappelé l'une des personnes interrogées, afin de concevoir la relation entre les programmes d'études féminines et de genre et le milieu militant comme une dynamique véritablement harmonieuse et réciproque qui viendrait contrer la notion de dualité entre un « féminisme de la chaire » et un « féminisme de la rue » (Fourment, 2022).

Renforcer les liens entre les programmes d'études féminines et de genre et le milieu communautaire constitue également une voie prometteuse pour dépasser la notion de la « tour d'ivoire » qui continue d'alimenter la vision perçue du milieu universitaire en général. Pour cela, il est nécessaire de rendre l'éducation féministe et la production de savoir plus accessibles, afin qu'elles servent directement la cause que ces programmes représentent. Les travaux de Ketchum

et Van Dam (2021) rappellent d'ailleurs la capacité des programmes d'études féministes à renforcer le lien entre production de savoir et activisme, à condition que ce lien soit intentionnellement cultivé. Cette dynamique implique également une revalorisation du milieu académique au sein des communautés, afin d'éviter que l'un ne soit perçu comme en compétition avec l'autre. Mallory (2006) souligne à juste titre que les militant·es refusent d'être catégorisé·es par des personnes extérieures à l'action directe, et encore moins de voir leur travail récupéré à des fins universitaires. Il est donc crucial que les savoirs produits dans les programmes d'études féminines et de genre bénéficient directement à l'activisme de terrain, et qu'ils ne demeurent pas confinés dans un jargon exclusif réservé à une audience académique (hooks, 2015). Dans cette optique, les programmes gagneraient à reconnaître davantage l'apport des activistes de terrain et à faciliter l'implication communautaire des étudiant·es. Valoriser l'engagement hors de la salle de classe permettrait ainsi de transformer la théorie en pratique et de contribuer de manière tangible au mouvement féministe, non pas en donnant l'impression que le milieu académique exploite le travail militant dans une logique opportuniste, mais en apportant un soutien réel et efficace au milieu communautaire, souvent limité par le manque de ressources ou par les contraintes imposées par les bailleurs de fonds et les décideurs politiques, comme l'a souligné Gelb (1995).

Enfin, il est essentiel que les programmes d'études féminines et de genre reflètent et reconnaissent plus explicitement l'apport des expériences issues du terrain, au-delà du seul savoir académique. Historiquement, ces programmes sont nés de l'activisme communautaire et militant. Or, comme le rappelle hooks, leur institutionnalisation a parfois contribué à les dissocier des groupes de conscientisation qui existaient au niveau du terrain, les déplaçant vers

un espace universitaire marqué par le privilège de classe. Cette évolution a conduit la théorie féministe à être cantonnée dans un « ghetto académique » avec peu de liens avec le monde extérieur (hooks, 2015). Pour éviter que les programmes ne se coupent définitivement de l'activisme féministe de terrain, il est nécessaire qu'ils reflètent davantage l'apport des initiatives issues des 3e et 4e vagues, notamment celles axées sur l'individu, le DIY et les pratiques numériques telles que l'usage des réseaux sociaux. Une telle approche permettrait de contrer l'impression que la dimension académique du féminisme est réservée à une élite privilégiée, en contradiction avec l'objectif même du mouvement, qui vise à inclure toutes les réalités et expériences liées aux oppressions de genre. Dans la même perspective, Lanigan cite Karlyn (2003), qui insiste sur l'importance pour les féministes universitaires de reconnaître le rôle central de la culture populaire dans la vie des jeunes femmes des vagues actuelles. Bien que souvent dévalorisée dans le milieu académique, la culture populaire constitue un espace clé pour déconstruire les représentations genrées et comprendre les réalités vécues par les jeunes féministes (Lanigan, 2008). Créer une connexion plus réciproque entre savoir académique et expériences issues du terrain, notamment en valorisant l'expérience des étudiant·es déjà engagé·es dans des actions communautaires, permettrait de renforcer le passage de la salle de classe à l'action de terrain. Les entretiens montrent que l'expérience des étudiant·es déjà engagé·es dans des actions communautaires constitue une ressource précieuse qui pourrait jouer un rôle d'amplificateur pour celles et ceux qui ne savent pas encore comment traduire leurs valeurs féministes en pratiques concrètes. Or, suivre des cours en études féminines et de genre ne mène pas automatiquement à une implication sur le terrain, et plusieurs participant·es ont exprimé un certain décalage entre l'apprentissage théorique et la mise en action.

Dans cette perspective, les programmes pourraient jouer un rôle plus déterminant en créant des espaces, des dispositifs pédagogiques ou des partenariats institutionnels qui facilitent ce « passage à l'action ». Cela pourrait prendre la forme d'activités intégrées au curriculum (stages communautaires, projets collaboratifs, interventions de personnes militantes, mentorat par des étudiant·es déjà engagé·es), ou encore de moments de réflexion collective sur les manières de s'impliquer concrètement dans le milieu féministe. En valorisant explicitement les trajectoires de celles et ceux qui sont déjà impliqué·es, les programmes pourraient ainsi offrir des modèles inspirants et accessibles, susceptibles de déclencher un véritable déclic chez les étudiant·es et de renforcer leur mobilisation à l'échelle du programme. Une telle articulation savoir-action favoriserait une dynamique où les deux sphères travaillent de manière cohésive plutôt que dans une logique de compétition ou d'opposition.

3.1.2- Transformer la salle de classe en espace de résistance qui représente le tremplin pour un activisme de terrain

Au cours des entretiens, les personnes interrogées ont mis en évidence à plusieurs reprises la notion de « *safe space* » que représentait le programme dans lequel elles étaient impliquées, caractérisé par une communauté bienveillante, des relations enrichissantes entre étudiant·es et un soutien solide de la part des enseignant·e.s. Certaines personnes ont également évoqué le potentiel de la salle de classe à devenir un espace protégé où peuvent émerger des pratiques pédagogiques radicales. Il s'agirait donc de mieux mobiliser ces espaces d'apprentissage pour en faire des lieux où se développent des initiatives d'enseignement véritablement transformatrices, fondées sur la solidarité et l'engagement collectif. Ceci corrobore également les constats des

personnes interrogées qui ont mentionné le côté transformateur de l'enseignement offert au sein de ces programmes.

Comme le rappellent Wånggren et Sellberg (2012) en citant Mohanty, la salle de classe féministe constitue un « terrain central où le pouvoir et la politique opèrent à partir de la culture vécue d'individus et de groupes situés dans des positions sociales et politiques asymétriques » (Mohanty, 1989, p. 184, traduction libre). Repenser l'université implique ainsi de rompre avec le « modèle du savoir-comme-capital-accumulé de l'éducation » (Mohanty, 1989, p. 185, traduction libre) et de concevoir la salle de classe comme un espace pédagogique qui reconnaît la valeur de l'engagement activiste. Wånggren et Sellberg (2012) rappellent également, en citant hooks, que « la salle de classe demeure l'espace de possibilité le plus radical au sein de l'institution universitaire » (Wånggren et Sellberg, 2012, traduction libre). Cela suppose de réaffirmer la vocation première de ces programmes, à savoir être des lieux d'éducation critique et de transformation sociale, plutôt que de simples instruments de prospérité économique ou des agences de préparation à l'emploi (Collini, 2010, cité dans Wånggren et Sellberg, 2012). Le fait de transformer les salles de classe en espaces de savoir plus radical permettrait aussi de développer certaines initiatives centrées sur la « pédagogie de l'activisme » à laquelle fait référence Lunny (2006) et qui renvoie à une forme d'éducation informelle intégrée à des pratiques militantes spécifiques, telles que l'organisation quotidienne, le plaidoyer, la planification d'actions directes, le travail en réseau, les manifestations, la conception de campagnes ou encore la production de médias alternatifs. Cette forme de pédagogie pourrait ainsi répondre aux constats mentionnés par certaines personnes interrogées durant les entretiens qui ont indiqué que, parfois, le programme offre le savoir sans pour autant définir comment l'appliquer davantage en action.

Les entretiens ont mis en lumière un élément distinctif des programmes d'études féminines et de genre, à savoir l'engagement personnel des étudiant·es envers les valeurs véhiculées par le programme lui-même, à un niveau rarement observé dans d'autres disciplines. Cette implication constitue un atout majeur pour imaginer des salles de classe fondées sur une approche pédagogique plus radicale, comme l'a souligné l'une des personnes interrogées. Les mouvements étudiants ont d'ailleurs démontré que l'attention portée à la fragilité, aux expériences qui rendent certaines personnes plus vulnérables que d'autres, peut devenir une source de mobilisation et de résistance. Comme le rappelle Van Dam (2021), les universités demeurent des espaces privilégiés d'où peut émerger la contestation sociale.

Dans cette perspective, il importe de souligner le rôle central de l'éducation et, plus particulièrement, la nécessité de cultiver une forme de pédagogie basée sur la réciprocité entre enseignant·es et étudiant·es. Une salle de classe féministe ne peut devenir un espace d'apprentissage transformateur que si chacun·e y participe activement. C'est à cette condition que la classe devient un lieu d'autonomisation intellectuelle, où l'on peut même envisager d'« apprendre comme révolution » (hooks, 1994, p. 2). Le rôle de l'enseignant·e est alors déterminant, notamment en contribuant à façonner un espace pédagogique qui valorise l'expérimentation, la critique et l'ouverture à des formes de savoir radicales.

Selon Wånggren et Sellberg (2012), être universitaire féministe implique nécessairement de réfléchir non seulement à ce qu'on enseigne, mais aussi à la manière dont on l'enseigne. Toujours selon ces autrices, le pouvoir de l'enseignant·e féministe réside dans sa capacité à avoir un impact, ce qui suppose une proximité réelle avec les étudiant·es. Comme l'écrit hooks, « notre capacité à générer de l'enthousiasme est profondément influencée par l'intérêt que nous nous portons les un·es aux autres, par l'écoute de nos voix respectives et par la reconnaissance

mutuelle de notre présence » (hooks, 1994, p. 8, traduction libre). Une salle de classe féministe doit alors encourager un enthousiasme fondé sur une reconnaissance mutuelle des contributions de celles et ceux qui la composent. Les témoignages recueillis lors des entrevues vont d'ailleurs en ce sens, puisque les participant·es ont reconnu à plusieurs reprises l'importance d'évoluer au sein d'un groupe partageant des valeurs communes, où chacun·e peut exprimer ses opinions sans crainte de jugement et où les échanges permettent un enrichissement personnel grâce à la diversité des perspectives partagées dans la salle de classe.

Wånggren et Sellberg (2012) soulignent enfin qu'une salle de classe où l'objectif n'est pas d'obtenir les meilleures notes, de performer ou de viser les postes les plus rentables, mais plutôt de questionner de manière critique les savoirs reçus, de déconstruire les grands récits et d'apprendre par plaisir, ouvre la possibilité d'imaginer une rupture avec un enseignement supérieur devenu de plus en plus inégalitaire. Une telle approche permettrait d'envisager une salle de classe féministe où étudiant·es et enseignant·es sont véritablement « au cœur de l'éducation ». Il s'agit, pour les enseignant·es féministes, de montrer comment adopter une posture critique et trouver du plaisir dans la poursuite réciproque du savoir. Que ce soit dans un amphithéâtre, une salle de séminaire ou une réunion départementale, l'objectif reste avant tout d'offrir un espace où puissent émerger des critiques constructives et de nouvelles manières d'aborder les structures de pouvoir déséquilibrées du milieu universitaire et, ce faisant, de préparer le terrain à des formes d'égalité sociale en constante transformation (Wånggren & Sellberg, 2012).

Un autre élément central pour penser la salle de classe comme espace de résistance réside dans la place de l'inconfort au sein d'une pédagogie orientée vers l'activisme. En effet, la mise en avant d'une approche pédagogique qui invite à interroger les fondements d'une société structurée par

des rapports de pouvoir, notamment de genre, mais aussi de race, de classe ou de sexualité, peut susciter des réactions de déstabilisation ou de malaise chez les étudiant·es. Comme le souligne Pereira (2012) la pédagogie féministe s'est historiquement construite autour de l'engagement à créer des environnements d'apprentissage sécuritaires et inclusifs, où chacun·e se sent en mesure de participer. Toutefois, elle repose tout autant sur la volonté de développer une éducation qui bouscule les façons conventionnelles de penser et confronte les étudiant·es aux manifestations du pouvoir ainsi qu'à leur propre implication dans celles-ci, un processus que beaucoup peuvent vivre comme une remise en question inconfortable.

La littérature met d'ailleurs en évidence les effets productifs de cet inconfort, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la salle de classe. Ainsi, le malaise ressenti lors de discussions ou de lectures, lorsqu'il est suivi d'une réflexion individuelle ou collective, peut devenir un puissant vecteur de production de connaissances et d'approfondissement de la compréhension des contenus (Boler, 1999 ; Kishimoto et Mwangi, 2009, cité dans Pereira, 2012). Kishimoto et Mwangi (2009) notent même que l'accueil de l'inconfort en classe leur a permis de « se connect[er] [...] avec [...] les étudiant·es à un niveau plus profond que n'importe quelle autre méthode/approche [pédagogique] » (p. 98).

Cependant, comme le souligne Pereira (2012), l'apprentissage fondé sur l'inconfort implique un travail émotionnel important, tant pour les enseignant·es que pour les étudiant·es (Boler & Zembylas, 2003, cité dans Pereira, 2012). Il requiert également un haut niveau de confiance mutuelle afin que chacun·e puisse se sentir suffisamment en sécurité pour traverser cet inconfort, ce qui suppose des occasions de se connaître, de tisser des liens et de construire une dynamique collective (Ellsworth, 1989, cité dans Pereira, 2012). De nombreuses enseignant·es féministes valorisent d'ailleurs des approches pédagogiques qui transforment l'inconfort en ressource

d'apprentissage générative. Toutefois, ce processus requiert du temps, de l'énergie et un investissement émotionnel souvent difficiles à maintenir dans les universités actuelles, en particulier dans les programmes d'études féminines et de genre, dont la précarité institutionnelle a été soulignée lors des entretiens.

Ces réflexions autour de l'inconfort font écho aux résultats des entretiens menés dans le cadre de ce mémoire. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué qu'une fois sensibilisé·es aux valeurs féministes et aux outils analytiques transmis par le programme, les étudiant·es en viennent à appliquer une lentille critique centrée sur les mécanismes d'oppression de genre à l'ensemble de leur vie quotidienne, sans possibilité de « mettre ce regard en pause ». L'inconfort devient alors non seulement un moteur d'apprentissage, mais aussi un moment charnière dans le développement d'une conscience politique accrue et, potentiellement, dans l'émergence d'un engagement activiste plus affirmé.

3.1.3 – Importance d'une représentation féministe à l'intérieur des programmes d'études féminines et de genre : agir de l'intérieur

Les entretiens menés ont démontré que l'expérience personnelle constitue un moteur essentiel dans l'attachement au féminisme et dans la manière dont les individus envisagent leur rôle au sein du mouvement. Ce constat rejoint l'analyse de Mansbridge (1995), qui mentionne que de nombreuses féministes devenues militantes ont traversé une expérience individuelle de transformation. Cette dynamique résonne également avec l'observation de Haque (2019), selon laquelle les études féminines et de genre demeurent une activité académique vivante et productive, dont les effets continuent d'influencer profondément la manière dont les individus se perçoivent. Les témoignages des personnes interrogées illustrent bien cette articulation entre

vécu personnel et engagement. En effet, la plupart possèdent déjà un attachement fort aux valeurs féministes, ce qui en fait des agents de changement potentiels au sein même des institutions académiques. Dans ce contexte, le programme agit comme un amplificateur, un espace où leur investissement personnel peut se renforcer grâce à l'acquisition de savoirs théoriques et critiques. Cette articulation entre connaissance et action rejoint l'argument de Bromley (2012), pour qui une épistémologie féministe capable de conjuguer simultanément le fait de connaître et celui d'agir offre aux étudiant·es les ressources nécessaires pour mieux comprendre le mouvement et affirmer leur auto-identification féministe, en particulier pour celles et ceux qui doutent de leur légitimité à s'y associer, comme il a été mentionné par certain.e.s participant.e.s aux entrevues, mais également dans les travaux de Baumgardner et Richards (2003), cités par Lanigan (2008) envers une incertitude souvent identifiée vis-à-vis de la revendication à l'identité féministe, et notamment sentiment de ne pas être « assez » féministes ou de ne rien avoir à apporter, en comparaison avec les militantes de la deuxième vague perçues comme les « vraies » féministes. Dans ce contexte, les programmes d'études féminines et de genre peuvent jouer un rôle déterminant en offrant un cadre où ces identités en devenir peuvent se consolider par la reconnaissance de nouvelles formes de féminisme issues des troisième et quatrième vagues, qui valorisent la diversité des expériences, l'expression personnelle et des modes d'action innovants, notamment l'activisme en ligne, les pratiques DIY et l'usage de supports accessibles tels que les arts visuels, le cinéma, la poésie ou le théâtre (Bromley & Ahmad, 2006). Enfin, les étudiant·es restent un public particulièrement réceptif à l'engagement féministe. Leur disponibilité relative, l'absence de charges familiales et une certaine marge de manœuvre temporelle favorisent l'émergence d'un « idéalisme » propice à l'implication dans des projets de transformation sociale (Fourment, 2022). Lorsque cet idéalisme rencontre une

pédagogie féministe incarnée par des enseignant·es engagé·es et nourrie par les expériences personnelles des étudiant·es eux-mêmes, les programmes deviennent alors des lieux privilégiés pour faire émerger des trajectoires militantes et, plus largement, pour agir de l'intérieur afin de transformer les milieux académiques.

Les entretiens ont également révélé que l'ensemble des participant·es se reconnaissent dans les valeurs féministes et s'identifient comme féministes. Ce taux d'adhésion initiale important, combiné à l'effet amplificateur du programme, montre que les études féminines et de genre jouent un rôle déterminant dans la consolidation de l'identité féministe. Les personnes interrogées soulignent en effet que les connaissances acquises, qu'il s'agisse de l'histoire du mouvement, de ses théories ou de ses pratiques, renforcent leur sentiment d'appartenance au féminisme et leur donnent les outils nécessaires pour envisager une transformation du milieu universitaire. Il apparaît donc essentiel que ces programmes continuent d'assumer pleinement leur fonction de renforcement identitaire afin que les valeurs féministes puissent ensuite se diffuser plus largement dans l'ensemble de l'institution académique³⁹.

Le rôle amplificateur des programmes d'études féminines et de genre passe également par le rôle activiste que peuvent jouer les professeur·es et les personnes travaillant au sein des programmes d'études féminines et de genre. L'implication personnelle de l'enseignant·e envers les valeurs véhiculées par le programme a d'ailleurs été mentionnée à plusieurs reprises comme un véritable

³⁹ Il convient toutefois de nuancer la capacité réelle de ces programmes à agir comme agents de changement au sein du milieu universitaire. Comme l'a montré l'analyse comparative, toutes les universités et collèges ne disposent pas des mêmes ressources ni des mêmes structures institutionnelles pour soutenir les études féminines et de genre. Certaines bénéficient de départements pleinement constitués, alors que d'autres ne proposent qu'un programme associé à un domaine d'études plus large, ce qui limite nécessairement leur visibilité, leur stabilité et leur marge d'action. Les entretiens ont également mis en lumière des niveaux variables de soutien institutionnel, qu'il s'agisse de financement, de reconnaissance ou d'appui administratif, qui influencent directement la capacité de ces programmes à remplir leur fonction de renforcement identitaire et à exercer une influence plus large sur leur environnement académique.

point fort par les personnes interrogées, puisqu'elle constitue souvent une source d'inspiration et confère une réelle plus-value à ces programmes que l'on ne retrouve pas nécessairement dans d'autres domaines d'études. Leur position interne leur confère une capacité d'action unique pour remettre en question les structures institutionnelles et promouvoir des pratiques plus alignées avec les valeurs féministes. Le rôle des enseignant·es s'avère donc central pour accompagner les étudiant·es dans l'adoption d'une posture critique et pour créer des espaces où peuvent émerger des analyses constructives des rapports de pouvoir universitaires. En écho à hooks (1994), l'enseignement représente l'un des lieux où il existe le plus « d'espace pour le changement, l'invention, les déplacements spontanés » (hooks, 1994, traduction libre). En ce sens, les programmes d'études féminines et de genre ne se contentent pas de transmettre un savoir, ils participent activement à transformer la culture du campus et à provoquer des changements structurels au sein des universités.

Comme le rappelle Ahmed (2014), être féministe au travail consiste (ou devrait consister) à interroger le sexisme ordinaire, y compris le sexisme académique, et à transformer les institutions en questionnant pour qui elles existent. Si des centres et programmes féministes ont dû être créés, c'est précisément parce que les universités étaient des espaces impactés par le sexisme, les inégalités de genre et le harcèlement sexuel. Dans ce contexte, l'enseignement féministe devient une composante essentielle de l'activisme, un moyen d'agir de l'intérieur pour modifier les structures et les cultures universitaires.

Les travaux de Fourment (2022) rappellent d'ailleurs que l'effet socialisateur des universités s'exerce moins à l'échelle des établissements qu'à celle des disciplines et des filières. Les programmes d'études féminines et de genre constituent ainsi des espaces privilégiés où se façonnent des dispositions critiques susceptibles de se propager au-delà de la salle de classe.

Cette idée rejoint celle de Power (2011, p. 30, cité dans Wa°nggren & Sellberg, 2012), pour qui « non seulement l'école est un microcosme du tout social, mais le tout social lui-même est modelé sur le système scolaire » (Power, 2011, traduction libre). Transformer l'éducation revient donc à transformer la société dont elle est une composante centrale.

Dans cette perspective, il devient crucial de mieux valoriser les diplômes en études féminines et de genre afin qu'ils soient reconnus dans le monde professionnel et puissent contribuer à diffuser les valeurs féministes au-delà du campus. Comme le soulignent Baumgardner et Richards dans *Grassroots: A Field Guide for Feminist Activism* (2005), l'un des risques d'un féminisme institutionnalisé est de laisser croire que les objectifs du mouvement seraient déjà atteints. Les programmes doivent donc jouer un rôle actif dans la déconstruction de cette idée, en rappelant que les luttes féministes sont nécessaires et encore inachevées.

Si les programmes d'études féminines et de genre détiennent un potentiel transformateur important, il reste toutefois dépendant des moyens mis à disposition par les universités, qui peuvent varier considérablement d'une institution à l'autre. Certaines universités possèdent des départements dédiés, tandis que d'autres ne disposent que de quelques cours isolés, ce qui limite leur capacité d'action et leur visibilité. Les entretiens menés confirment d'ailleurs que le programme est souvent perçu comme insuffisamment visible, ce qui nuit à sa réputation et à sa reconnaissance institutionnelle. Pour que ces programmes puissent jouer pleinement leur rôle, ils doivent gagner en crédibilité et en légitimité au sein des universités et collèges, et être considérés à l'égal des autres disciplines.

Cette reconnaissance passe aussi par la présence de personnes féministes à des postes décisionnels au cœur de l'université, capables de défendre les ressources nécessaires au

fonctionnement des programmes et de soutenir leur mission de transformation. Plusieurs participant·es ont souligné qu'en dehors du programme, peu d'initiatives véritablement féministes étaient visibles sur les campus, ce qui renforce l'impression que les études féminines et de genre restent souvent en marge des autres programmes. Il devient donc essentiel de renforcer leur influence institutionnelle afin qu'elles ne soient plus perçues comme un espace « à part », mais comme une composante intégrée d'un milieu académique qui reflète les valeurs féministes et contribue à un changement sociétal plus large.

Comme le souligne Pereira (2012), les transformations néolibérales de l'enseignement supérieur, notamment par la réduction des financements, les restructurations, l'augmentation des effectifs sans hausse du personnel, l'intensification du travail académique, les mécanismes d'audit et de contrôle (Alvanoudi, 2009 ; Dever, 1999 ; Evans, 2004 ; Morley, 2003 ; Shore et Wright, 2000, cité dans Pereira, 2012), génèrent des charges de travail lourdes et un épuisement généralisé. Gill (2010) décrit même les universités néolibérales comme des milieux de travail « toxiques ». Ces conditions limitent la capacité des enseignant·es à investir dans des pédagogies féministes exigeantes, pourtant essentielles au rôle transformateur des programmes.

Les entretiens confirment que le programme évolue dans un environnement fortement influencé par ces logiques néolibérales, ce qui tend à diluer son potentiel radical. Les analyses de Wånggren et Sellberg (2012), s'appuyant sur Collini (2010), montrent d'ailleurs que les réformes gouvernementales poussent à concevoir les universités comme des marchés concurrentiels où les étudiant·es deviennent des client·es et les universités des prestataires de services. Dans cette logique, l'enseignement est orienté par les choix du « consommateur », et les universités sont envisagées comme des moteurs de prospérité économique plutôt que comme des lieux

d'éducation. Cette vision affecte profondément les pratiques pédagogiques et rend les idéaux de la pédagogie féministe plus difficiles à atteindre (Pereira, 2012).

Face à ces dynamiques, il devient crucial que les programmes d'études féminines et de genre s'affirment comme des espaces explicitement critiques et résistants, capables de contrer les logiques néolibérales et de maintenir vivante la dimension radicale du féminisme dans le milieu universitaire, surtout que, comme le rappelle Mélissa Blais (2025), les écoles et les universités sont souvent identifiées en tant que menaces pour le « nouveau patriarcat technocapitaliste », et sont donc précisément les espaces où il faut lutter le plus intensément contre ces logiques néolibéralistes axées sur la prospérité économique. Les programmes d'études féminines et de genre ont donc la responsabilité d'agir de l'intérieur pour transformer les structures académiques, renforcer la présence des valeurs féministes dans l'institution et contribuer à faire des universités des lieux plus justes, plus critiques et plus représentatifs des changements sociaux nécessaires.

3.1.4 – Utiliser les programmes d'études féminines et de genre pour sensibiliser sur la nature plurielle et intersectionnelle du féminisme

Au cours des entretiens, il a été noté que les personnes interrogées intégraient déjà une conception intersectionnelle des enjeux féministes, qui ne se limitait pas uniquement au genre, mais pouvait également englober d'autres facteurs tels que l'âge, la race ou l'ethnicité, la classe sociale ou la situation de handicap. Cette réalité souligne l'importance, pour les programmes d'études féministes et de genre, d'embrasser pleinement la pluralité du féminisme et d'éviter de reproduire des formes d'exclusion, d'autant que le terme « féministe » reste encore difficile à s'approprier pour certaines personnes, notamment les personnes noires et racialisées, autochtones ou issues des communautés 2ELGBTQI+. Comme le rappelle hooks, les oppressions raciales et

de classe doivent être reconnues comme des enjeux féministes à part entière, aussi pertinents que le sexisme. Plutôt que de se limiter à la seule égalité entre les sexes, les féministes doivent donc examiner les systèmes de domination et les mécanismes qui assurent leur perpétuation, ainsi que « l'interconnexion des oppressions de sexe, de race et de classe » (hooks, 1983, pp. 25-26, 31, cité dans Wa°nggren & Sellberg, 2012). Dans cette perspective, la pratique féministe implique de s'attaquer aux fondements culturels du sexisme et des autres formes d'oppression de groupe. Si les féministes en milieu universitaire ont longtemps œuvré à transformer des programmes historiquement centrés sur les hommes, les études féministes et de genre peuvent aussi reproduire leur propre universel, à savoir principalement Blanc. Il devient alors essentiel de mettre en lumière la multiplicité des expériences, récits et croyances qui composent les trajectoires féministes. Comme le souligne Lunny (2006), un manque de conscience de la spécificité contextuelle de nos analyses peut engendrer des biais et des présupposés ethnocentriques qui fragilisent la solidarité féministe interculturelle. L'ethnocentrisme, combiné au pouvoir social d'imposer une vision particulière, constitue une équation dangereuse et l'une des racines des dynamiques impérialistes entre femmes. Dans la même lignée, Wa°nggren et Sellberg (2012) rappellent, dans la lignée de la pensée de hooks, que les féministes doivent examiner les systèmes de domination et leurs propres rôles dans leur perpétuation, ainsi que les interconnexions entre oppressions de sexe, de race et de classe. Les programmes d'études féministes et de genre ont ainsi un rôle clé à jouer pour redéfinir le féminisme de manière plus inclusive, attentive aux réalités intersectionnelles, tout en soutenant une nécessaire autocritique du mouvement. Pour reprendre la formule de Flavia Dzodan, citée par Ahmed dans *Living a Feminist Life* (2014) : « Feminism will be intersectional or it will be bullshit. »

Les participant·e·s aux entretiens ont souligné que les programmes d'études féministes et de genre reflètent de manière pertinente les enjeux actuels du féminisme en intégrant une approche intersectionnelle dans les thématiques abordées. Cette orientation apparaît tant dans les descriptions officielles des programmes disponibles en ligne que dans les contenus de cours, et constitue un élément essentiel pour maintenir la cohérence avec les valeurs du féminisme actuel. Toutefois, pour que cette approche soit véritablement assumée, elle doit dépasser le cadre théorique. En effet, la composition même des programmes doit également refléter la diversité intersectionnelle du mouvement. Or, plusieurs barrières limitent l'accès à ces programmes. Les personnes interrogées ont notamment mentionné des obstacles financiers, des exigences académiques élevées ou encore des contraintes liées au statut d'étudiant international qui influencent fortement leurs parcours. Ces obstacles contribuent aussi à maintenir une certaine homogénéité des profils au sein des programmes, comme l'a montré l'échantillon représentatif sur lequel ont été menés les entretiens, lequel échantillon ne reflète pas la pluralité des expériences et identités présentes dans le féminisme, en particulier sur le plan racial. L'enjeu d'accessibilité ne concerne donc pas seulement l'entrée dans les programmes, mais aussi leur représentativité interne, tant au niveau du corps professoral que des cohortes étudiantes, afin que l'intersectionnalité ne demeure pas un concept cantonné aux syllabus ou aux intitulés de cours. Plus ces programmes seront accessibles et représentatifs, plus ils contribueront à promouvoir un féminisme inclusif et à encourager un plus grand nombre de personnes à s'identifier au mouvement. À l'inverse, les barrières actuelles alimentent les critiques récurrentes d'un certain élitisme académique, perçu comme déconnecté des réalités de terrain. Dans cette perspective, il serait pertinent que les programmes se rapprochent davantage du modèle des groupes de conscience évoqué par hooks, afin de renouer avec leur vocation première : proposer « des études

féministes ancrées dans la communauté » plutôt qu'un « ghetto académique » réservé à une élite privilégiée (hooks, 2015, traduction libre). Une telle orientation permettrait de renforcer le lien entre savoirs universitaires et pratiques militantes, tout en rendant le féminisme plus accessible, plus incarné et plus représentatif de celles et ceux qu'il entend servir.

L'analyse comparative effectuée sur les programmes d'études féminines et de genre en Colombie-Britannique montre que leur évolution s'inscrit dans la continuité des deuxième, troisième et quatrième vagues du féminisme, marquées par le passage des Women's Studies aux Gender Studies et par l'intégration de perspectives intersectionnelles, queer et décoloniales. Toutefois, malgré cette évolution, l'échantillon issu des entretiens laisse entrevoir une prédominance de personnes qui s'identifient en tant que « femme », ce qui suggère que la diversité de genre n'est pas pleinement assurée au sein de ces programmes. Cette situation peut contribuer à renforcer l'idée que les études féministes et de genre seraient destinées avant tout aux femmes et centrées sur des « problèmes de femmes », alors même que le féminisme englobe des enjeux beaucoup plus larges. Pour éviter de reproduire cette perception restrictive, il est essentiel que les programmes s'ouvrent davantage à une conception globale du genre, incluant les multiples systèmes d'oppression qui façonnent les expériences sociales.

Ce constat rappelle la dichotomie persistante entre « études féminines » et « études de genre », encore visible dans certains domaines comme l'historiographie. Bien que plusieurs spécialistes rappellent qu'il n'existe pas de séparation essentielle entre ces approches, qui fonctionnent souvent de manière symbiotique (Iacovetta & Kealey, 1996), Sangster (1995) souligne que l'historiographie féminine est longtemps restée centrée sur la catégorie « femme », sans toujours intégrer une analyse plus large des relations de genre. Le recours à la catégorie women's studies peut ainsi entretenir une vision préconçue des enjeux liés au genre. McCall (2005) rappelle

toutefois qu'il est impossible d'échapper totalement aux contraintes normalisatrices du langage, puisque les rapports de pouvoir/savoir se réinscrivent continuellement dans de nouveaux systèmes de classification, et l'usage stratégique des catégories demeure inévitable à des fins politiques.

Il est néanmoins encourageant de constater que de plus en plus de programmes élargissent leur portée pour ne plus se limiter à l'étiquette « femmes », mais pour intégrer des enjeux de justice sociale et des analyses intersectionnelles. Cette évolution rejoint la réflexion d'Offen (1988), selon laquelle nombre de personnes affirmant « Je ne suis pas féministe, mais... » s'identifieraient en réalité comme féministes relationnelles si elles étaient conscientes de la profondeur et de l'étendue de cette tradition. Ce qu'elles rejettent, selon elle, ce sont les implications individualistes du féminisme libéral, et non le féminisme en tant que projet collectif. Dans la même lignée, le « transformative feminism » évoqué par Warren (1987) et repris par Gournay (2020) invite à dépasser l'idée d'un féminisme centré uniquement sur la fin de l'oppression des femmes pour reconnaître l'interconnexion de tous les systèmes d'oppression. Le genre ne peut plus être perçu comme une simple binarité générant des désavantages pour les femmes, mais comme un ensemble de relations de pouvoir imbriquées (Gournay, 2020). Pour que les programmes d'études féministes et de genre soutiennent réellement cette vision, ils doivent traiter du genre dans toute sa complexité et inclure l'ensemble des expériences et des oppressions qui s'y rattachent, afin de ne laisser personne de côté.

Conclusion

Ce mémoire visait à examiner la relation entre les programmes d'études féminines et de genre et le mouvement féministe, afin de mieux comprendre leur synergie selon trois axes, à savoir l'apport théorique et pratique de ces programmes au mouvement, l'impact de l'élitisme universitaire sur l'accès au féminisme institutionnalisé, et le rôle des établissements d'enseignement dans la diffusion et l'évolution du féminisme à travers leurs espaces, leurs activités et leurs politiques. Les résultats montrent d'abord que ces programmes constituent une composante essentielle du mouvement. Ils enrichissent les débats et fournissent des ressources critiques, notamment via un microcosme informel, illustré par des initiatives étudiantes hors des salles de cours, l'implication et l'attachement des enseignant·e·s aux valeurs féministes, ou la transformation de la classe en espace pédagogique radical. Comme le souligne Ahmed (2014), « the time for women's studies is not over until universities cease to be men's studies ». Par ailleurs, l'identité féministe apparaît comme multidimensionnelle, mêlant identification, conscience et attitudes liées aux rôles de genre, ce qui explique la réticence persistante de certain·e·s à se déclarer féministes. Les programmes influencent significativement les personnes qui s'identifient comme féministes, mais cet effet est modulé par des facteurs socio-économiques, institutionnels et culturels, d'où des résultats parfois nuancés selon les contextes. Cela souligne l'importance pour ces programmes d'adopter et de maintenir une approche intersectionnelle pour continuer de servir la cause du féminisme dans sa globalité.

La recherche menée dans le cadre de ce mémoire visait à combler un manque de données sur les facteurs influençant l'auto-identification au féminisme en se concentrant sur la perspective

académique et en évaluant dans quelle mesure les programmes d'études féminines et de genre contribuent à cette identification. En réponse aux lacunes signalées par Lanigan et McCabe et aux appels à des approches qualitatives complémentaires (Duncan, 1999 ; Zucker, 2004, cité dans McCabe, 2005), cette étude de cas montre que l'engagement dans un programme d'études peut agir comme vecteur de transmission et de légitimation du féminisme. En effet, l'acquisition de savoirs et d'outils critiques favorise souvent une mise en pratique militante (activisme, initiatives étudiantes, interventions pédagogiques) et renforce l'identification féministe chez certaines personnes. Cet effet n'est toutefois ni uniforme ni automatique, il reste en effet dépendant de facteurs socio-économiques, institutionnels et culturels, ce qui explique la variabilité et parfois la contradiction des résultats observés. L'étude de cas présentée ici apporte donc une nouvelle connaissance empirique sur le rôle formatif des cursus universitaires. Elle confirme l'intérêt d'approches qualitatives pour saisir la complexité de l'identité féministe, et propose des pistes méthodologiques ainsi que des réflexions pour renforcer la synergie entre programmes d'études et mouvement féministe pour les personnes soucieuses de favoriser un accès plus inclusif et engagé à ce type d'études.

Comme mentionné dans la section de discussion, la recherche menée présente plusieurs limites qu'il convient d'assumer pour situer la portée des résultats de manière pertinente. D'abord, il s'agit d'une étude de cas ancrée dans un contexte précis, à savoir la province de Colombie-Britannique, ce qui restreint la généralisation des conclusions à d'autres réalités géographiques ou institutionnelles. Ensuite, la représentativité de l'échantillon utilisé dans le cadre de la recherche démontre certaines limites, notamment la répartition inégale des participant·e·s entre les différents programmes étudiés, ce qui réduit la possibilité de dresser un portrait exhaustif de l'influence de ces cursus sur l'auto-identification féministe. Les difficultés

d'accès au milieu académique ont également constitué un angle mort majeur, puisque plusieurs établissements n'ont pas donné suite à mes appels à participation répétés, privant le corpus de voix qui auraient permis d'affiner l'analyse comparative entre les différents programmes examinés. Enfin, des biais méthodologiques liés au recrutement et aux conditions de collecte des données, ainsi que des facteurs socio-économiques et institutionnels non contrôlés, peuvent aussi expliquer une partie de la variabilité et des contradictions observées. La mise en lumière de ces limites permet d'adopter une mesure de prudence dans l'interprétation des résultats et d'encourager la conduite de recherches ultérieures plus larges et plus diversifiées.

Ce cadre d'étude de cas offre une base solide pour des recherches comparatives à plus grande échelle, notamment à l'ensemble du Canada, province par province et territoire par territoire, qui permettrait d'intégrer le facteur géographique, identifié ici comme déterminant du vécu et de l'attachement aux valeurs féministes, et de tester la transférabilité des résultats obtenus en Colombie-Britannique. Des analyses comparatives interprovinciales et transnationales aideraient à préciser comment des contextes institutionnels et culturels distincts configurent différemment l'influence des programmes d'études féminines et de genre (McCall, 2005, cité dans Wa⁰nggren & Sellberg, 2012). Sur le plan méthodologique, il serait pertinent de développer des projets longitudinaux qui suivent l'évolution de l'auto-identification féministe et des pratiques militantes au fil du temps, afin de saisir les dynamiques générationnelles et les effets durables de la formation universitaire (McCabe, 2005). Les études futures gagneraient à combiner approches qualitatives approfondies (entretiens, ethnographies de terrain, études de cas) et méthodes quantitatives (échantillons plus larges, enquêtes représentatives) pour trianguler les données et réduire les biais liés au recrutement et à la représentativité. De plus, pour rendre l'approche véritablement intersectionnelle, il conviendrait d'intégrer systématiquement des variables

socio-économiques, raciales, de genre, d'âge et de localisation rurale/urbaine, et d'examiner d'autres institutions (médias, organisations communautaires, syndicats) susceptibles d'influencer l'identification féministe.

Par ailleurs, la recherche suggère plusieurs recommandations, notamment l'actualisation des programmes pour qu'ils reflètent l'évolution des débats féministes et demeurent pertinents pour les étudiant·e·s (Cameron, 2019), le renforcement des liens entre universités et communautés (partenariats, stages, projets participatifs) afin de réduire l'élitisme perçu et de faciliter l'accès au savoir critique, ainsi que la mise en place de stratégies de recrutement et de collecte de données plus inclusives (approches communautaires, incitatifs, protocoles d'accès institutionnel) pour surmonter les obstacles rencontrés lors de cette étude. Elle souligne également l'importance de promouvoir une vision sociopolitique plus englobante, comme le préconise Offen (1988), capable de reconnaître la diversité des expériences tout en favorisant la solidarité nécessaire à la transformation sociale. De plus, comme mentionné par McCall (2005), il importe d'aborder chaque cas selon des perspectives multiples afin de rendre compte des configurations spécifiques d'inégalités. En effet, différents contextes produisent différentes combinaisons d'avantages et de désavantages, et aucune dimension unique de l'inégalité ne suffit à décrire la complexité observée. Plutôt que de présumer des effets, il faut donc examiner la nature et l'ampleur des différences interprovinciales et territoriales, intégrer une logique anticatégorielle et croiser variables socio-économiques, raciales, de genre et de localisation. Une telle démarche comparative et multi-perspective permettra d'affiner l'approche intersectionnelle et d'obtenir une vision plus complète de l'influence des programmes d'études féminines et de genre à l'échelle du Canada (McCall, 2005, cité dans Wa°nggren & Sellberg, 2012).

Pour conclure, il est essentiel de poursuivre les recherches dans le champ des études féminines et de genre afin de continuer d'alimenter le mouvement et contrer l'idée, véhiculée par certains discours post-féministes, que le féminisme serait désormais achevé ou superflu. L'éducation critique doit à la fois déconstruire les idées reçues sur le féminisme et promouvoir une pratique de plus en plus intersectionnelle, fidèle à la définition de hooks selon laquelle « le féminisme est un mouvement visant à mettre fin au sexisme, à l'exploitation sexiste et à l'oppression » (hooks, 2015, traduction libre). À cet égard, les programmes universitaires ont un rôle important à jouer, en actualisant leurs contenus pour refléter les enjeux actuels, en élargissant leur portée sociale et en favorisant l'accès à des publics diversifiés afin que le féminisme ne reste pas l'apanage d'une seule catégorie de femmes. Dans un contexte global de montée de l'autoritarisme, la fermeture des programmes d'études dans certains pays sous la pression de gouvernements, illustre le risque d'effacement d'un outil d'analyse critique qui montre comment les hiérarchies de genre facilitent et normalisent des abus, éduquent sur la complexité des identités sexuelles en adoptant une approche interdisciplinaire. L'article du Guardian de Wallach Scott *Gender studies courses are shutting down across the US. The Epstein files reveal why* démontre d'ailleurs le fait que leur suppression vise non seulement à éliminer un outil d'analyse critique, mais aussi à effacer des savoirs, un effacement lié à la même logique de misogynie, de racisme et d'impunité, tel que l'a démontré l'affaire Epstein⁴⁰. En définitive, comme le rappelle Fraser, « aucun projet féministe ne peut réellement être achevé tant que l'oppression fondée sur le genre persiste dans le monde » (Fraser, 2014, traduction libre).

⁴⁰ [Gender studies courses are shutting down across the US. The Epstein files reveal why | Joan Wallach Scott | The Guardian](#)

Bibliographie

- Agnew, V. (1993). Canadian feminism and women of colour. *Women's Studies International Forum*, 16(3), 217–227.
- Ahmed, S. (2017). *Living a feminist life*. Duke University Press.
- Bapes Ba Bapes, Y. D. (2023). L'étude de cas et la demande des organisations en expertise sociologique au Cameroun. *Recherches qualitatives*, 42(1), 137–158. <https://doi.org/10.7202/1100248ar>
- Baumgardner, J., & Richards, A. (2005). *Grassroots: A field guide for feminist activism*. Macmillan.
- Bell, C., & Wegner, N. (2025). *Feminist Foreign Policy as a Case of Governance Feminism: Neoliberalism, Militarism, and Women as "Agents of Change"*. *International Studies Review*, 27(1)
- Birk, M. (2024). Beti's perspective: Using critical race theory's composite counterstory to interrupt antiracism projects in Vancouver, BC. *Studies in Social Justice*, 18(2), 344–361.
- Black Women's Blueprint. (2011). *An Open Letter from Black Women to the SlutWalk*.
- Bromley, V. (2012). *Feminisms Matter: Debates, Theories, Activism*. University of Toronto Press
- Bromley, V., & Ahmad, A. (2006). Wa(i)ving solidarity: Feminist activists confronting backlash. *Canadian Woman Studies*, 25(3). <https://cws.journals.yorku.ca/index.php/cws/article/view/5886> (cws.journals.yorku.ca in Bing)
- Burkett, E., & Brunell, L. (2026). Feminism. *Encyclopedia Britannica*. <https://www.britannica.com/topic/feminism>
- Calliste, A., & Dei, G. S. (2000). *Anti-racist feminism*. Fernwood Publishing.
- Carr, J. (2013). The SlutWalk movement: A study in transnational feminist activism. *Journal of Feminist Scholarship*, 4(4), 24–38.
- Chazan, M., & Baldwin, M. (2016). Understanding the complexities of contemporary feminist activism: How the lives of older women activists contest the waves narrative. *Feminist Formations*, 28(3), 70–94.
- Coen-Sanchez, K., & Dangoisse, P. (2022, October 12). The Canadian women's movement primarily serves white women and must evolve. *The Conversation*. <http://theconversation.com/the-canadian-womens-movement-primarily-serves-white-women-and-must-evolve-190897> (theconversation.com in Bing)
- Collier, C. N. (2014). Not quite the death of organized feminism in Canada: Understanding the demise of the National Action Committee on the Status of Women. *Canadian Political Science Review*, 8(2). <https://doi.org/10.24124/c677/2014383> (doi.org in Bing)
- Danielsen, D., Cossman, B., Halley, J., & Higgins, T. (2003). Gender, sexuality and power: Is feminist theory enough? *Columbia Journal of Gender and Law*, 12, 601–.

- Desmarais, L. (2021).** Environnementalisme, genre et décolonisation: Dialogue entre théorie politique et mouvements sociaux. *Revue d'études autochtones*, 51(2–3), 65–74. <https://doi.org/10.7202/1097377ar>
- Dines, G., & Murphy, R. (2011).** *SlutWalk is not sexual liberation*. The Guardian.
- Dinh, J. (2012).** Ethnic, immigrant, and racialized women in Canada: A historiography. *Constellations*, 3, 175–185.
- Doucet, S., & Hébert, K. (2001).** L'histoire du féminisme au Canada et au Québec: Bibliographie sélective. *Mens*, 2(1), 125. <https://doi.org/10.7202/1024462ar>
- Eichler, M. (2002).** The impact of feminism on Canadian sociology. *The American Sociologist*, 33(1), 27–41.
- Eichler, M. (2024).** Études des femmes. *L'Encyclopédie canadienne*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca>
- Eidinger, A. (2020).** Féminisme. *L'Encyclopédie canadienne*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/feminisme> ([thecanadianencyclopedia.ca](https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/feminisme) in Bing)
- Eisenhardt, K. M. (1989).** Building theories from case study research. *Academy of Management Review*, 14(4), 532–550. <https://doi.org/10.2307/258557>
- Envirionics Institute for Survey Research. (2022).** *Women's equality and the women's movement: An update*.
- Fraser, J. A. (2014).** *Claims-making in context: Forty years of Canadian feminist activism on violence against women* (Doctoral dissertation, University of Ottawa). <http://hdl.handle.net/10393/30651>
- Friedan, B. (2013).** *The feminine mystique*. W. W. Norton & Company.
- Fourment, E. (2022).** L'université produit-elle des féministes libertaires? Imbrications et tensions entre socialisations universitaire et militante. *Revue Française de Science Politique*, 72, 127–147.
- Gahagan, J., & Zimmerman, T. (2022).** Why women's studies programs in Canada are more important than ever. *Academic Matters*. <https://academicmatters.ca/why-womens-studies-programs-in-canada-are-more-important-than-ever/> ([academicmatters.ca](https://academicmatters.ca/why-womens-studies-programs-in-canada-are-more-important-than-ever/) in Bing)
- Ging, D., Mathieu, M., Heiniger, A., & Milani, P. (2025).** L'antiféminisme d'hier à aujourd'hui. Entretien croisé avec Mélissa Blais et Debbie Ging. *Nouvelles Questions Féministes*, 44(2), 14–34. <https://doi.org/10.3917/nqf.442.0014> ([doi.org](https://doi.org/10.3917/nqf.442.0014) in Bing)
- Giroux, H. (2002).** Neoliberalism, corporate culture, and the promise of higher education: The university as a democratic public sphere. *Harvard Educational Review*, 72(4), 425–464.
- Gournay, A. (2019).** *Écoféminisme et voix autochtones dans la lutte aux changements climatiques* (Mémoire de maîtrise). Université de Sherbrooke.
- Hamilton, R. (2003).** La sociologie féministe (1970–2003) au Canada anglais. *Cahiers de recherche sociologique*, 39, 165–180. <https://doi.org/10.7202/1002381ar>

Hamilton, R. (2005). *Gendering the vertical mosaic: Feminist perspectives on Canadian society* (2e éd.). Pearson Prentice Hall.

Haque, F. (2019). The impact of feminism in the branch of women's studies: The study of the development of sex according to the theories of gender. *American Journal of Biomedical Science & Research*, 2(5). <https://doi.org/10.34297/AJBSR.2019.02.000603> ([doi.org in Bing](#))

Haraway, D. J. (1991). A cyborg manifesto: Science, technology, and socialist-feminism in the late twentieth century. In *Simians, cyborgs, and women: The reinvention of nature* (pp. 149–158). Free Association Books.

Hewitt, N. A. (2012). Feminist frequencies: Regenerating the wave metaphor. *Feminist Studies*, 38(3), 658–680.

hooks, b. (1994). *Teaching to transgress: Education as the practice of freedom*. Routledge

hooks, b. (2015). *Feminism is for everybody: Passionate politics*. Routledge.

Iacovetta, F. (2007). Gendering transnational historiographies: Feminists rewriting Canadian history. *Journal of Women's History*, 19, 190–200.

Iacovetta, F., & Kealey, L. (1995–1996). Women's history, gender history and debating dichotomies. *Left History*, 3(2) / 4(1), 221–237.

James, C. E., & Chapman-Nyaho, S. (2017). “Would never be hired these days”: The precarious work situation of racialized and Indigenous faculty members. In *The equity myth: Racialization and indigeneity at Canadian universities* (pp. 84–114). UBC Press.

John, S. (2015). Idle No More – Indigenous activism and feminism. *Theory in Action*, 8(4), 38–54. <https://doi.org/10.3798/tia.1937-0237.15022> ([doi.org in Bing](#))

Lanigan, L. (2008). *Feminist activism, education and social change* (Thèse de doctorat). University of Windsor. <https://scholar.uwindsor.ca/etd/2095>

Lunny, D. (2006). Out of Canada: The pedagogy of transnational feminist activism. *Canadian Woman Studies*, 25(3–4), 85–90.

Mallory, C. (2006). Ecofeminism and forest defense in Cascadia: Gender, theory and radical activism. *Capitalism Nature Socialism*, 17(1), 32–49. <https://doi.org/10.1080/10455750500505408> ([doi.org in Bing](#))

McCabe, J. (2005). What's in a label? The relationship between feminist self-identification and “feminist” attitudes among U.S. women and men. *Gender and Society*, 19(4), 480–505.

McGruder, M. (2021). Missing and murdered: Finding a solution to address the epidemic of missing and murdered Indigenous women in Canada and classifying it as a “Canadian genocide.” *American Indian Law Review*, 46(1), 115–154.

Mercier, É. (2017). Sexualité des femmes et activisme féministe : le cas (controversé) de SlutWalk. *Observatoire de l'imaginaire contemporain*. <https://oic.uqam.ca/fr/articles/sexualite-des-femmes-et-activisme-feministe-le-cas-controverse-de-slutwalk> ([oic.uqam.ca in Bing](#))

- Munro, E. (2013).** Feminism: A fourth wave? *Political Insight*, 4(2), 22–25. <https://doi.org/10.1111/2041-9066.12021> ([doi.org in Bing](#))
- Nicholson, L. (2010).** Feminism in “waves”: Useful metaphor or not? *New Politics*, 13(4).
- O’Neill, B. (2017).** Continuity and change in the contemporary Canadian feminist movement. *Canadian Journal of Political Science*, 50(2), 443–459. <https://doi.org/10.1017/S0008423917000087> ([doi.org in Bing](#))
- Offen, K. (1988).** Defining feminism: A comparative historical approach. *Signs*, 14(1), 119–157.
- Pagé, G., & Anctil Avoine, P. (2023).** Intersectionnalité, idées queers et nationalisme : Les féminismes québécois entre tensions et inclusions. *Bulletin d’histoire politique*, 30(3), 113–129. <https://doi.org/10.7202/1101965ar>
- Pereira, M. do M. (2012).** Uncomfortable classrooms: Rethinking the role of student discomfort in feminist teaching. *European Journal of Women’s Studies*, 19(1), 128–135.
- Pin, C. (2023).** L’entretien semi-directif. *Fiche méthodologique LIEPP*, 3. <https://hal.science/hal-04087897> ([hal.science in Bing](#))
- Piñeiro, C., & Mackintosh, F. (Trans.). (2025).** Feminismo en grageas. In C. Orloff (Ed.), *La lucha: Latin American feminism today* (pp. 239–255). Charco Press.
- Plumwood, V. (1993).** Feminism and ecofeminism. In *Feminism and the mastery of nature* (pp. 19–40). Routledge.
- Ross, C. (2022, January 18).** Une majorité de femmes se disent désormais féministes au Canada. *Pivot*. <https://pivot.quebec/2022/01/18/une-majorite-de-femmes-se-disent-desormais-feministes-au-canada/> ([pivot.quebec in Bing](#))
- Roulston, C. (2016).** La théorie queer : De ses origines aux débats actuels. *Loxias*, 53. <https://hal.science/hal-04519939> ([hal.science in Bing](#))
- Rushowic, S. (2019).** Intersectionality and the second wave: An analysis of the British Columbia Federation of Women in the 1980s. (Master’s thesis). Simon Fraser University.
- Sandilands, C. (1999).** Cyborgs and queers: Ecofeminism and the politics of coalition. In *The good-natured feminist: Ecofeminism and the quest for democracy* (pp. 97–124). University of Minnesota Press.
- Sangster, J. (1995).** Beyond dichotomies: Pre-assessing gender history and women’s history in Canada. *Left History*, 3(1), 109–121.
- Sondarjee, M. (2022).** Critical race theory and feminism are not taking over our universities. *The Conversation*. <https://theconversation.com/critical-race-theory-and-feminism-are-not-taking-over-our-universities-175030>
- Stake, J. E., & Rose, S. (1994).** The long-term impact of women’s studies on students’ personal lives and political activism. *Psychology of Women Quarterly*, 18(3), 403–412. <https://doi.org/10.1111/j.1471-6402.1994.tb00463.x>

- Steuter, E. (1992).** Women against feminism: An examination of feminist social movements and anti-feminist countermovements. *Canadian Review of Sociology*, 29(3), 288–306.
- Stoddart, M. C. J., & Tindall, D. B. (2011).** Ecofeminism, hegemonic masculinity, and environmental movement participation in British Columbia, Canada, 1998–2007: “Women always clean up the mess.” *Sociological Spectrum*, 31(3), 342–368. <https://doi.org/10.1080/02732173.2011.557065>
- Strong-Boag, V. (2016).** Le mouvement des femmes au Canada. *L'Encyclopédie canadienne*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/early-womens-movements-in-canada>
- Thrift, S. C. (2018).** Up for debate: Remediating feminist media activism in Canada. *Continuum*, 32(1), 29–41. <https://doi.org/10.1080/10304312.2018.1404673>
- Tiessen, R., & Okoli, N. (2022).** Towards a transformative vision for gender and Canadian international policy: The role and impact of “feminist inside activists.” *International Journal*, 77(4), 615–637. <https://doi.org/10.1177/00207020231163490>
- Toupin, L. (1993).** Une histoire du féminisme est-elle possible? *Recherches féministes*, 6(1), 25–51.
- Vares, T. (2026).** A “feminist instruction”: Women’s narratives of feminist becoming. *Australian Feminist Studies*. <https://doi.org/10.1080/08164649.2026.2627611>
- Van Dam, E. J. (2021).** Le féminisme face aux limites institutionnelles des universités québécoises. *Gazette des femmes*. <https://gazettedesfemmes.ca/21365/le-feminisme-face-aux-limites-institutionnelles-des-universites-quebecoises/>
- Wane, N. N. (2010).** Black Canadian feminist thought: Perspectives on equity and diversity in the academy. In *Black and postcolonial feminisms in new times*. Routledge.
- Wanggren, L., & Sellberg, K. (2012).** Intersectionality and dissensus: A negotiation of the feminist classroom. University of Edinburgh.
- Wickham, R. J. (2019).** Secondary analysis research. *Journal of Advanced Practice Oncology*, 10(4), 395–400. <https://doi.org/10.6004/jadpro.2019.10.4.7>
- Wilson, K. (2005).** Ecofeminism and First Nations peoples in Canada: Linking culture, gender and nature. *Gender, Place & Culture*, 12(3), 333–355. <https://doi.org/10.1080/09663690500202574>

Annexes

Annexe 1 - Publicité pour la laveuse automatique Inglis

**My Washdays
are Holidays
Now!**

NEW WONDER-WORKING
Inglis
AUTOMATIC WASHER
the only automatic to give you 7 rinses
yet still uses less hot water!*

SUDS-MISER AND THE SEVEN RINSES—Save as you wash! Use sudsy water again and again. Enjoy most thorough rinsing known and get clothes clinic clean, sparkling bright!

AGIFLOW ACTION—The *proved* washing principle that washes clothes cleaner *by actual test*.

GERMICIDAL LAMP—Floods your wash with sanitizing rays ... washes freshness into clothes ... guards family health!

CYCLE-TONE SIGNAL—Tells you when washing's done ... saves steps, ends "standing-by".

... and every other feature vital to *fully* automatic washing. Now you can really enjoy the thrill of workless washdays without sacrificing economy and cleanliness.
**for a normal 3-load family wash.*

ANOTHER INGLIS EXCLUSIVE
The Fashion Academy Gold Medal Award for beauty of design.

(Manufactured under license from Whirlpool Corp., St. Joseph, Michigan, U.S.A.)

Publicité pour la laveuse automatique Inglis, Canada, années 1960. L'annonce met en scène une femme souriante dans un cadre domestique, présentant la machine comme un outil de modernité et d'épanouissement ménager. Source : publicité d'époque pour l'Inglis Automatic Washer.

Image récupérée via la source [Kitchen & Laundry Miracles ! Vintage Appliances and the Women that Loved Them - Flashbak](#)

Annexe 2 – Liste des sources pour analyse des programmes d'études féminines et de genre des universités et collèges de C.-B

University of British Columbia (UBC)

- Gender, Race, Sexuality & Social Justice (GRSJ)
Site web: <http://grsj.arts.ubc.ca/>
- Critical Studies in Sexuality (CSIS)
Site web: <http://grsj.arts.ubc.ca/>

University of British Columbia (UBC) - Okanagan campus

- Gender, Women and Sexuality Studies (GWST)
Site web: https://you.ubc.ca/ubc_programs/gender-women-sexuality-studies/

University of Northern British Columbia (UNBC)

- Women's Studies Undergraduate Program (WMST)
Site Web: <https://www.unbc.ca/gender-studies>
- Gender Studies Graduate Program
Site Web: <https://www.unbc.ca/gender-studies>

Simon Fraser University (SFU)

- Gender, Sexuality, and Women's Studies Program (GSWS)
Site Web: <https://www.sfu.ca/gsws.html>

University of Victoria (UVIC)

- Gender Studies Program (GNDR)
Site Web: <https://www.uvic.ca/humanities/gender/>

Vancouver Island University (VIU)

- Women and Gender Studies (BA) Program (SWAG)
Site Web: [Studies in Women and Gender \(BA\) | Vancouver Island University | Canada](#)

Douglas College

- Gender, Sexualities and Women's Studies (GSWS)
Site Web: [Gender, Sexualities and Women's Studies \(Associate Degree\) | ASARTG | Douglas College](#)

Langara College

- Women's Studies Program (WMST)
Site Web: <https://langara.ca/programs-courses/womens-studies-associate-arts-degree>

Annexe 3 - Formulaire d'auto-identification volontaire

Les renseignements fournis dans le formulaire d'auto-identification volontaire seront utilisés pour mieux dresser le profil des participant.e.s aux entrevues, basés sur des facteurs d'identité intersectionnels, afin d'assurer la prise en compte d'une lentille de diversité, d'équité et d'inclusion dans la recherche menée.

Les renseignements fournis seront gardés confidentiels et ne seront pas communiqués en dehors du champ de la recherche menée.

Veuillez noter que remplir ce formulaire est entièrement volontaire. Le choix individuel de remplir ou de ne pas remplir ce formulaire n'affectera pas la participation à l'entretien prévu.

Auto-identification :

Âge :

Veuillez préciser la tranche d'âge qui vous correspond le mieux

- ☐ Moins de 25 ans
- ☐ 25 – 35 ans
- ☐ 35 – 45 ans
- ☐ 45 – 55 ans
- ☐ 55 ans et plus
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Identité de genre :

Veuillez préciser l'option qui décrit le mieux votre identité de genre actuelle :

- ☐ Genre fluide
- ☐ Homme
- ☐ Non binaire
- ☐ Homme trans
- ☐ Femme trans

- ☐ Bispirituel
- ☐ Femme
- ☐ Aucune option fournie ne décrit mon identité
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Orientation sexuelle :

Sélectionnez l'orientation sexuelle qui vous décrit le mieux actuellement :

- ☐ Asexuelle
- ☐ Bisexuelle
- ☐ Gaie
- ☐ Hétérosexuelle
- ☐ Lesbienne
- ☐ Pansexuelle
- ☐ Allosexuelle
- ☐ Bispirituelle
- ☐ Aucune option fournie ne décrit mon identité
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Identité autochtone :

Vous identifiez-vous comme Autochtone, c'est-à-dire Première Nation, Métis ou Inuk (Inuit)?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Groupe de population

À quel(s) groupe(s) de population vous identifiez-vous?

Vous pouvez cocher plus d'une réponse. Si vous avez répondu « Oui » à la question sur les peuples autochtones, veuillez choisir « Autre ». Si vous faites partie d'un peuple autochtone autre que ceux du Canada, veuillez choisir « Autre » et préciser. Veuillez également indiquer tout autre groupe de

population auquel vous vous identifiez, le cas échéant. Les groupes de population présentés correspondent à la classification de Statistique Canada.

- ☐ Arabe
- ☐ Asiatique du Sud-Est (p. ex. Vietnamien, Vietnamiennne; Cambodgien, Cambodgienne; Laotien, Laotienne; Thaïlandais, Thaïlandaise; etc.)
- ☐ Asiatique occidental / Asiatique occidentale (Iranien, Iranienne ; Afghan, Afghane; etc.)
- ☐ Blanc / Blanche
- ☐ Chinois / Chinoise f. Coréen / Coréenne
- ☐ Japonais / Japonaise
- ☐ Latino-Américain / Latino-Américaine
- ☐ Noir / Noire
- ☐ Philippin / Philippine
- ☐ Sud-Asiatique (Indien, Indienne; Pakistanais, Pakistanaise; Sri Lankais, Sri Lankaise; etc.)
- ☐ Autre groupe de population – Précisez :
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Langue

Quelle est votre langue maternelle?

La langue maternelle est celle que vous avez apprise en premier dans votre enfance et que vous comprenez toujours.

- ☐ Anglais
- ☐ Français
- ☐ Autre – Précisez :
- ☐ Je préfère ne pas répondre

État de personne handicapée :

Vous identifiez-vous comme une personne handicapée?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Statut professionnel

Sélectionnez le statut professionnel qui vous décrit le mieux actuellement :

- ☐ Étudiant.e
- ☐ Enseignant.e
- ☐ Chercheur.euse
- ☐ Membre administratif d'un programme d'études
- ☐ Autre – Précisez :
- ☐ Je préfère ne pas répondre

Annexe 4 – Schéma d’entretien

1-Biographical Data

- First of all, can you tell me a little bit about yourself?

2- Experience and Personal Background

- Would you identify yourself as a feminist and why?
- What motivated you to get involved in a women's or gender studies program?
- Were you already personally involved in the feminist movement before joining a women's or gender studies program?
If No, do you think participating in a women's or gender studies program could influence your involvement in the feminist movement?
- Some people say they're not sure how to get involved in a social movement or where to even begin. Do you think joining a women's or gender studies program can help turn values into action?
How?

2- Limitations of the Women's or Gender Studies Program on the Feminist Movement

- Have you faced any barriers when trying to access the women's or gender studies program you're part of?
If yes, what kind of barriers did you encounter?
If no, do you think some people might face barriers?
- In your opinion, how much does your women's or gender studies program help you get involved in the feminist movement—either professionally or personally?
- Some activists are pretty critical of how feminism has been institutionalized through academic programs. They feel like it is losing some of its grassroots power. What is your take on that?

3- Dynamic Between the Women's or Gender Studies Program and the Campus in General

- Has your women's or gender studies program encouraged you to get involved in feminist projects or initiatives beyond the classroom? (e.g., magazine publication, creation of committees, book clubs)?

If yes, can you specify what kind of initiatives?

- In terms of reputation, do you know if the women's or gender studies program you're part of is recognized at the same level as other programs at your university or college?
- Generally speaking, does your university / college show openness and provide support for feminist initiatives?
If yes, what kind of support?
If no, do you know the reasons why your university/college does not encourage this kind of initiative?

Extra questions:

- From your perspective, how well does the program you're involved in reflect the current gender issues?
- What do you like most about your program?

Conclusion

Anything else you would like to add that can be useful for this project research?